

NOUVELLE SÉRIE -

N° 43

ETE 1977 - 15 F

A L'EST DU NOUVEAU

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste



**ÇA CRAQUE
EN U.R.S.S. !**

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS PARENTS OU AMIS

en retournant simple-
ment ce bon
à nos bureaux

LE CRAPOUILLOT

49, Av. Marceau
Paris 16^e
tél. : 720-65-09

L'ABONNEMENT
(5 NUMÉROS) 45 FRs.
ÉTRANGER : 50 FRs.

.....

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

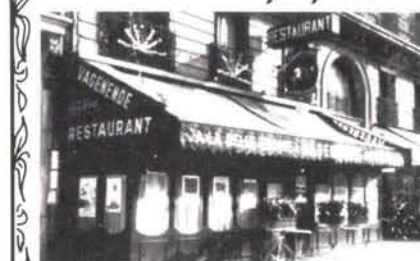
Veuillez trouver ci-joint la somme de _____ Frs.
que je règle (1)

- ☐ par chèque bancaire
☐ par mandat-lettre
☐ par versement au CCP
SEPA Paris 25.391.74

(1) Mettre une croix dans le carré choisi.

N.-B. : Si vous préférez ne pas découper votre
exemplaire, il vous suffit de nous adresser une
carte de visite ou une feuille comportant vos
nom et adresse avec la mention "Crapouillot -
Abonnement", accompagnée de votre règle-
ment.

VAGENENDE *"A la Belle Epoque"*



une cuisine française
à l'ancienne

soupers jusqu'à 2 h. du matin

142, boulevard Saint-Germain - Paris 6^e
326-68-18 - SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) – Jean-François Devay († 1971)

Nouvelle série n° 43

Société d'Éditions Parisiennes Associées
R.C. Seine 63 B 5039

Direction - Rédaction - Administration - Publicité
49, avenue Marceau, 75116 Paris. Tél. : 720-65-09

DIRECTEUR

Jean BOIZEAU

RÉDACTEUR EN CHEF

Michel EBERHARDT

RÉALISATION TECHNIQUE

Guy PIAULT

Pierre GATINIOL

Abonnements

5 numéros : FRANCE 45 F
ÉTRANGER 50 F (Taxes aériennes en sus)
C. C. P. : SEPA, Paris 25-391-74

(Pour changer d'adresse, joindre 2 F et la dernière bande)

Composition : SEPA

imprimé en France par BRODARD GRAPHIQUE

Commission paritaire n° 34 512

Le directeur de la publication : Jean BOIZEAU

Dépôt légal : 2^e trimestre 1977

ÇA CRAQUE EN UR.S.S. !



La contestation en Union Soviétique

Avant-propos

DES bombes qui éclatent, un hôtel qui brûle, des avions qui se détournent, des équipages qui se mutinent, des navires qui prennent (doublement) le large, des intellectuels qui s'exilent, des savants qui se rebellent, un homme de soixante-dix ans qui en limoge un autre de soixante-quatorze pour rajeunir les cadres..., oui, depuis quelque temps, il se passe vraiment de curieuses choses en Union soviétique ! Et il n'y a même plus le lancement d'un premier spoutnik ni l'envol d'un premier cosmonaute pour replâtrer une façade qui se fissure de toute part.

Mais que signifient ces événements ? Qu'annoncent ces sourds craquements que le vacarme de la propagande officielle ne peut plus couvrir, ces cris et ces chuchotements qu'aucun bâillon ne peut plus étouffer ?

A vrai dire, un fait capital s'est produit, qui risque d'entraîner de considérables bouleversements : la contestation s'est installée en U.R.S.S., non plus sporadique et intermittente, mais endémique et profonde. Sur quoi va-t-elle déboucher ?

« De l'intérieur, il est très difficile de prévoir quelles tendances vont guider le développement de notre société. De l'extérieur, on y voit peut-être mieux », disait en 1973 le grand physicien Andreï Sakharov à un journaliste de la télévision suédoise. Il importe donc que nous, gens de l'extérieur, ouvrons les yeux.

Entre la « désinformation » soviétique et l'information partielle ou partielle de ceux qui s'évertuent à ne faire de peine à personne, ou qui ne veulent pas perdre leurs illusions, « le Crapouillot » avait la voie toute tracée : celle de la vérité sans précautions ni concessions. Mais avec des informations que ne donnent pas les « journaux habituels », et qui démontrent qu'à l'Est il y a vraiment du nouveau.

Chapitre I

CEUX QUI DISENT "NIET" AU KREMLIN

De la révolte des bagnes du Grand Nord
à l'incendie de l'hôtel Rossia à Moscou,
trente années de contestation en U.R.S.S.



Dans un camp dit de « rééducation », des déportés soviétiques travaillent à la construction d'un canal.

LE bout de la ligne et presque le bout du monde. Là-haut, à Jeleznodorojnyi — la Cité ferroviaire — l'univers s'achève. Moscou, Staline et le Kremlin sont à deux mille kilomètres de train. Vers l'est, il n'y a rien, passé les derniers renflements de l'Oural, que la toundra et la taïga. Au nord, ce sont les glaces erratiques de la mer de Barents. Le vide.

Pourtant ce qui va tout à coup se passer ici, l'espace de quelques jours de flammes et de courage, retentit encore

aujourd'hui, trente ans après. La brutale rébellion de quelques centaines d'hommes parqués dans des baraquements rongés par le gel va frapper les trois coups d'un vaste élan de contestation, qui, lentement, douloureusement, s'enflera au fil des ans, par la parole chuchotée, les écrits recopiés à la main et les journaux ronéotés, par les chefs-d'œuvre conçus au fond des geôles, les martyrs s'immolant par le feu, les manifestes et les manifestations. Elan qui débouchera peut-être à nouveau sur des révoltes armées contre la dicta-



Voici ce que, dans le langage officiel, on appelle un « hôpital psychiatrique ». Pour les « malades », c'est pire que la prison.

ture marxiste. Comme à Jeleznodorojni, où tout a commencé. En 1947.

De ce qui s'est déroulé dans les mines de charbon et les camps de travail de l'extrême nord de l'Oural vingt-neuf mois après la capitulation de l'Allemagne, alors que la Russie était vidée de ses forces par une famine qui, partie de la basse Volga, gagnait le centre du bassin du fleuve et l'Oural, on ne sait encore que peu de choses. L'essentiel en a été connu par lambeaux successifs au fil des ans. Mais la plupart des détails restent enfouis au fond des caves blindées de la place Dzerjinsky, dans les archives du K.G.B.

Par trains plombés entiers, les anciens héros de la forteresse de Brest-Litovsk, les officiers pris les armes à la main par les Allemands devant Smolensk ou sur les rives du lac Peipous, puis libérés après l'effondrement du Reich, avaient été acheminés vers les camps du nord de la Russie. En application de l'oukase stalinien qui avait transformé tout prisonnier de guerre en traître, ils avaient échangé sans transition les baraquements des oflags nazis pour ceux des *lager* de Beria.

Ils s'étaient retrouvés à Promyshlenny, à Severnyi, à Gorniaki, aux environs de la ville de Vorkhouta. Mais, avant que l'horreur concentrationnaire les ait laminés, ces colonels, ces capitaines, ces lieutenants eurent le temps de réaliser la monstrueuse absurdité de leur condition.

Le soir, après des journées passées au fond des mines de charbon, ils parlent, malgré l'épuisement. De Staline, du marxisme, de la liberté. Et ils créent au début de 1947 le Mouvement démocratique de la Russie du Nord. A sa tête,

un colonel de tirailleurs trois fois décoré de l'Etoile rouge et de l'ordre d'Alexandre Nevski.

« Mourir vaut mieux que vivre une existence d'esclave ! » Le vieux slogan des révoltes de tous les temps resurgit sur les lèvres des officiers déportés. Bientôt, avec l'appui de militants marxistes antistaliniens, réunis dans l'organisation secrète l'Œuvre véritable de Lénine, et d'anarchistes (leur slogan : « Des soviets, pas de parti ! »), ils organisent militairement l'insurrection des camps.

Celle-ci éclate à la date prévue, quelques jours avant la célébration de l'anniversaire de la révolution d'octobre. Dans tous les enclos de la ceinture concentrationnaire de Vorkhouta, après qu'une grève a stoppé toute activité, les gardiens sont tués ou réduits à l'impuissance. Cent prisonniers au moins trouvent la mort à ce premier stade du soulèvement, mais l'espérance de la liberté redouble l'énergie des survivants.

En trois jours, la totalité des camps est aux mains des chefs du Mouvement démocratique. En deux colonnes, les ex-détenus marchent maintenant vers Vorkhouta, qui est investie. Jusque-là, seuls quelques soldats se sont joints à eux, les autres restant fidèles à Moscou : n'ont-ils pas tous été triés sur le volet parmi les komsomols (membres de l'organisation de la jeunesse communiste) ?

Après avoir pris la ville et les armements qui s'y trouvent, les antistaliniens comptent maintenant avancer sur Petchora et Sosnogorsk, plus au sud, s'adresser au monde, crier leur révolte contre le joug totalitaire. Après, ils savent qu'ils seront submergés par la répression, les bombardements.

Mais ils auront du moins fait connaître leur rébellion et leur sacrifice.

« Extermination immédiate des éléments contre-révolutionnaires ! » C'est l'ordre que Staline lance lui-même du Kremlin en apprenant l'ampleur de l'insurrection de Vorkhouta. Aussitôt, des unités sont déplacées de Sverdlovsk vers le nord de l'Oural, tandis que des escadres de bombardement s'envolent vers le périmètre de la révolte.

Bientôt, à Jelesnodorojnyi, à Promyshlenyi, la mort surgira du ciel. Des parachutistes isoleront les groupes de mutins, qui tenteront, à travers les forêts, de gagner l'Oural pour s'y perdre.

Durant dix jours, les combats feront rage. Jusqu'à ce que le dernier des Spartacus du Grand Nord ait été fusillé contre le tronc d'un sapin.

Comme à Varsovie un siècle plus tôt, l'ordre règne de nouveau à Vorkhouta. Comme il régnera quelques semaines plus tard à Kolyma, à Karaganda, à Oust-Vym, où d'autres soulèvements du désespoir ont eu lieu. Là, dans le sang, une extraordinaire épopée vient de commencer, qui lentement va saper les fondements mêmes du « premier Etat socialiste de l'univers ».

Les étudiants contestataires sont trahis par un mouchard

Trois mois se sont à peine écoulés depuis la fin de la première tragédie du bagne soviétique que le pouvoir du Kremlin est à nouveau bafoué. Par la plume, cette fois.

« Le système de gouvernement qui s'appuie sur la bureaucratie et sur l'armée ne peut être éliminé que par une révolution politique. (...) L'établissement de la démocratie directe, grâce à de véritables soviets ouvriers et paysans, sera la première étape vers la société sans classes... »

Ce manifeste a été rédigé au début de 1948 par une poignée d'étudiants de l'université de Moscou. Il est le premier témoignage important de la contestation intellectuelle du régime.

Son apparition à quelques semaines seulement du drame de Vorkhouta montre déjà la pluralité des oppositions qui vont se développer en U.R.S.S. face au pouvoir établi.

De Moscou, le manifeste va essaimer en peu de temps vers Leningrad, Kiev, Kharkov et Odessa. A la nuit tombée, dans les chambres surpeuplées où s'entassaient les étudiants, le texte sera lu, relu, complété. Un premier bureau politique « léniniste réformé » sera constitué. D'autres suivront. Tant bien que mal, ces réunions politiques, qui sont l'embryon d'une contestation s'appuyant sur Marx pour mieux s'attaquer à Staline, se poursuivront de 1948 jusqu'au printemps de 1950.

Puis ce sera la catastrophe. Un *droujenik* (auxiliaire bénévole de la milice) appartenant au Komsomol parvient à se faufiler dans un groupe de discussion. Il prévient les autorités. Le lendemain, la quasi-totalité des meneurs se réclamant du manifeste de 1948 seront arrêtés.

Leur procès se déroulera à huis clos au cours de l'été de 1950, et ils seront tous condamnés à vingt-cinq ans de camp « à régime sévère ». Tragique fantaisie du destin, la plupart seront expédiés dans les bagnes du district de Vorkhouta... Aucun n'en reviendra pour décrire les atrocités qu'ils auront supportées.

Désormais, la chape de terreur va s'appesantir davantage

sur le peuple russe et les nationalités asservies. L'emprise du K.G.B. s'accroîtra encore ; déportations et exécutions se succéderont. Durant deux longues années, aucune voix ne pourra s'élever contre la dictature, aucun tract ne circulera. L'U.R.S.S. est devenue un monde du silence. Mais, dans les chambres closes, seul à seul avec eux-mêmes, les futurs meneurs de l'opposition se préparent à leur mission. La Russie, hébétée, paraît dormir : en réalité, elle veille.

La colère gronde après la fausse amnistie de Malenkov

Au début de 1952, quatorze mois avant la mort de Staline, de nouveaux tracts circulent à Moscou. On en signale quelques exemplaires rue de l'Akhbat, d'autres sont trouvés près de la place du Manège, face au Kremlin. Ils émanent d'un groupe d'une trentaine d'étudiants, émules de ceux de 1948, et reprennent des strophes du poète Ossip Mandelstam vieilles de dix-neuf ans :

*« Ses doigts gras sont vers qui engluent,
Ses mots secs sont poids qui statuent.
La moustache du cafard pétille.
Cirez haut ses bottes, qu'il brille ! »*

Ces vers avaient conduit Mandelstam au bagne et à la mort. Ils auront le même résultat pour ses continuateurs de 1952. A l'automne, les trente auteurs du tract seront tous derrière les barreaux de la Lioubianka. Ils seront condamnés à dix et vingt-cinq ans de bagne. Le dernier des survivants, s'il existe, devrait être libéré cette année...

L'ultime rébellion que connaîtra Staline avant sa mort, le 6 mars 1953, sera la révolte des détenus politiques du pénitencier de Karaganda menée par d'anciens partisans nationalistes ukrainiens. Ceux-ci tueront jusqu'au dernier les prisonniers de droit commun, dont les gardiens se servaient pour exercer les plus monstrueux sévices sur les autres détenus.

Sur ordre de Beria, la répression sera « modulée » : un insurgé sur cinq seulement sera exécuté. Une modération — très relative — due sans doute au fait que son entourage savait déjà les heures de Staline comptées.

Vingt et un jours après la mort du « Génial Père des peuples », Malenkov signe un décret amnistiant tous les prisonniers condamnés à des peines égales ou inférieures à cinq années. Mesure apparemment libérale, qui, dans la pratique, excluait cependant tous les condamnés politiques sans exception. Aucun d'eux, du vivant de Staline, ne s'était en effet vu infliger moins de cinq ans de travaux forcés.

Aussitôt, face à la libération des voleurs, des violeurs et des détrousseurs de grand chemin, devant cette nouvelle injustice, la révolte va gronder dans les bagnes du Grand Nord et de la Sibérie. En apprenant la disparition du *Vojd*, tous les déportés et les assignés à résidence avaient cru à une aurore nouvelle. Ils n'avaient pas tardé à comprendre que rien pourtant ne bougerait dans leur univers concentrationnaire, à moins qu'ils ne forcent le destin.

C'est ce qu'ils feront à la fin de mai 1953 au camp n° 5 de Norilsk situé en Sibérie, au pied de la péninsule glacée de Taïmir.

Après l'appel du matin, un groupe de déportés s'est rassemblé devant un baraquement pour discuter de la prétendue amnistie qui n'a libéré personne. Un gardien leur ordonne de se disperser et, comme les prisonniers n'obtempèrent pas assez vite, il tire une rafale de mitraillette. Cinq détenus s'écroulent, grièvement blessés.

Aussitôt, tout le camp décide de se mettre en grève. Personne n'accepte de partir pour le travail. Exemple immédiatement suivi aux camps n° 4 et n° 10, puis au camp de femmes n° 6.

Dix mille détenus au moins entreprennent ainsi de résister passivement aux ordres des gardes-chiourme du M.V.D. (qui a succédé au N.K.V.D. stalinien). Dépassé par l'ampleur du mouvement, le colonel commandant la région de Norilsk accepte de recevoir une délégation des grévistes et d'écouter leurs demandes. Les principales : l'application de l'amnistie aux « politiques », la réduction du temps de travail, la possibilité de correspondre librement avec la famille, l'abolition des discriminations frappant les détenus des différentes minorités nationales et le contrôle de la comptabilité du camp (pour éviter les ponctions auxquelles se livrent les officiers du M.V.D.).

En fait, en écoutant ces doléances, le colonel gagne du temps. Pendant que les pourparlers traînent, des unités spéciales sont acheminées de Novosibirsk et de Krasnoïarsk, et un général du M.V.D. débarque à Norilsk pour diriger l'hallali contre les camps où des drapeaux noirs hissés sur les baraquements ont remplacé les étendards rouges déchirés.

Six jours exactement après le début de la grève, le camp n° 5 est encerclé par un régiment d'infanterie, et l'assaut donné avant l'aube. Deux jours plus tard, c'est le tour des femmes du *lager* n° 6. La résistance, dit-on, dura dix heures avant que les détenues, qui avaient pillé les magasins d'armes du camp, ne se rendissent. Le lendemain, les deux derniers groupes de révoltés succombèrent.

Les meneurs, arrêtés, ne furent pas passés immédiatement par les armes. Des témoins racontent qu'ils les virent défiler en longues colonnes, les mains enchaînées, à Dou-dinka, sur les rives de l'Iénisséï, puis se diriger à marches forcées vers le nord. Mais personne ne sait ce qu'ils sont devenus.

Les mêmes causes produisant souvent des effets identiques, trois mois à peine après le drame de Norilsk, un autre allait se dérouler à 1 100 km de là. A Vorkhouta. Comme quinze ans auparavant. Cette fois, cependant, les choses devaient prendre une tournure différente, avant de se terminer aussi tragiquement qu'en 1947.

L'origine de la deuxième insurrection du district minier de Vorkhouta fut l'annonce aux détenus, par un numéro affiché de la *Pravda*, de la révolte ouvrière de Berlin-Est. Les déportés comprirent immédiatement le sens profond de ce soulèvement, particulièrement les Ukrainiens et les Lituanais emprisonnés là pour cause de nationalisme.

Lorsque, quelques jours après cet affichage, quatorze étudiants de Berlin-Est exilés jusqu'au haut de l'Oural pour leur participation aux événements du 17 au 19 juin 1953 arrivent à Vorkhouta, ils sont tout de suite entourés.

— Pourquoi vous êtes-vous révoltés ? Que réclamiez-vous ? demandent les prisonniers aux nouveaux venus.

— Des élections libres, la libération des détenus politiques, l'abaissement des normes de travail et du coût de la vie, la suppression de la police populaire...

— C'est exactement ce que nous aussi nous voulions, répliquent les anciens du bagne. A ce programme nous n'avons à ajouter que l'autonomie pour les diverses nationalités de l'U.R.S.S. Pour le reste, rien n'est à changer !

Rapidement, l'insurrection s'organise. La nuit, dans les baraques, un tract est rédigé et recopié à des dizaines d'exemplaires :

« Détenus, vous n'avez rien à perdre que vos chaînes !

N'attendez pas un miracle ! N'espérez pas votre libération de quelqu'un d'autre que vous ! Vous seuls pouvez changer votre sort. Cessez le travail ! Notre seule arme est la grève ! »

Puis le mouvement se manifeste au grand jour. Les déportés s'enferment dans leurs baraquements, refusent toute activité. Le commandant du camp n° 6 tente de convaincre l'équipe chargée de la ventilation des mines d'effectuer au moins les travaux permettant de « sauvegarder l'outil ». Pour une fois, c'est aux prisonniers de dire *niet*.

Consternés, de vieux déportés, anciens bolcheviks expédiés là pour avoir déplu à un président de sovkhoze ou à un petit cadre du parti, regardent en hochant la tête ces fous qui osent se rebiffer contre l'ordre établi. Un sentiment quasi religieux leur interdit la moindre remise en cause de la société qui les oppresse.

Finalement, après huit jours de tergiversations, Moscou envoie sur place... une commission d'enquête composée de trente officiers aux épaulettes argent et bleu du M.V.D. C'est le major général Maslénikov, deux fois héros de l'Union soviétique, qui la dirige.

Il demande à rencontrer les représentants des prisonniers, fait consciencieusement enregistrer leurs demandes, puis, sur un ordre de lui, des gardes apparaissent, qui se saisissent des délégués des grévistes. Les malheureux seront passés par les armes le soir même.

Le lendemain, deux bataillons amenés de l'Extrême-Orient soviétique encerclent l'un des camps insurgés. Le général Derevianko, commandant le district de Vorkhouta, s'adresse aux prisonniers par mégaphone et leur ordonne de se rendre. Ils lui répondent par des injures ukrainiennes, se rassemblent en masse compacte devant l'entrée principale du camp et commencent à chanter des hymnes patriotiques des bords du Dniepr. Alors Derevianko donne l'assaut.

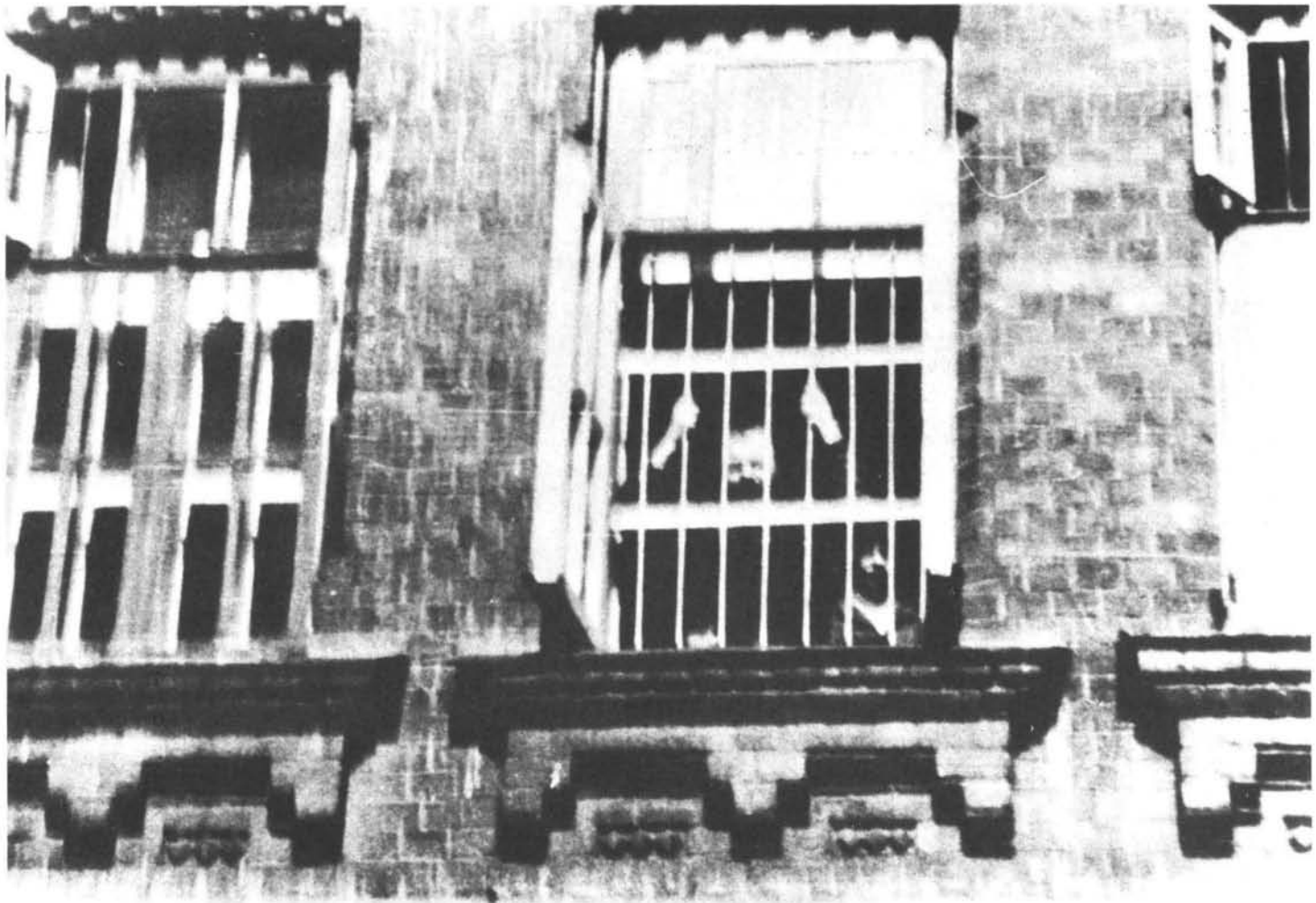
Lorsque le médecin-major Blagodatov pénétrera dans le camp « libéré », il recensera soixante-quatre tués et deux cents blessés graves, dont la plupart mourront. Dans chacun des autres *lager* de Vorkhouta, la situation sera à peu près semblable après le passage des soldats du général Derevianko.

Mais le sacrifice des déportés n'aura pas été vain. La durée de leur grève a permis à la nouvelle de leur lutte de se répandre jusqu'à Leningrad. Ainsi, trente-six ans après la révolution bolchevique, les habitants de la ville de Pierre ont appris que des hommes risquaient encore leur vie pour combattre la dictature établie par Lénine.

Une radio pirate lance des slogans de liberté

Plus une répression est sanglante, plus elle appelle d'autres résistances, d'autres héroïsmes. Après les flambées de Vorkhouta et de Norilsk, c'est toute une série de rébellions qui se succèdent à travers le Goulag de 1953 à 1955. A Khabarovsk, à Krasnoïarsk, à Taïchet, à Tomsk, dans les mines d'or de Magadan, d'autres déportés secouèrent leurs chaînes pour crier leur défi au pouvoir, et mourir. Comme si, en U.R.S.S., l'esprit de la liberté soufflait avant tout là où on s'efforce le plus sauvagement de l'humilier et de le bâillonner.

L'une des dernières de ces grandes révoltes de déportés eut lieu à Kinguir de mai à juin 1954. Il y avait parmi les prisonniers trois ingénieurs radio. Ils réussirent à fabriquer un émetteur de faible puissance avec des éléments de postes



A la fenêtre de « l'hôpital psychiatrique » Kashchenko, un homme qui a été assez fou pour contester le système.

de campagne qu'ils découvrirent en s'emparant des locaux de l'administration du camp.

On assista alors à ce fait incroyable : un poste de radio pirate lançant des slogans de liberté qui purent être entendus jusqu'à Alma-Ata et à Karaganda, à 500 kilomètres de Kiguir. Des appels au secours aussi, à l'Amérique, à la Croix-Rouge internationale. Mais l'émetteur était trop faible, et les voix se perdirent dans l'indifférence et la peur des Soviétiques qui captèrent les émissions.

Les 25 et 26 juin 1954, ce fut, suivant le scénario déjà vécu à Vorkhouta et à Norilsk, l'hallali des révoltés. Deux mille fantassins, soutenus par sept chars T 34, envahirent l'enclos pénitentiaire. Peu avant la fin des combats, cinquante prisonniers qui s'étaient joints à la rébellion sortirent des baraquements et s'avancèrent les mains nues au-devant des soldats. Il y eut un instant d'hésitation. Puis les mitrailleuses des chars ouvrirent le feu.

« A l'aide ! nous allons être massacrés ! A l'aide ! défenseurs de la liberté ! A l'aide !... » La radio des insurgés continua d'émettre jusqu'aux derniers instants. Finalement, alors que les fantassins gouvernementaux approchaient, l'opérateur radio s'ouvrit les veines...

A partir de 1955, la flambée des grèves et des révoltes concentrationnaires s'éteindra. Le flambeau de la contestation passera alors des déportés aux étudiants et aux intellectuels. Ils le détiennent encore aujourd'hui.

Il n'en demeure pas moins que le sacrifice de milliers de

détenus aura permis l'écroulement partiel du Goulag stalinien. Certes, les camps continueront d'exister, mais le régime de beaucoup d'entre eux sera quelque peu adouci. La plupart des étrangers — Allemands, Polonais, dissidents tchèques ou hongrois — qui s'y trouvaient seront réexpédiés dans les prisons de leurs pays d'origine ; les « politiques » frappés de peines de moyenne durée — de cinq à quinze ans — seront libérés ; quelques condamnations seront cassées. Ce dégel poststalinien, les héros anonymes des camps l'auront accéléré par leur martyre.

De la même manière, l'insurrection de la faim qui éclatera en juin 1962 dans la ville de Novotcherkass, au bord du Don, provoquera chez les dirigeants de l'U.R.S.S. une certaine prise de conscience des problèmes de la distribution alimentaire et de l'évolution du niveau de vie. Mais des centaines de femmes et d'enfants, sur lesquels Khrouchtchev aura fait tirer ses chars, auront payé de leur vie ce léger « amollissement » du pouvoir rouge.

Parmi les déportés libérés à la suite des événements de Kiguir et de Norilsk, il y a un ex-capitaine d'artillerie condamné au bagne pour avoir osé critiquer Staline, « le moustachu », dans une lettre écrite du front à un condisciple. C'est Alexandre Soljenitsyne. Quelque temps auparavant, il avait été transféré du camp d'Ekibastuz, au Kazakhstan oriental, dans le service cancérologique d'un hôpital de Tachkent. Le M.V.D. escomptait bien qu'il y passerait le plus rapidement possible de vie à trépas. Mais Soljenitsyne guérit.

C'est un homme en possession d'une terrible rage d'écrire et de témoigner qui sort du pavillon des cancéreux. En avril 1957, il sera réhabilité par la Cour suprême de l'U.R.S.S. et deviendra professeur de physique au collège de Riazan.

Se conformant à l'exhortation de Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C. : « Il faut désormais écrire et dire la vérité sur les crimes de Staline », il se mettra au travail. En quelques mois, le manuscrit d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* sera rédigé et expédié à Tvardovsky, le directeur de la revue libérale *Novy Mir*. Il paraîtra en 1962 et fera l'effet d'une bombe.

Cependant, dès 1956, neuf mois seulement après ce XX^e Congrès où ont été dénoncés une partie des « méfaits » (quel euphémisme !) du stalinisme, une sorte de brûlot enflamme d'espoir les intellectuels soviétiques. Sur l'initiative du vieil écrivain Ilya Ehrenbourg, un groupe d'une trentaine d'hommes de lettres publie deux numéros consécutifs d'une revue intitulée *Moscou littéraire*. Tous les articles attaquent la sacro-sainte bureaucratie rouge, dénoncent l'absence de démocratie et comparent la misère des kolkhoziens à l'oisiveté comblée des bureaucrates.

Comble d'insolence pour les dirigeants du Kremlin, le tome II de *Moscou littéraire* sort en pleine insurrection hongroise. Une véritable provocation !

Khrouchtchev donne l'ordre de saisir tous les exemplaires de la revue et interdit toute nouvelle édition. Koltchev, un plumitif stalinien de la meilleure eau, peaufine un article vitupérant l'équipe de *Moscou littéraire* :

« Ces gens ont voulu jouer aux antirévolutionnaires du cercle Petöfi. Ils ont voulu transformer notre capitale en autre Budapest. Mais leurs manigances ont fait long feu ! »

Convoqué devant la section de Moscou de l'Union des écrivains en même temps que le romancier Doudintsev, qui vient de faire paraître *L'homme ne vit pas seulement de pain*, une œuvre qui s'en prend également à la bureaucratie du parti, Constantin Paoutovski, vieille gloire des lettres soviétiques et principal responsable de *Moscou littéraire*, va transformer l'autocritique qu'on attend de lui en réquisitoire :

« Oui, dans notre pays, existe impunément et prospère une couche sociale nouvelle, une caste de petits-bourgeois. Ce sont des carnassiers et des possédants, dont l'arme est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court. Contre eux, il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début... »

Paoutovski sortira libre de la réunion, et son discours, ronéoté, s'arrachera à l'université Lomonossov de Moscou et jusque dans les ateliers des usines. Car, là aussi, on conteste la bureaucratie dirigeante. Au début de ce même mois de novembre 1956, pour la première fois depuis 1924, des ouvriers se sont mis en grève (à l'usine Kaganovitch de Moscou). Ils réclamaient aux bureaucrates de l'entreprise une amélioration de leurs conditions de travail et l'abaissement des normes qui leur étaient imposées.

Cette grève soudaine était déjà étonnante. Ce qui fut plus incroyable encore, c'est qu'au bout de quarante-huit heures satisfaction entière fut donnée aux exigences des ouvriers. Il n'y eut même aucunes représailles contre les meneurs, parmi lesquels se trouvait un ancien déporté politique. Il faut dire que, en cette fin d'automne 1956, le pouvoir ne pouvait pas se payer le luxe d'affronter à la fois les prolétaires et les intellectuels. D'autant moins d'ailleurs qu'à leur tour les étudiants de l'université Lomonossov allaient s'enflammer dans l'énorme gratte-ciel pâtisserie de la colline des Moineaux, d'où l'on surplombe tout Moscou.



Ce portrait peu connu de Soljenitsyne — sans barbe — date de 1962, l'année où « *Novy Mir* » publia sa première œuvre.

« Une évolution semblable à ce qui vient de se passer en Hongrie se produira un jour chez nous. Nos travailleurs eux aussi se soulèveront contre leurs exploiters embourgeoisés et bureaucratisés. » Ces paroles sont prononcées le 1^{er} décembre en pleine réunion de la section étudiante du Kom-somol par un délégué de la faculté des sciences. Depuis vingt-quatre heures, l'université est en effervescence. Des perturbateurs ont interrompu le cours de marxisme-léninisme du professeur Siroietchkovitch pour le pousser au fond de ses contradictions doctrinales.

— Comment se fait-il, demandent-ils, que, dans un pays socialiste comme la Hongrie, la grève générale ait pu éclater, alors qu'elle ne saurait scientifiquement se développer contre un gouvernement qui est l'émanation de la classe ouvrière ?

Le professeur bredouille une réponse où il est question de mensonges, d'éléments fascistes, d'agents de l'impérialisme occidental. Il est hué. Dans la soirée du même jour, des centaines d'étudiants envahissent les couloirs de l'université et clament leur solidarité avec les « combattants de la liberté » de Budapest.

Au soir du 1^{er} décembre, partis de la colline des Moi-

neaux, des jeunes gens vont prendre la parole dans deux casernes des faubourgs de Moscou. Les soldats les écoutent, les officiers n'osent pas les interrompre.

Ce pourrait être le début d'un vaste mouvement contre le régime. Mais les temps ne sont pas mûrs. Dès le lendemain, le comité de Komsomol de Moscou se réunit et expédie au rectorat de l'université une motion exigeant l'expulsion de cent cinquante étudiants, nommément cités, pour « hooliganisme ». La vieille désignation stalinienne de « voyou » qualifie une nouvelle fois ceux qui osent rêver de liberté. Les désirs du Komsomol étant des ordres, les meneurs du mouvement né le 30 novembre seront chassés de l'université dès le 5 décembre. Ils quitteront les amphithéâtres dans un silence de mort. A Leningrad, où le mouvement de Moscou a été suivi avec intérêt, ils seront près de deux mille à être exclus en quelques mois de l'université, ce qui équivaut pour eux à être condamnés à vie au rôle d'O.S.

Désormais, la résistance étudiante retiendra la leçon. Puisque parler au grand jour est trop dangereux, on aura recours aux écrits et aux journaux clandestins. Ce sera alors le début d'une extraordinaire floraison de publications contestataires : *le Bourgeon bleu* et *Kolokol (la Cloche)*, à Leningrad ; *la Feuille de figuier*, à Moscou ; *Voix fraîches*, à Vilno, en Lituanie. En dépit des contrôles, des dénonciations, des destructions d'imprimeries clandestines, des arrestations, elles n'ont cessé de croître et de multiplier depuis lors.

Un an et demi se passe dans un calme relatif. Le feu continue de couvrir dans les universités. En mai 1958, alors qu'en France la IV^e République est en train de s'écrouler, un nouveau scandale éclate à Moscou : les étudiants de l'internat Strominka osent refuser d'assister aux cours si l'on ne réforme pas l'organisation de leur restaurant univer-

sitaire, spécialisé dans l'élaboration d'une nourriture particulièrement infecte. C'est le vieux *casus belli* des marins du *Potemkine*, celui des vers dans la viande pourrie. La grève, politique sous son alibi alimentaire, va durer dix jours. Finalement, le pouvoir cédera, puis cherchera à isoler les meneurs. Mais, cette fois, pas un seul mouchard du Komsomol ne se révélera parmi les étudiants : les responsables de la grève ne seront jamais trouvés et poursuivront leurs études jusqu'à leur terme.

Au même moment, à Leningrad, une affaire en apparence banale démontre que la contestation s'organise. L'édition locale de la *Pravda* annonce l'arrestation d'un ouvrier imprimeur. Son crime ? Il déposait dans les boîtes aux lettres du centre de l'ancienne capitale des « *paquets entiers d'ignobles missives pleines d'inventions haineuses contre l'Etat soviétique* ». En clair, il distribuait des tracts. Grâce à lui, pour la première fois depuis 1917, des habitants de Leningrad avaient pu lire des attaques contre le pouvoir. Incroyable crime de lèse-majesté marxiste !

En 1959, ce sont les intellectuels qui de nouveau se manifestent. Alexandre Guinzbourg publie le premier numéro d'une revue ronéotée, *Syntaxis*, qui en comptera trois. Vladimir Ossipov lance *Spirale*, dont la rédaction est vite dispersée, puis *Boomerang*. Le cercle Maïakovsky est fondé par deux jeunes poètes, Ilia Bokstein et Mikhaïl Kouznetsov.

Mais, même si elle est de plus en plus supplantée par la résistance écrite des intellectuels, la lutte armée contre la dictature continue d'exister à la fin des années 50. L'exemple le plus remarquable de cette rage qui saisit brutalement les opposants au régime est la grève insurrectionnelle qui éclate au fond du Kazakhstan en octobre 1959.

Tamir-Taou est l'un de ces centres industriels qui, sur



Sur la colline des Moineaux, l'université de Moscou a connu elle aussi l'agitation estudiantine.

décision des hiérarques du Kremlin, ont jailli du néant aux confins de la Chine. Des milliers de travailleurs, des jeunes pour la plupart, y ont été expédiés d'office pour peupler les « terres vierges » du bout de l'Asie centrale. Acculés au désespoir par les conditions de vie qu'on leur impose, par l'éloignement du milieu familial, cinquante d'entre eux, le 3 octobre, manifestent dans les rues poussiéreuses de Tamir-Taou. Ils s'en prennent à deux magasins d'Etat, dont ils détruisent les vitrines. La milice intervient. Mollement.

Au début de l'après-midi, les cinquante sont devenus quinze cents. Ils commencent à édifier des barricades, crient des slogans anticomunistes et pendent haut et court le chef de la milice locale, qu'ils ont pu isoler de ses hommes. Le directeur de l'usine sidérurgique de Tamir-Taou est lui aussi appréhendé par les manifestants, qui le passent par la fenêtre.

Khrouchtchev, dont l'étoile est alors proche de son zénith, ordonne qu'on mate immédiatement les rebelles, et fait expédier de Karaganda deux bataillons de troupes de choc. A peine parvenus à Tamir-Taou, les soldats mettent la crosse en l'air et se joignent aux insurgés. Le drapeau rouge est déchiré, les portraits de Lénine sont arrachés. Jusqu'où vont donc aller les rebelles du Kazakhstan ?

Pas très loin, en vérité. Les temps ne sont toujours pas mûrs. Ces armes dont disposent les chefs de la révolte de Tamir-Taou, ils ne vont guère s'en servir. Lorsque, le 5 octobre au soir, de nouvelles unités pénétreront dans la ville, la résistance sera sporadique. C'est que le pouvoir a fait annoncer par radio et haut-parleurs que les conditions matérielles des travailleurs seraient améliorées, foi de Comité central ! Alors, à quoi bon se battre ? puisque les principales revendications ont été acceptées.

Encore une fois, seuls les insurgés poussés par des motivations politiques profondes accepteront de se faire tuer. Les meneurs seront promptement jugés : deux périront face au peloton d'exécution, cinq partiront vers le Goulag. Relative modération, d'autant plus notable qu'une grande partie des promesses faites aux révoltés seront effectivement tenues.

Après cette flambée, la contestation ouvrière se poursuivra sous des formes moins violentes : grève du bâtiment à Moscou en 1960 ; grève à Odessa en 1961 ; débrayages sporadiques et répétés dans tout le pays ; mouvement mobilisant plus de 100 000 travailleurs à Kharkov en 1967, etc.

Le poète est condamné pour « parasitisme social »

La poésie peut en terre russe se révéler une arme aussi acérée que la grève. Cette insolite vérité éclate une nouvelle fois au début de novembre 1961, lorsque Youri Galanskov, un jeune étudiant qui épanche son désir de liberté en strophes lyriques, lit ses poèmes au pied de la statue de Maïakovsky à Moscou. A deux pas de la rue Gorki et du Soviet de la capitale !

Galanskov ne se contente pas de déclamer ses vers. Devant un auditoire de passants étonnés, avec ses amis Vladimir Nossov et Vladimir Boukovsky, il parle de l'Union des écrivains, « qui mène la littérature à la mort, déforme le goût et abrutit les lecteurs ». Il fustige Choukhov, le chanteur officiel de l'Etat soviétique, « cet agent de l'appareil policier ». Ce jour-là, l'étudiant-poète ne sera pas interrompu par la milice.

Il n'aura pas toujours la même chance. Ayant lancé la revue clandestine *Phénix 61*, il sera renvoyé de l'université

et menacé des pires châtiments. Entêté, il la fera reparaitre cinq ans plus tard.

Si Galanskov fut parmi les premiers à parler de liberté en vers, c'est le poète Brodski qui eut l'honneur de transformer son procès en véritable forum de la contestation. Avant lui, les comparutions et les condamnations d'Ossipov, de Guinzbourg et de Boukovsky, respectivement en 1961, en 1962 et en 1963, n'avaient provoqué que peu de réactions dans le monde des intellectuels. Avec Brodski, en 1964, il en fut tout autrement.

Habitant Leningrad, auteur de quelques traductions qui avaient obtenu l'agrément de la censure, Brodski avait également écrit des poèmes où il était question de la liberté de penser, d'écrire, de vivre. Comme il était juif, le Soviet de Leningrad entama contre lui une campagne antisémite, puis l'accusa de « parasitisme social » et de « fainéantise », et le fit arrêter.

Son procès eut lieu en février et mars 1964, et se termina par une condamnation à cinq ans de travaux « correctifs ». Mais, cette fois, le verdict provoqua la stupéfaction et la colère. De nombreux intellectuels — parmi lesquels le compositeur Dmitri Chostakovitch et les prix Lénine Samuel Marchak et Kornai Tchoukovski — proclamèrent leur solidarité avec Brodski. Tant et si bien que celui-ci fut remis en liberté au bout de dix-huit mois et rentra à Leningrad.

L'arrestation et le procès de Brodski eurent une autre conséquence : l'intelligentsia contestataire, se sentant de plus en plus menacée et craignant que le remplacement de Khrouchtchev, l'homme du XX^e Congrès, par l'appareil Brejnev ne se traduisît par une répression encore plus virulente, décida de se regrouper et créa un mouvement mi-public, mi-clandestin, le S.M.O.G. (initiales russes de *Slovo* = parole, *Mysl'* = pensée, *Obraz* = image, et *Gloubina* = profondeur).

Le 14 avril 1965, le S.M.O.G. organise une grande manifestation dans le square qui occupe le centre de la place Pouchkine, face au Rossia, le plus important cinéma de Moscou. Conduits par Valéry Tarsis, le mathématicien-poète Essenine-Volpine et l'ouvrier-poète Léonide Goubanov, des centaines d'étudiants agitent des pancartes où on lit : « Liberté de la presse », « Liberté d'expression », « Libérez Brodski », « Libérez Ossipov », « Libérez Boukovsky »...

Au bout d'une demi-heure, le K.G.B., averti par des journalistes de l'agence de presse officielle *Novosti*, dont les bureaux sont tout près, débarque sur la place et, aidé par la milice, disperse les manifestants.

Quatre mois plus tard, les militants du S.M.O.G. font une nouvelle démonstration au même endroit et sur le même thème. Une fois encore le K.G.B. intervient brutalement.

Un mois après, un coup de tonnerre retentit parmi les intellectuels : les écrivains André Siniavski et Iouli Daniel, connus pour leur opposition au régime, ont été arrêtés et conduits dans les locaux de la Lioubianka. On les accuse officiellement d'avoir publié à l'étranger sous les pseudonymes respectifs de Tertz et d'Arjak des textes contenant des allégations calomnieuses à l'égard du régime et de l'Etat soviétiques.

Le 5 décembre 1965, le S.M.O.G. organise une troisième manifestation place Pouchkine, pour réclamer la libération immédiate de Siniavski et de Daniel. Le meeting est un succès, mais il reste sans effet.

Le procès s'ouvrira le 10 février 1966. Pour éviter que ne se reproduisent les fâcheuses démonstrations de solidarité qui avaient accompagné le procès Brodski, le huis clos sera



Les photographies montrant des manifestations en Union soviétique sont rarissimes. En voici une. Aux obsèques de l'un des leurs, abattu par la police, des Tatars protestent contre les persécutions dont ils sont l'objet.

prononcé. Ce qui n'empêchera pas la vérité de transpirer, ni le public d'apprendre que les deux écrivains ont refusé de se reconnaître coupables. Car, maintenant, la contestation s'est organisée ; elle a des antennes jusque dans la magistrature, et les feuilles du *samizdat* (1) se sont multipliées, apportant au public les informations et les commentaires que la presse officielle lui refuse.

Finalement, Siniavski est condamné à sept ans de travaux « correctifs », et Daniel à cinq ans de la même peine.

Fin mars, soixante-deux écrivains signent un manifeste réclamant la libération des deux hommes. Fait significatif : à Paris, Aragon proteste lui aussi contre la condamnation des deux écrivains. Décidément, quelque chose est en train de bouger dans le monde communiste — soviétique et étranger.

D'ailleurs, à partir du procès de Siniavski et de Daniel, le sens même de la contestation intellectuelle va changer. Jusque-là, elle s'appliquait surtout à dénoncer le stalinisme et ce qui en subsistait dans la société soviétique. Désormais, elle va aller plus avant et s'attaquer aux dogmes marxistes eux-mêmes. De purement réformiste, elle va devenir révolutionnaire.

Ce cheminement est parfaitement sensible chez Soljenit-

syne, par exemple. Son premier récit, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, était une dénonciation du passé ; ses livres suivants, *le Pavillon des cancéreux*, *le Premier Cercle*, *À tout le monde*, etc., seront, à travers l'alibi de l'évocation de faits antérieurs, une critique de plus en plus violente du présent soviétique. Critique qui provoquera son exclusion de l'Union des écrivains, puis son exil.

Quelques mois après le procès Siniavski-Daniel, Alexandre Guinzbourg, sorti depuis peu de prison, adresse au secrétariat de Nicolas Podgorny, président du Praesidium du Soviet suprême, un *Livre blanc* sur l'affaire des deux écrivains. L'ouvrage rassemble, sous forme d'une protestation collective, un ensemble de protestations contre l'arbitraire et la répression.

De son côté, Youri Galanskov fait renaître des cendres sa revue *Phénix* et, sous le titre de *Phénix 66*, publie un numéro contenant beaucoup plus de textes politiques que de textes littéraires.

La riposte du Kremlin ne se fait pas attendre : au début de l'année 1967, Guinzbourg et Galanskov sont arrêtés et mis au secret. Boukovsky organise aussitôt une manifestation de protestation : il est à son tour arrêté, jugé et condamné.

Le 8 juin 1968, s'ouvre le procès de Guinzbourg et de Galanskov. Il va durer cinq jours et se terminera par une double condamnation : sept ans d'internement en camp à régime sévère pour Galanskov, cinq ans pour Guinzbourg.

Cette fois le cycle contestation-répression-contestation est définitivement enclenché. De 1968 à 1970, il provoquera une avalanche de procès et d'arrestations, dont celle

(1) Samizdat : mot russe signifiant « édité par soi-même ». Dans son acception la plus générale, le samizdat désigne tout le circuit de l'édition clandestine. Dans un sens plus particulier, les samizdat sont des publications clandestines (articles, revues, poèmes, romans, etc.), généralement dactylographiées, et qui sont recopiées par les lecteurs successifs.

du général Grigorenko, ardent défenseur des Tatars de Crimée déportés en Ouzbekistan par Staline et toujours privés de leur patrie.

Le marin se jette à la mer pour informer l'opinion

Désormais, c'est à tous les niveaux que l'Etat soviétique est menacé. Jusque dans ses fondements, jusque dans son unité, forgée à coups d'oukases russificateurs, et jusque dans le fer de lance de son pouvoir, les forces armées.

En Ukraine, dans les pays baltes, dans les républiques musulmanes d'Asie centrale, au Caucase, dans le Grand Nord et en Extrême-Orient, les non-Russes commencent dès la fin des années 60 à redresser la tête. Des troubles éclatent, des tracts passent de main en main, les langues nationales revivent, le patriotisme particulariste réapparaît.

Les principaux théâtres de cette contestation nationaliste sont les trois républiques annexées de la Baltique, l'Ukraine et le Caucase. Au début de janvier 1969, la *Pravda* fait état de « déviations » et de « malaises » dans ces régions, provoqués, assure-t-elle, par « le monde capitaliste, intéressé à la survivance de séquelles nationalistes ».

L'importance de ces « séquelles », on commence à l'entrevoir lors de l'arrestation, six mois plus tard, de trois officiers de marine de Tallinn, en Estonie. Ils sont accusés d'avoir rédigé un appel réclamant la libéralisation du régime et protestant contre la répression en Tchécoslovaquie. En mai 1970, on apprendra fortuitement l'exécution de l'un d'eux. Il avait créé une Union pour la liberté politique et achevait lorsqu'il fut arrêté la rédaction du premier numéro d'un organe clandestin au titre lourd de signification en U.R.S.S. : *Démocratie*.

Après l'élimination de ces officiers, les chefs du K.G.B. pensent en avoir terminé avec la contestation militaire dans les pays baltes. Ils vont rapidement s'apercevoir de leur redoutable erreur.

Le marin Simas Kudirka leur en apporte une preuve au début de l'année 1971. Alors que son navire se trouve à proximité des eaux territoriales américaines, il plonge par-dessus bord et réussit à être récupéré sain et sauf par un garde-côte des Etats-Unis.

— Je ne veux pas que vous m'accordiez le droit d'asile, dit-il au capitaine du bâtiment, interloqué.

Kudirka s'explique :

— Je désire être ramené à bord de mon unité, afin que des représailles ne soient pas exercées contre ma famille. Mais il faut que ce que j'ai fait soit porté à la connaissance de la presse du monde libre, pour que l'on sache que la Lituanie continue d'exister en dépit du joug soviétique et qu'un jour elle retrouvera son indépendance.

Le vœu du marin sera exaucé. Tous les journaux d'Amérique parleront de son sacrifice. Ramené en Lituanie à fond de cale, il sera jugé et condamné à vingt années de camp de travail. Mais, tout au long de son procès, il criera son amour pour sa patrie et son refus de reconnaître l'annexion de celle-ci par l'U.R.S.S.

L'année suivante, l'étudiant Romas Kalanta s'immolera par le feu sur la grand-place de Kaunas, pour protester lui aussi contre le sort fait à son pays. Plus de vingt autres jeunes Litvaniens ont, depuis, suivi son exemple, sans que, pour la plupart, leur geste héroïque ait été connu en Occident. Mais, pour le Kremlin, chacun de ces holocaustes a été

une preuve de plus de l'indomptable force du patriotisme balte.

Manifestement les craquements sont nombreux dans l'U.R.S.S. des années 70. Avec la soif de la liberté, celle de Dieu renaît elle aussi. En Lituanie, une imprimerie clandestine produit cinq cents Bibles par jour, et, à Leningrad, un réseau chrétien-social se constitue, qui a des antennes dans tout le pays, jusqu'à Kiev, à Minsk et à Irkoutsk. Ses membres — des savants, des prêtres orthodoxes, des historiens, des professeurs d'université, pour la plupart — apparaissent comme des disciples du socialiste moral Nicolas Berdaïev, mort en émigration en 1948. Ce qu'ils veulent : l'instauration d'une société populiste et libérale, contrôlée par un « conseil religieux » formé par des hommes de haut renom moral. Utopie, bien sûr ; mais quelle révélation qu'une semblable foi tolstoïenne puisse subsister tant de décennies après l'instauration de l'athéisme léniniste !

D'autres faits vont bientôt démontrer que la durée d'une dictature n'émousse pas la volonté ni l'esprit de sacrifice de ceux qui veulent l'abattre.

Sur la place Rouge, le 5 octobre 1971, un homme d'une quarantaine d'années s'approche de la tour du Sauveur, l'entrée principale du Kremlin. Il s'arrête à dix mètres des sentinelles aux épaulettes d'argent à soutaches écarlates de la garde d'honneur, saisit le paquet qu'il tient sous le bras, et le jette vers la muraille de briques de la forteresse. Une flamme jaillit, une explosion retentit. Des éclats métalliques criblent le pied de la tour, mais personne n'est atteint.

« Vive la Russie ! A bas la dictature communiste ! » hurle l'homme qui vient de lancer la bombe. Il ne tente pas de fuir. Debout, il attend qu'on se saisisse de lui. Deux voitures officielles arrivent rapidement et l'emmènent vers son destin.

Son geste, parce qu'il a été vu par des étrangers, sera connu en Occident. Il a une valeur symbolique beaucoup plus importante que la grenade lancée en 1968 sur le mausolée de Lénine (on n'a jamais su exactement par qui), ou que les coups de pistolet tirés sur Brejnev au début de 1969 par un officier qui avait des difficultés de carrière. L'attentat de la place Rouge était un avertissement de l'opposition. La bombe lancée n'était pas assez puissante pour tuer, mais elle était assez bruyante pour alerter le pouvoir et lui faire comprendre qu'un jour d'autres attentats, meurtriers ceux-là, pourraient avoir lieu. L'avenir allait se charger de démontrer la réalité de la menace.

Les « arrogants imbéciles » rendent Brejnev furieux

« Chers concitoyens, les travailleurs des pays de l'Ouest ont le plus haut niveau de vie du monde et ont conquis à travers de dures luttes la liberté politique. Le temps est enfin venu pour nos travailleurs d'obtenir les mêmes droits. Préparez-vous à la lutte ! »

Ce tract qui apparaît dans les boîtes aux lettres de Moscou et de Leningrad en juin et juillet 1972, est signé d'un certain Comité de citoyens. Il est ronéoté et a été distribué partout sans qu'aucun *droujenik* aux ordres de la milice ait pu découvrir quels en étaient les auteurs.

Ces contestataires clandestins rendent Brejnev furieux. Il décide de frapper un grand coup contre les intellectuels de l'opposition, « ces arrogants imbéciles qui crachent sur le pain blanc qui les nourrit ».

Dans la capitale, le K.G.B. multiplie perquisitions et arrestations. L'astrophysicien Chikanovitch est incarcéré. Piotr Yakir, le fils du général fusillé par Staline, est interrogé, et son petit appartement est fouillé durant dix-huit heures d'affilée : finalement, il est arrêté lui aussi.

A Kiev, à Lvov, on appréhende les intellectuels ukrainiens par dizaines. On perquisitionne au domicile de Viktor Nekrassov, qui, après avoir reçu le prix Staline, est devenu l'un des chefs de file du camp libéral. Les portes des cliniques psychiatriques s'ouvrent toutes grandes devant les contestataires. Ne faut-il pas être fou pour oser braver l'Etat brejnévien ?

Cette vague de répression va s'intensifier au fil des mois. Piotr Yakir et Viktor Krassine, arrêté en même temps que

créa le cosaque Baïdolakov, de l'armée Wrangel, est loin d'être une association « réactionnaire ». Se réclamant du vieux solidarisme russe et prônant l'union des ouvriers, des paysans et des intellectuels (symbolisée par le trident de saint Vladimir, son emblème), le N.T.S. ne souhaite pas le retour au *statu quo* d'avant Lénine, mais veut préserver une partie de l'acquis de la révolution bolchevique, en le corrigeant par l'apport de la liberté. Il est donc tout à fait possible qu'une fraction de la contestation intérieure — la plus mystique, la plus slavophile — se reconnaisse dans le mouvement solidariste, mais, de là à voir dans le N.T.S. un outil aveugle de la C.I.A., il y a une marge !

En fait, les « aveux » de Yakir et de Krassine n'auront pour résultat que de démontrer une nouvelle fois l'impor-



Vytyandas Grigas dans la cour de l'hôpital psychiatrique Kaschenko, en mars 1974. Il porte la tenue rayée des « malades » !

lui, vont craquer au cours des interrogatoires que le K.G.B. leur fera subir durant des semaines. Devant le tribunal, en août 1973, ils plaideront coupables, pour la première fois depuis les procès staliniens de l'après-guerre, et accuseront le N.T.S. (*Narodnyi Troudovoi Soïvuz* ou Union populaire du travail, mouvement de résistance fondé en 1930 par des émigrés russes, et dont le siège est actuellement à Francfort-sur-le-Main, en R.F.A.) de subventionner avec des fonds américains la contestation soviétique.

Les sympathies des accusés pour le N.T.S. sont peut-être réelles. D'autant plus que l'Union populaire du travail, que

tance qu'a désormais prise la contestation. Les Soviétiques seront d'ailleurs si conscients de ce fait qu'ils n'utiliseront que modérément les comptes rendus du procès fabriqué de Moscou.

Il est vrai que Brejnev et Andropov, le patron du K.G.B., ont alors d'autres chats à fouetter. En Géorgie, des troubles graves viennent d'éclater.

Seuls parmi les multiples peuples allogènes de l'U.R.S.S., les Géorgiens bénéficiaient du temps de Staline d'un certain nombre de privilèges. Faveur compréhensible, le dictateur n'était-il pas l'un d'eux ? Le système D, le marché parallèle,

le pur et simple banditisme y proliféraient assez généreusement. Jusqu'à ce que Khrouchtchev, puis ses successeurs firent rentrer la Géorgie dans le giron de l'ordre moscou-taire.

Alors, un peu partout, des incidents commencèrent à éclater. On chantait des hymnes patriotiques, on brocardait les fonctionnaires du parti, on parlait de résistance aux envahisseurs russes.

Puis, au printemps 1973, de véritables commandos attaquent les permanences du parti, désarment les sentinelles, font sauter des ponts pourtant surveillés jour et nuit par des unités de gardes-frontières.

Les choses se détériorent à tel point que, au début de mai, Brejnev doit donner des instructions précises au P.C. géorgien afin que l'ordre socialiste, la discipline de l'Etat et du parti soient rétablis du côté de Tbilissi. Ces directives se concrétiseront par une vague d'arrestations parmi les cadres locaux. Des ingénieurs, des médecins, des chefs d'entreprise, accusés de nationalisme, iront grossir les effectifs des camps de détention.

Au même moment, à Tallinn, à l'autre bout de l'U.R.S.S., des manifestants parcourent le centre de la ville avec des pancartes en estonien réclamant la chute du pouvoir soviétique. D'autres défilés ont lieu à Kaunas et à Odessa.

En outre, le Kremlin doit faire face à l'exaspération d'un autre nationalisme : celui des Juifs, qui réclament le droit à l'émigration. Pour beaucoup d'entre eux, l'alibi du sionisme est surtout un moyen d'échapper à l'univers marxiste — la plupart des Israélites ayant réussi à quitter l'U.R.S.S. ne finissent-ils pas par se retrouver aux Etats-Unis, après un détour transitoire par Israël ?

Sur cette contestation-là aussi, la répression s'abat. On arrête et on expulse de l'armée des officiers juifs, on diffère l'avancement de fonctionnaires d'origine israélienne, on interdit les réunions de savants juifs.

Désormais, à tous les échelons de la société soviétique, dans toutes les fractions ethniques, religieuses et culturelles qui la composent, le pouvoir est remis en cause.

Les Soviétiques ont aussi leurs gauchistes

Un étrange congrès qui se tient à Christiansborg, au Danemark, au début de l'automne 1975, symbolise l'étonnant kaléidoscope d'opinions et de motivations que constitue alors la contestation en Union soviétique. Durant une semaine, des représentants de tous les courants d'opposition ayant pu passer à l'Ouest au fil des années (par expulsion, émigration légale ou illégale) se retrouvent pour analyser la situation en U.R.S.S. et faire le bilan de leur action. Une place est laissée vide dans la grande salle de réunion : celle du physicien contestataire Andreï Sakharov, qui, depuis dix ans, ne cesse de clamer son amour de la démocratie à la face des dirigeants du P.C.U.S. (Parti communiste d'Union soviétique). Il n'a pas voulu demander un visa pour venir à Christiansborg, trop certain de ne pas être autorisé ensuite à retourner en U.R.S.S. Or c'est de l'intérieur qu'il veut continuer de se battre contre la dictature.

« Pourquoi troquerions-nous le monolithisme communiste contre un centralisme qui lui serait opposé ? Notre diversité est notre force, la démonstration de notre soif de liberté. » C'est ainsi que les adeptes actuels des principaux courants qui composent la contestation — et se divisent en multiples chapelles et sous-chapelles — justifient leur pluralisme doctrinal.

Ces divisions de l'opposition, il convient d'en dresser un inventaire aussi exhaustif que possible, en les situant sur l'éventail politique et sur l'échelle sociale.

A l'extrême gauche, on trouve — en U.R.S.S. comme en



Sur ce tract du N.T.S. on peut lire (en haut à gauche) : « La mère patrie t'appelle ! » et (sur la droite) : « Luttons pour la liberté de ta patrie ! A bas le pouvoir criminel ! Vive la révolution ! N.T.S. »

Occident — plusieurs groupuscules gauchistes s'appuyant sur le dogme marxiste pour vitupérer l'embourgeoisement de la bureaucratie établie et souhaiter une nouvelle révolution prolétarienne, qui replongerait l'U.R.S.S. dans la pureté doctrinale de ses débuts. Au contraire des maoïstes de France et d'ailleurs, les gauchistes soviétiques, organisés en cellules hermétiquement closes, sont remarquablement au fait de la doctrine socialo-communiste. Nourris des ouvrages classiques de Marx, d'Engels et de Lénine, ils sont capables de les réciter sourate après sourate. On trouve parmi eux quelques membres de l'université, quelques officiers aussi, dit-on. Leur influence paraît cependant assez négligeable.

Il est loin d'en être de même des deux autres courants de l'opposition se réclamant également du marxisme (un marxisme largement revu et corrigé par la liberté) : les révisionnistes et les réformistes.

Les premiers veulent œuvrer, par étapes et sans heurts, à l'avènement d'un socialisme délivré de ses excroissances bureaucratiques et totalitaires. Rêve difficilement réalisable s'il en est ! Pour ces apôtres d'un léninisme pur et tendre, ainsi que l'a expliqué l'historien Vladimir Gedilaguine, tout le mal est venu de Staline et de ses successeurs. En revanche, tout ce qui est sorti du cerveau du père de la révolution était excellent. Respect de la dignité humaine, garantie des droits de l'homme, bonheur des citoyens, tout cela, paraît-il, existait en filigrane dans la doctrine de Lénine, corrompue par ceux qui l'ont mal appliquée.

Alors l'affaire est simple : pour revenir dans le droit fil de la béatitude léniniste, il suffit d'effacer les aberrations oppressives qui se sont accumulées année après année depuis 1924 et la mort du génial et chaleureux fondateur de l'Etat soviétique.

A la tête des révisionnistes, on trouve le fameux général Grigorenko, plusieurs fois héros de l'Union soviétique, qui partit jusqu'en Ouzbékistan pour prendre la défense des Tatars de Crimée, et Piotr Yakir, l'homme qui, on l'a vu, dénonça le N.T.S. au cours de son procès.

Fondateur de l'Union de lutte pour la rénovation du léninisme, Grigorenko est arrêté une première fois, à Khabarovsk, en 1964, pour « propagande antisoviétique ». Interné pendant quatorze mois dans un asile psychiatrique, pour « évolution paranoïde de la personnalité », il est, à sa libération, cassé de son grade et privé de sa retraite. Il travaille alors comme débardeur, mais participe à toutes les manifestations organisées à Moscou pour protester contre la renaissance du stalinisme. Puis il se consacre à la défense des Tatars de Crimée, est de nouveau arrêté, en mai 1969, et enfermé derechef dans un asile psychiatrique. Malade, il est actuellement dans un hôpital.

Autre figure de la tendance révisionniste (avec le mathématicien Plioutch, expulsé vers l'Occident), le philosophe Roy Medvedev, dont la stature politique se révéla dans les mois qui suivirent l'invasion de la Tchécoslovaquie, en 1968. Interné, libéré, encore interné, de nouveau libéré, il continue de croire, avec quelques restrictions intellectuelles, à la rédemption léniniste — comme si la révolution de 1917 ne recelait pas déjà irrémédiablement toutes les horreurs du stalinisme !

Situés plus à droite sur l'éventail de la contestation, les réformistes se sont, eux, partiellement libérés des œillères marxistes résultant de l'éducation soviétique. Peut-être avant tout parce qu'ils se recrutent principalement parmi l'une des élites actuelles de la société russe : les scientifiques. Leur chef de file n'est autre que l'étonnant Andreï Sakharov, qui fut l'élève du physicien Tamm et l'un des



Le général Piotr Grigorenko, ardent défenseur des Tatars, exclu du parti communiste et plusieurs fois interné.

créateurs de la bombe à hydrogène soviétique, avant de trouver son chemin de Damas sur la route de Princeton.

En 1955, le professeur Sakharov effectue en effet un voyage d'études aux Etats-Unis et rencontre Einstein dans la petite ville universitaire américaine où il réside. Les deux hommes s'entretiennent de la liberté. Sakharov, qui, en visitant l'Occident, vient de découvrir par comparaison l'étendue des oppressions diverses qui enchaînent le citoyen soviétique, promet à Einstein de lutter dorénavant pour libérer l'U.R.S.S. de l'arbitraire bureaucratique.

Rentré dans son pays, il commence par réunir autour de lui un noyau de scientifiques partageant ses idées. Pour eux, le communisme poststalinien ne peut se justifier qu'en se démocratisant. Alors une société nouvelle naîtra, amalgamant idylliquement les acquisitions sociales de la révolution d'octobre et la liberté individuelle des sociétés de type occidental.

Au fil des mois et des années, Sakharov abandonnera par larges pans la partie socialisante de ses théories. Il croira de

moins en moins à la rédemption du communisme et mettra de plus en plus l'accent sur la nécessité d'un retour à la démocratie. Même, s'il le faut, par le renversement du régime.

En 1968, le procès Guinzbourg provoquera, sous l'impulsion de Sakharov, une véritable levée de boucliers de l'intelligentsia scientifique. A Akademgorodok, la cité des savants proche de Novossibirsk, quarante-six mathématiciens et physiciens signeront une pétition protestant contre la mascarade judiciaire de Moscou. Un mois plus tard, cent autres signatures de sommités scientifiques apparaîtront au bas d'un manifeste s'élevant contre l'internement du mathématicien Essenine-Volpine dans un asile psychiatrique. Son seul crime : partager les idées alors encore purement réformistes de Sakharov.

En vérité, à partir de 1968, sous l'impulsion du père de la bombe H, les scientifiques vont prendre le relais des poètes de la contestation. En novembre 1970, Sakharov et le physicien géorgien Tchaldize créeront le Comité pour la défense des droits de l'homme. Entre-temps, Brejnev, Kossyguine et Podgorny auront chacun reçu un exemplaire du *Manifeste réformiste*.

« *Qu'est-ce qui attend notre pays s'il ne prend pas la voie de la démocratisation ? y lit-on sous la plume de Sakharov. Le retard par rapport aux pays capitalistes, la transformation de l'U.R.S.S. en puissance provinciale de deuxième ordre.* »

En faisant jouer la corde sensible de l'efficacité économique, les signataires espéraient convaincre au moins Kossyguine de la pureté de leurs intentions et de la nécessité de la libéralisation du régime. Mais le président du Conseil soviétique n'était déjà plus qu'un des rouages mineurs de l'appareil de l'Etat. Le dogmatique Brejnev tenait les commandes. Le *Manifeste réformiste*, réclamant l'amnistie des détenus politiques, la suppression de la mention de la nationalité sur les passeports, l'adoption d'une loi garantissant la liberté de la presse et — ô horreur ! — l'introduction progressive d'élections à candidatures multiples, parut à ce dernier contenir des hérésies particulièrement inexpiables.

Brejnev convoqua Youri Andropov, le chef du K.G.B., dans son bureau du Comité central, sur la *Staraïa Plotchad* de Moscou, et lui demanda d'arrêter les moins connus parmi les amis de Sakharov. « Mettons d'abord le menu fretin dans la nasse, les gros poissons viendront ensuite », expliqua-t-il à Andropov.

La folle tentative des mutins de la mer Baltique

C'est face aux arrestations de ses amis, à leur envoi en asile psychiatrique, à leurs grèves de la faim, aux ricaneurs des autorités du parti, que Sakharov vira sa cuti. Il comprit que le réformisme était dépassé (« *Je ne peux pas me considérer plus longtemps comme un socialiste* », écrivit-il à l'hebdomadaire américain *Newsweek*) et passa résolument dans le camp de l'opposition démocrate. Seuls les plus pusillanimes de ses émules continuent aujourd'hui à maintenir le flambeau d'un réformisme que le refus du pouvoir brejnévien de s'amender réduit à n'être qu'un immobilisme.

« *Nous considérons que le capitalisme comporte des valeurs sociales positives, qu'il les développe sans cesse, que le capitalisme assure le plus haut niveau de vie dans le monde, et que la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes est criminelle et inutile.* » Cette étonnante profession de foi est



Youri Andropov, le chef du K.G.B. et l'un des hommes forts du régime. Il est l'ennemi déclaré des dissidents.

contenue dans le *Manifeste du Mouvement démocratique de Russie, d'Ukraine et des pays baltes* (on notera la distinction établie entre divers Etats amalgamés à l'intérieur de l'U.R.S.S.). Les deux têtes pensantes du Mouvement, qui prend actuellement de plus en plus d'ampleur, sont l'instituteur Zorine et l'ingénieur Alexeiev. Que tous deux résident à Leningrad, la plus occidentalisée des villes russes, est en soi un symbole.

Pour cette tendance « démocrate » de l'opposition, que rejoint tacitement Sakharov, « *le système du parti unique est synonyme de fascisme* ». Elle souhaite donc l'accession des Etats formant l'U.R.S.S. actuelle à l'indépendance, l'instauration du pluralisme politique et la révision totale de la société soviétique échafaudée depuis 1917.

C'est sans doute parmi les tenants de cette tendance que se recrutent les éléments les plus capables de passer à l'action violente. En effet, en Russie, la contestation contre le pouvoir, qu'il soit tsariste ou communiste, a toujours sécrété de mystérieux intellectuels aussi aptes à manier les bombes que les idées. Ces « possédés » démocrates, chers à Dostoïevski, commencent à réapparaître dans les caves de la banlieue moscovite, les arrière-cours des vieux immeubles de Leningrad et jusque dans les coursives des bâtiments de la flotte de l'amiral Gortchkov.

En novembre 1975, une mutinerie se produit en effet à bord d'un destroyer lance-missiles de surveillance côtière, le *Storojevoï*. C'est le premier geste de révolte de matelots soviétiques depuis la rébellion écrasée dans le sang des marins de Kronstadt, en 1921.

La plupart des officiers, des sous-officiers et des simples cols bleus du bâtiment, dont le port d'attache — fait significatif — est Tallinn, en Estonie, se retrouvent solidaires pour tenter de choisir en masse la liberté. Ils enferment dans une cale les gradés restés fidèles au régime et appareillent pour la Suède. Malheureusement, le radio de bord donnera l'alarme, et le *Storojevoï*, harcelé par la chasse et d'importantes unités de surface, devra se rendre après un baroud qui aura fait une cinquantaine de morts parmi l'équipage. Quarante-huit heures plus tard, vingt des meneurs seront fusillés ; les autres seront expédiés dans des camps de rééducation militaires.

Si la répression a été aussi rapide et aussi sévère, c'est pour éviter que cet exemple ne fasse tache d'huile dans la marine soviétique, où la contestation démocratique bouillonne. Pour deux raisons principales, que l'on retrouve à un degré moindre dans l'armée et dans l'aviation. La première est le véritable « ras-le-bol » des jeunes officiers devant le maintien en activité d'officiers généraux cacochymes et tous détenteurs de fauteuils de délégués au Soviet suprême. On l'oublie trop souvent, les forces armées soviétiques sont une gérontocratie, où les amiraux sexagénaires et les maréchaux septuagénaires tiennent encore le haut du pavé. Ces hiérarques chenus exercent une telle pression sur l'avancement de leurs subordonnés qu'elle explique le brusque sentiment de révolte qui peut saisir ces derniers. Quant à l'autre motivation des mutineries de la Baltique, il faut la chercher dans le noyautage par les mouvements nationalistes baltes — d'inspiration démocratique — des équipages, en partie lituaniens, estoniens et lettons.

C'est d'ailleurs pour des raisons identiques que, onze mois plus tard, un autre événement bouleversera la flotte russe. Cette fois, l'équipage entier d'un sous-marin porteur de missiles atomiques se rebelle et tente de gagner la Suède. L'amiral Kossov, commandant la flotte de la Baltique, préfère, sur ordre direct de Brejnev, détruire à distance le bâtiment — en faisant exploser les armes embarquées — plutôt que de le voir gagner Stockholm ou un port de l'île de Gotland.

Ce que les marins n'ont pas réussi, c'est-à-dire choisir la liberté avec leurs bâtiments, un jeune pilote ulcéré par la routine tatillonne et le contrôle politique permanent qui pèse sur les officiers russes, parvient à le réaliser au début de septembre 1976.

Ce jour-là, Viktor Ivanovitch Belenko, premier lieutenant de l'armée de l'air soviétique, s'envole en formation des environs de Vladivostok avec son Mig 25 biréacteur, le dernier modèle ultra-secret de la chasse russe, fausse compagnie à ses camarades d'escadrille et, franchissant la mer du Japon, va se poser sur l'aérodrome nippon de Hakodate. A peine descendu de son appareil, Belenko demande asile... aux Etats-Unis. Ce droit lui sera immédiatement accordé, en dépit des protestations officielles de Moscou, qui fulmine contre le « cadeau » ainsi fait au Pentagone, lequel va pouvoir disséquer à loisir le mystérieux Mig 25.

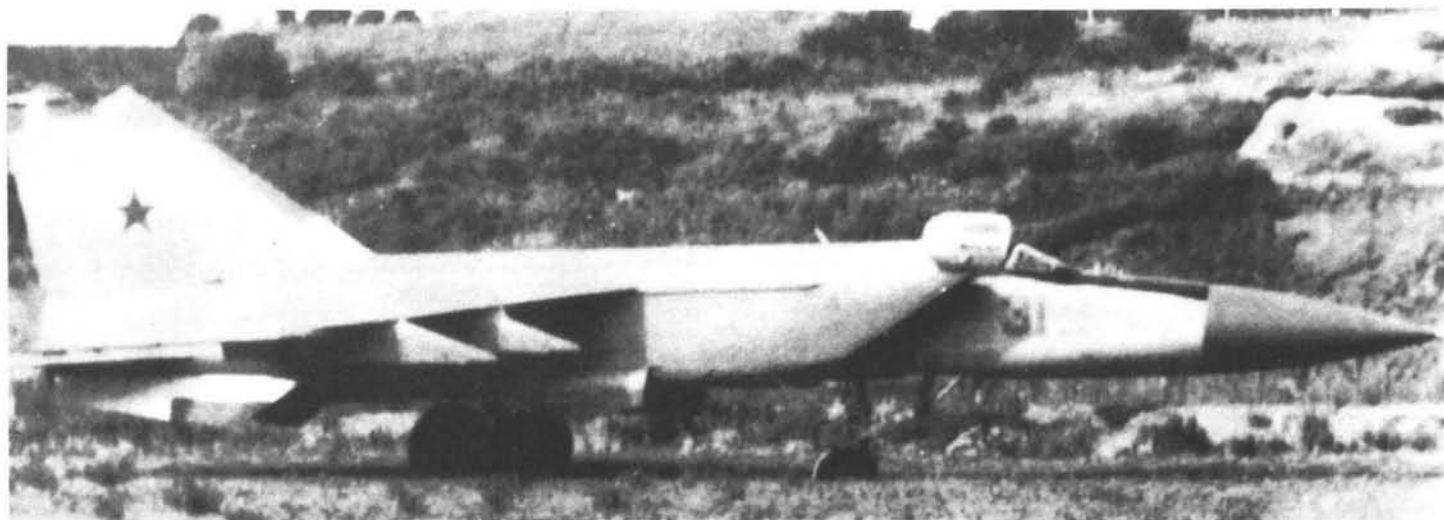
Parti d'Asie centrale deux jours après Belenko, un autre pilote russe, Valentin Zossimov, connut un sort moins heureux. Ayant atterri en Iran à bord d'un vieil Antonov 2 d'entraînement, il fut d'abord interné, puis remis aux gardes-frontières soviétiques le 29 septembre. Le shah ne tenait pas à envenimer ses relations avec Brejnev. Qu'importait alors le sort d'un jeune contestataire en uniforme ?

Zossimov ne tarda pas à être fusillé. Mais sa mort n'a pas mis fin au mécontentement qui agite beaucoup de jeunes officiers soviétiques.

Depuis la mutinerie du *Storojevoï*, un vent de violence ne cesse d'ailleurs de souffler à travers l'U.R.S.S. En Géorgie, des attentats en série bouleversent le centre de Tbilissi, la capitale. En avril dernier, c'est le siège du gouvernement, le marché central et tout un groupe de bâtiments administratifs qui sont incendiés. Par des charges étonnamment semblables à celles qui seront employées pour l'incendie de l'hôtel Rossia, à Moscou, le 25 février dernier.

Ce sont des touristes occidentaux présents à Tbilissi au moment des événements qui ont fait connaître les attentats perpétrés par les nationalistes géorgiens. Mais combien de faits semblables, d'actes isolés ou organisés, de soulèvements provoqués par l'aspiration à la liberté, se sont-ils déroulés hors de la présence de témoins capables d'en rapporter les péripéties ?

On croit pourtant savoir que des attentats contre des responsables du parti ont été commis au cours de ces derniers mois à Tchernigov, en Ukraine, à Tcheliabinsk, dans



Sur une piste de l'aérodrome de Hakodate, au Japon, le Mig 25 « livré » par le lieutenant Belenko.

l'Oural, à Frunze, en Kirghizie, à Krovakan, en Arménie. Les nationalités allogènes bougent. Là-bas, au fin fond de l'empire communiste, loin des journalistes occidentaux et des touristes, des hommes ont le courage de prendre les armes.

Il ne s'agit déjà plus d'actes isolés, mais d'actions concertées, parfois planifiées. Un vaste mouvement semble ainsi se développer à travers l'Union soviétique, que secoue en outre cet autre puissant courant d'opposition qu'est la contestation traditionaliste.

Si les démocrates veulent s'inspirer des meilleures réalisations du monde occidental, les traditionalistes, eux, souhaitent revenir aux sources de la civilisation slave. Primauté de la religion orthodoxe, maintien de l'originalité et de l'unicité de la culture russe, rejet de la démocratie de type étranger, telles sont les grandes lignes de la doctrine des néo-slavophiles. Leur but, une fois le P. C. rejeté aux oubliettes de l'histoire, est le renforcement de l'Etat russe.

C'est parmi les officiers supérieurs de l'armée (dans la tranche d'âge des 35 à 45 ans) que se recrutent les membres les plus actifs du mouvement traditionaliste clandestin. On prétend que certains hauts dignitaires du Komsomol seraient également infectés par ce redoutable virus, que Soljenitsyne, par quelques-uns de ses livres — *Août 14* notamment —, véhicule à travers la nouvelle émigration russe.

L'ancien bagnard d'Ekibastuz se rattache cependant plus précisément au camp des socialistes moraux, qui, comme les néo-slavophiles, constituent l'une des quatre factions « droitières » de l'opposition russe (les autres, selon Vladimir Gedilaguine, étant les socialistes chrétiens, dont le chef de file est l'écrivain Levitine-Krasnov, et les solidaristes, dépendant du fameux N.T.S. et rêvant d'un Etat fondé sur la fraternité entre les classes et entre les individus).

Soljenitsyne, par sa dimension humaine et littéraire, est, bien entendu, un cas à part dans la contestation russe. Il symbolise toutefois parfaitement l'évolution de celle-ci, par son passage de la simple dénonciation des méfaits du communisme au rejet absolu de la doctrine, puis au combat mené pour son éradication complète d'une terre russe rendue à sa religion et à son éthique traditionnelles. Du fond de sa retraite du Vermont américain, c'est, par-delà la libération de la Russie, pour un monde restitué à sa spiritualité que lutte désormais l'auteur d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*. Son objectif n'est plus seulement national, mais universel.

Des flammes s'élèvent dans le ciel de Moscou

Soixante années après que les salves du cuirassé *Aurore* eurent signifié la chute du pouvoir de Kerenski, l'incendie de l'hôtel Rossia, à Moscou, a conféré une dimension nouvelle aux relations entre le pouvoir soviétique et ses oppositions. Celle de l'irréparable franchi.

Il est des villes où le destin frappe à coups d'incendies plutôt qu'en érigeant des barricades. Moscou est à l'évidence de celles-là. On le vit une nouvelle fois lorsque s'élèverent les flammes qui, à la fin de février dernier, rougirent le ciel derrière les bulbes polychromes de Basile-le-Bienheureux.

« C'est une série de bombes placées dans les étages supérieurs de l'hôtel qui a déclenché le feu. J'ai entendu un capitaine de la milice l'expliquer à un officier de la division Taman », déclara le lendemain du sinistre un chauffeur de

taxi à un journaliste américain qu'il avait chargé dans sa vieille Volga.

L'information du chauffeur fut corroborée par tous les rapports des témoins de l'embrasement de l'hôtel. A 21 heures précises, des flammes apparurent simultanément à sept ou huit fenêtres différentes. Le feu s'engouffra dans les longs couloirs du bâtiment, gagna la façade de la cour intérieure, se propagea par les gaines de climatisation et les cages d'ascenseurs. C'est dans les dix premières minutes que la plupart des cinquante victimes périrent.

Officiellement, on déclara que la tragédie avait été provoquée par un court-circuit dans l'armoire de contrôle d'un ascenseur. En fait, il s'agissait si évidemment d'un attentat que la milice reçut l'ordre d'évacuer l'ensemble des quatre mille étrangers résidant au Rossia, bien que la plus grande partie de l'hôtel fût demeurée intacte. C'est qu'il ne fallait pas laisser sur place de témoins qui auraient pu prouver la thèse de l'attentat. Celle que tout Moscou se chuchotait de bouche à oreille.

Cette fois, il apparaissait clairement que les opposants au régime avaient délibérément opté pour l'escalade de la contestation.

Mais pourquoi le Rossia ? Avant tout parce que, pour tous les Russes, ce monstrueux quadrilatère hérissé d'une tour-restaurant est le symbole même du régime communiste. N'a-t-il pas été inauguré en 1967, il y a juste dix ans, pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'octobre ? Ses 95 mètres de haut devaient, dans l'esprit de la troïka Brejnev-Kossyguine-Podgorny, démontrer le modernisme et la puissance du pays des Soviets.

S'en prendre au Rossia, après un premier attentat perpétré un mois plus tôt dans le métro modèle de Moscou (une mystérieuse bombe y avait éclaté le 10 janvier, faisant sept morts et une trentaine de blessés) était donc un signe parfaitement limpide pour n'importe quel Soviétique. De surcroît, choisir un hôtel fréquenté essentiellement par des touristes étrangers, c'était assurer le maximum de publicité à l'entreprise.

« Mais l'âme russe ne connaît pas de chaînes »

La lutte entre le pouvoir communiste et les oppositions coalisées contre lui atteint aujourd'hui des proportions telles que la stabilité de l'Etat soviétique s'en trouve menacée. Il suffit parfois d'un brutal coup d'épaule pour déséquilibrer un colosse.

Certes, l'U.R.S.S. ne se désagrègera pas demain. Mais, expulsion après expulsion, arrestation après arrestation, elle est entrée dans le cycle implacable de la répression débouchant sur de nouvelles révoltes. Son destin, tel celui de Balthazar, apparaît déjà buriné sur les murailles de l'Histoire. N'est-ce pas au bord de la Neva, sur les moellons de granit de la forteresse Pierre-et-Paul, face au palais d'Hiver, qu'une formidable inscription en caractères d'un mètre de haut a été tracée en pleine nuit blanche de Leningrad, le 6 août dernier ?

« Vous étouffez la liberté, mais l'âme russe ne connaît pas de chaînes. »

Bien vite, des équipes de nettoyeurs tentèrent d'effacer à grands coups de pinces la phrase prémonitoire. Sans succès. Chaque fois qu'ils recouvraient de peinture blanche les grandes lettres cyrilliques, le slogan, tenace, réapparaisait.



L'incendie de l'hôtel Rossia : trop de foyers pour un simple court-circuit...

Une fois encore, le K.G.B. partit en guerre. On arrêta des suspects. Finalement, on mit la main sur les coupables : deux jeunes Leningradois, Oleg Valkov et Youli Rybakov.

Ils attendirent sept mois avant de passer en jugement, et, lorsque leur procès eut lieu, à la fin mars 1977, ils furent respectivement condamnés à sept et six ans de prison à régime sévère. Peut-être sont-ils aujourd'hui dans l'un de ces camps où commença la lutte pour la liberté...

Les cycles de l'histoire russe sont lents comme les grands fleuves qui traversent le pays. Et comme eux implacables.

Nicolas II en fit jadis la cruelle expérience. Le cycle inauguré par la révolution d'octobre est-il sur le point de s'achever? Leonid Brejnev, qui refuse toujours d'accorder à ses citoyens les droits élémentaires garantis par la constitution soviétique, l'appréhende aujourd'hui avec un frisson d'angoisse. Ce frisson qui secoue les autocrates condamnés à se survivre d'attentat en purge et de mutinerie en complot. Jusqu'à ce que...

Marc HEIMER

Chapitre II

LES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ

Parce qu'ils se battent pour vivre dans un pays un peu plus libre, on les envoie en prison, au bagne, en asile ou en exil

ANDREI AMALRIK

NÉ en 1938 à Moscou, Andreï Amalrik commence des études d'histoire à l'université de la capitale, mais il en est exclu pour un mémoire peu orthodoxe sur les origines de l'Etat russe.

Tout en écrivant, Amalrik exerce divers métiers. Au cours des années 1963 et 1964, le *samizdat* diffuse plusieurs de ses œuvres. Mais le K.G.B. intervient : Amalrik est arrêté et mis en prison pour propagande antisoviétique. Il s'en tirera avec une condamnation à deux ans et demi d'exil en Sibérie. Cet épisode dramatique de sa vie est remarquablement conté dans *Voyage involontaire en Sibérie*, qui circulera avec succès dans le *samizdat* et parviendra jusqu'en Occident (Gallimard 1970).

Libéré en 1969, Amalrik regagne Moscou, où il écrit un essai qui sera accueilli avec un très grand intérêt tant à l'Est qu'à l'Ouest : *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?*

En 1970, il est de nouveau arrêté, et condamné à trois ans de travaux forcés. Sa peine purgée, les autorités du camp lui infligent trois années supplémentaires. Amalrik réagit par une grève de la faim, qu'il soutiendra pendant cent jours. Face à cette grève ainsi qu'aux protestations et aux pétitions de divers dissidents soviétiques et d'intellectuels occidentaux, les autorités finissent par capituler et commuent sa condamnation en exil à Magadan.

En 1975, le temps d'exil étant écoulé, Amalrik veut regagner Moscou, mais les services policiers l'en empêchent. Il parviendra malgré tout à quitter l'Union soviétique à la fin de l'année 1976 et se rendra aux Pays-Bas avec sa femme.

VASSILI BETAKI

NÉ en 1930, Vassili Betaki fait ses études à l'université de Leningrad, d'où il est exclu pour « cosmopolitisme ». En 1960, il suit les cours



Andreï Amalrik devant l'Élysée : pour des raisons de haute politique, Giscard n'a pas voulu le recevoir.

de l'institut de littérature de Moscou et traduit des poètes américains et anglais.

En 1963, ses premiers poèmes sont publiés dans *Le jour de poésie*, une revue de Leningrad. Deux ans plus tard, il fait paraître son premier recueil d'œuvres poétiques, qui est l'objet de nombreuses critiques. Désormais il ne sera plus publié officiellement.

Vassili Betaki transmet alors ses œuvres par l'intermédiaire du samizdat. Il prône le droit de tout citoyen soviétique de quitter librement son pays, ce qui lui vaut d'être exclu de l'Union des écrivains en 1972.

En 1973, il obtient l'autorisation d'émigrer et se rend avec sa femme à Paris.

VLADIMIR BOUKOVSKY

NÉ en 1942, Boukovsky va passer une bonne partie de sa vie à subir les conséquences de sa liberté d'esprit. En 1962, il est exclu de la faculté de biologie de Moscou, où il achevait sa première année, pour avoir participé à la publication de la revue clandestine *Phénix*.

Le samizdat diffuse alors quelques-unes de ses nouvelles ; mais, en juin 1963, il est arrêté pour avoir



Vladimir Boukovsky.

conservé une photocopie du livre de Djilas *la Nouvelle Classe*, et interné dans un hôpital psychiatrique, où il restera jusqu'en février 1965.

En décembre 1965, il est de nouveau arrêté : on lui reproche cette fois d'avoir organisé une manifestation pour la défense de Siniavski et de Daniel. Interné une nouvelle fois dans un hôpital psychiatrique, il sera libéré en août 1966. Pas pour longtemps. En janvier 1967, il est appréhendé pour avoir participé à une manifestation de protestation contre l'arrestation des écrivains Galanskov et Dobrovolski, et condamné à trois ans de camp.

A peine sorti, il rédige au début de 1971 un *Livre blanc* sur l'internement des dissidents dans les hôpitaux psychiatriques. Arrêté au mois de mars de cette même année, il est condamné à douze ans de privation de liberté (deux ans de prison, cinq ans de camp et cinq ans d'exil).

De nombreuses pétitions émanant de divers dissidents soviétiques et d'intellectuels occidentaux, la lutte sans relâche menée par sa mère finissent par fléchir les autorités soviétiques. Le 18 décembre 1976, Boukovsky est échangé contre le secrétaire général du P.C. chilien Luis Corvolan. Il vit maintenant en Grande-Bretagne.

YOSSIP BRODSKI

NÉ en 1940 à Leningrad, Yossip Brodski renonce dès l'âge de 15 ans aux études officielles et devient autodidacte. En 1958, il écrit ses premiers poèmes.

Le 18 février 1964, il est arrêté, jugé et condamné à cinq ans de travaux correctifs pour « fainéantise », parce que « la poésie n'est pas un métier ».

A la suite de nombreuses protestations et pétitions, il sera libéré en 1965.

Seuls deux petits poèmes de Brodski ont été publiés officiellement en U.R.S.S., en 1967, dans *Molodoï Leningrad*. Le reste de ses œuvres a paru dans le samizdat.

En 1972, celui qui est considéré comme l'un des plus grands poètes soviétiques contemporains a été autorisé à émigrer aux Etats-Unis.

YOULI DANIEL

NÉ en 1925, Youli Daniel doit partir au front à l'âge de dix-huit ans, dès sa sortie du lycée. Grièvement blessé, il obtient à sa démobilisation une pension d'invalidé de guerre.

En 1946, il entre à l'université de Kharkov, puis est muté à l'institut pédagogique régional, où il achève



Youli Daniel.

ses études. Ensuite, il enseigne au lycée de Lioudinov, puis à Moscou. C'est à cette époque qu'il commence à écrire des nouvelles (*la Journée des meurtres publics*, *l'Expiation*, *les Mains*, *l'Homme du M.I.N.A.P.*), sachant pertinemment qu'aucune maison d'édition d'Union soviétique n'acceptera de les publier. Il réussit à les faire passer à l'étranger, où elles paraissent sous le pseudonyme de Nicolas Arjark.

Arrêté en 1965, il refuse, contrairement à la tradition, de plaider coupable. Jugé en février 1966 en compagnie d'Andreï Siniavski, il est condamné à cinq ans de camp à régime renforcé. Son procès et le verdict soulèvent une vague d'indignation et de protestations dans le monde entier, y compris en U.R.S.S.

Malgré sa détention, il parviendra à écrire des poèmes, qui seront largement diffusés par le canal du *samizdat*. A sa libération, Daniel sera interdit de séjour à Moscou et s'installera à Kalanga, à 100 kilomètres de la capitale.

BORIS EVDOKIMOV

LE 14 juin 1972, le bulletin de l'agence Tass diffusé en langue anglaise révèle que Boris Evdokimov et sa femme Galina doivent comparaître devant le tribunal de Leningrad. Ils sont accusés de contacts avec le N.T.S., organisation russe antissoviétique et révolutionnaire. On reproche en outre à Boris Evdokimov d'avoir publié des articles dans *Possev* et *Grani*, les organes de presse du N.T.S.

Au cours du procès, Galina Evdokimov renonce à son mari et obtient ainsi sa libération. Pendant l'instruction, le K.G.B. l'avait menacée de placer sa petite fille sous la tutelle de l'Etat, ce qui signifiait qu'elle ne pourrait plus jamais revoir son enfant.

Finalement, Boris Evdokimov est déclaré irresponsable et envoyé à l'asile psychiatrique de Dniepropetrovsk, où il fait la connaissance de Plioutch et de Fainberg.

D'après Plioutch et Fainberg, l'état de santé d'Evdokimov serait aujourd'hui critique. Il a cinquante-quatre ans et souffre d'un grave ulcère à l'estomac. D'autre part, les conditions de sa détention sont particulièrement pénibles : l'asile de Dniepropetrovsk est connu pour l'arbitraire qui y règne, et Evdokimov a été placé dans une cellule avec des condamnés de droit commun qui, sous l'œil impassible du personnel, lui font subir toutes sortes de sévices.

YOURI GALANSKOV

NÉ en 1939, Youri Galanskov travaille au musée national de Littérature et suit les cours du soir de l'institut d'histoire et des chartes. Ecrivain et journaliste, il collabore en 1959 et en 1960 à la revue *Syntaxis*, dirigée par Alexandre Guinzbourg.

En 1961, il participe aux réunions littéraires organisées à Moscou sur la place Maïakovski et lance la revue *Phénix 61*. Il est alors renvoyé de l'université.

En 1965, il attire l'attention sur lui par une manifestation solitaire devant l'ambassade des U.S.A. pour protester contre la politique américaine en république Dominicaine. Cette même année, il adhère au groupement littéraire S.M.O.G.

L'année suivante, il relance sa revue interdite, sous le nom de *Phénix 66*, et participe à de nombreuses manifestations en faveur de la justice et de la liberté. Arrêté le 18 janvier 1967, il est incarcéré à l'asile psychiatrique Serbsky, puis à la prison de Lefortovo. Lors de son procès, il est accusé d'entretenir des rapports avec le N.T.S. — organisation à laquelle il appartient effectivement — et condamné à sept ans de

camp à régime sévère, c'est-à-dire à la peine maximale.

Les autorités du camp lui refusent les colis que sa famille et ses amis lui font parvenir, et qui sont vitaux



Youri Galanskov.

pour lui étant donné le grave ulcère à l'estomac dont il souffre. Sa santé décline rapidement. Il fait de nombreux séjours à l'hôpital du camp et finit par y mourir en octobre 1972 à la suite d'une opération décidée trop tardivement et effectuée par une personne incompétente.

ALEXANDRE GALITCH

NÉ en 1919, Alexandre Galitch prépare une carrière d'acteur et suit des cours d'art dramatique au studio de Stanislavsky. Pendant la guerre, il est affecté au théâtre des armées.

Entre 1945 et 1960, il écrit une dizaine de pièces,



Alexandre Galitch, le barde de la contestation.

dont certaines sont jouées et d'autres censurées. Il participe aussi à l'élaboration de plusieurs films.

Mais sa célébrité grandira surtout à partir de 1960, quand il entreprendra une carrière de chanteur-poète, de barde de la révolte. Sa verve satirique, s'exerçant aux dépens de l'appareil politique, aura un puissant impact sur le public. Ses enregistrements, diffusés par le samizdat, connaîtront un grand succès dans toute l'Union soviétique.

A la fin de l'année 1971, il sera exclu de l'Union des écrivains et de l'Union des cinéastes après quelques « entrevues » orageuses avec le K.G.B. En 1974, il se trouvera dans l'obligation de quitter l'U.R.S.S. Il réside actuellement à Paris.

ALEXANDRE GUINZBOURG

NÉ en 1936 à Moscou, Alexandre Guinzbourg se découvre très tôt une vocation d'écrivain et de poète. Il fait des études de littérature et suit les cours du soir de l'institut d'histoire et des chartes.



Alexandre Guinzbourg avec ses deux fils.

En 1960, il est arrêté par le K.G.B., qui lui reproche d'avoir mis en circulation trois numéros d'une revue poétique clandestine, *Syntaxis*. Mais, officiellement, il sera condamné à deux ans de travaux correctifs « pour avoir passé un examen à la place d'un ami » !

En 1964, le K.G.B. tente une nouvelle fois d'engager un procès contre Guinzbourg, pour recel de littérature antisoviétique ; mais, faute de preuves, la procédure sera suspendue.

En 1966, Guinzbourg réunit un *Livre blanc* sur l'affaire Siniavski et Daniel, et le transmet aux députés du Soviet suprême ainsi qu'au secrétariat de Nicolas Podgorny. Il veut par-là attirer l'attention de l'opinion publique sur un procès qu'il estime injuste.

Arrêté en 1967, il est condamné en janvier 1968 à cinq ans de travaux correctifs en régime renforcé. A sa libération, il est interdit de séjour à Moscou et va s'installer à Taroussy, une bourgade située à une centaine de kilomètres de la capitale. Là, sur la demande de Soljenitsyne, il met sur pied un service d'aide aux familles des condamnés politiques.

Après plusieurs mises en garde, il sera de nouveau arrêté au début de l'année 1976.

NAOUM KORJAVINE

NÉ en octobre 1925 à Kiev, Naoum Korjavine termine en 1959 des études de littérature à l'institut Gorki de Moscou, études interrompues pendant quelques années par un séjour à la Loubianka et une assignation à résidence en Sibérie.

Sa première œuvre d'importance est un cycle poétique qui paraît dans un recueil collectif intitulé *les Pages de Taroussa*. La revue *Novy Mir* publie également quelques-uns de ses poèmes.

Poète et critique littéraire, Korjavine est aussi auteur dramatique. Sa pièce *Un jour en 1920* est montée avec succès au théâtre Stanislavski de Moscou.

Mais, en 1973, il est exclu de l'Union des écrivains pour avoir manifesté le désir de partir à l'étranger. Il vit actuellement aux U.S.A.

La plus grande partie de l'œuvre de Korjavine n'a pas été publiée officiellement en U.R.S.S., mais a été diffusée par le samizdat.

VLADIMIR KORNILOV

NÉ en 1928 à Dniepropetrovsk, Vladimir Kornilov fait des études supérieures à l'institut Gorki de littérature. Ses premiers vers paraissent en 1953. Poète de talent, il publie en 1961 dans *les Pages de Taroussa* une œuvre intitulée *le Chauffeur*. Par la suite, sa production ne suivra plus la voie officielle, mais empruntera le chemin du samizdat.

Pour avoir protesté contre les persécutions infligées aux écrivains dissidents, il sera exclu de l'Union des écrivains. Il réside actuellement à Moscou.

EVGUENI KOUCHEV

NÉ en 1947, Evgueni Kouchev fait des études à la faculté d'histoire de l'université de Moscou et travaille comme correspondant de nombreuses revues. Il écrit ses premiers poèmes en 1964 et, l'année suivante, participe à la publication du journal clandestin *Les Cahiers de la démocratie socialiste*.

Arrêté en 1966, il passe un mois et demi dans un asile psychiatrique. Lorsqu'il en sort, il prend une part active à la création d'un club littéraire indépendant, le *Club Releev*, et au lancement de la revue clandestine *Parole russe*. En outre, il collabore à *Phénix 66*.

Lorsque Galanskov sera arrêté, on le retrouvera au premier rang d'une manifestation organisée pour la défense du rédacteur en chef de *Phénix 66*.

En janvier 1967, Kouchev est à son tour arrêté et incarcéré pour huit mois à la prison du K.G.B. de Lefortovo. En janvier 1974, il obtient l'autorisation d'émigrer et quitte l'U.R.S.S. en compagnie de sa femme et de sa petite fille pour la Grande-Bretagne.

SERGUEI KOVALIOV

BIOLOGISTE renommé, spécialiste des tissus cardiaques, Sergueï Kovaliov a publié plus de soixante mémoires scientifiques, connus des savants du monde entier. Mais cet intense travail de recherche ne l'empêche pas d'être préoccupé par les problèmes intérieurs de l'U.R.S.S., et, très tôt, il collabore à certaines publications clandestines.

Arrêté en 1974, il est accusé de participer à la réalisation et à la diffusion de la *Chronique des événements en cours*, l'une des principales revues de la dissidence. On lui reproche en outre d'avoir conservé des exemplaires de *l'Archipel du Goulag* et d'avoir fait passer des documents antisoviétiques à l'étranger.

Le 10 décembre 1975, il est condamné à sept ans de camp à régime renforcé et à trois ans d'exil.

VLADIMIR MARAMZINE

NÉ en 1934, Vladimir Maramzine fait des études supérieures techniques à Leningrad, puis travaille comme ingénieur à l'usine « *Svetlana* » de cette ville. Parallèlement, il écrit des livres pour enfants et des scénarios pour le cinéma. Plusieurs récits et plusieurs nouvelles de Maramzine sont publiés par le samizdat.

Le 24 juillet 1974, il est arrêté pour avoir participé à la confection d'un recueil des œuvres de Brodski, recueil diffusé par la voie du samizdat. Il est également accusé d'avoir envoyé des manuscrits à l'étranger pour les faire publier.

Après avoir fait sept mois de prison préventive, il est jugé le 21 février 1975 et condamné à cinq ans de prison avec sursis. Peu de temps après, il obtient l'autorisation de quitter l'Union soviétique. Il vit aujourd'hui à Paris.

VLADIMIR MAXIMOV

NÉ en 1932 à Leningrad, Vladimir Maximov passe toutes ses jeunes années dans des centres pour enfants, puis parcourt la Russie à la recherche de travail, exerçant un peu tous les métiers au hasard des circonstances.

Dès l'âge de vingt ans, il décide de se consacrer entièrement à la littérature. Son premier recueil de vers paraît en 1956. Puis viennent des nouvelles. L'une d'elles, *l'Homme vivant*, est mise en scène au théâtre dramatique de Moscou et traduite en plusieurs langues. A cette époque, il fait partie du conseil de rédaction de la revue *Octobre*, qui publie ses récits, ses pièces et ses nouvelles.

Mais, en 1967, son nom disparaît de la revue, ainsi que ses œuvres. Ses romans *les Sept Jours de la création* et *Quarantaine*, consacrés aux problèmes spirituels dans la Russie contemporaine, sont interdits en U.R.S.S. et commencent à circuler par la voie du samizdat.



Vladimir Maximov.

En juin 1973, Maximov est exclu de l'Union des écrivains et, en avril 1974, il est autorisé à quitter l'Union soviétique pour se rendre en France, où il vit maintenant. Le 29 octobre 1975, il est déchu de la nationalité soviétique.

Maximov est aujourd'hui rédacteur en chef de *Continent*, une revue littéraire, socio-politique et religieuse qui paraît en plusieurs langues.

VALENTIN MOROZ

VALENTIN MOROZ est l'une des grandes figures de la résistance ukrainienne. Né en 1936, il fait des études d'histoire et devient un remarquable spécialiste en la matière. Très tôt, il se signale aussi par son talent d'écrivain, talent surtout reconnu dans les milieux dissidents, où ses œuvres sont diffusées par le canal du samizdat.

Il est arrêté et condamné une première fois en 1965.

A sa libération, quatre ans plus tard, Moroz ne trouve aucun emploi, en raison de ses « convictions criminelles ».

En 1970, il est arrêté une nouvelle fois : on l'accuse



Valentin Moroz.

d'avoir écrit des articles pour le samizdat et d'avoir diffusé de la « propagande antisoviétique ». Le verdict sera impitoyable : six ans de prison, trois ans de camp à régime renforcé et cinq ans d'exil.

YOURI ORLOV

AGÉ aujourd'hui de 47 ans, Orlov est l'un des plus grands physiciens soviétiques et un contestataire de poids. Après avoir terminé ses études à l'université de Moscou, il se consacre à la recherche. Ses travaux dans le domaine de la physique nucléaire lui valent le titre de membre correspondant de l'académie des sciences d'Arménie.

Emu par les perpétuelles atteintes aux droits de l'homme commises en Union soviétique, il consacre de plus en plus de temps à la défense des détenus politiques, en liaison avec *Amnesty international*.

En 1975, il réunit ses réflexions sur les problèmes politiques et sociaux dans un long article intitulé *Un socialisme de type non totalitaire est-il possible ?* Il plaide pour un socialisme décentralisé, non marxiste, s'appuyant sur une large participation des citoyens à la vie politique et économique du pays, mais excluant la propriété privée des moyens de production.

Les activités politiques de Youri Orlov provoquent son exclusion de l'institut de recherches de Moscou. Renforçant alors son action, il devient membre du groupe de soutien qui veille à l'application des accords d'Helsinki. En janvier 1977, ses amis font savoir qu'il vient d'être arrêté par le K.G.B.

VLADIMIR OSSIPOV

NÉ en 1936, Vladimir Ossipov fait des études de philosophie à l'université de Moscou. Il en est exclu en 1959 pour avoir protesté ouvertement contre l'arrestation d'un de ses condisciples.

En 1960, il dirige la rédaction d'une revue clandestine pour jeunes, *Boomerang*. L'année suivante, il est arrêté pour avoir écrit dans la revue *Phénix*, et condamné à cinq ans de réclusion.

A sa libération, il est privé du droit de vivre à Moscou et s'installe à Alexandrov. Dans un récit intitulé *A la recherche d'un toit*, il décrit ses difficultés et ses souffrances pour trouver un abri et du travail. Cette œuvre sera diffusée par le samizdat, ainsi que *Place Maïakovski*, article 70, dans laquelle il raconte la naissance d'un groupe de jeunes artistes et la vie littéraire clandestine du Moscou des années 60.

En 1969, Ossipov lance la revue *Vetche* et, en 1974, la revue *Zemlia*. Au mois de novembre de cette année 1974, il est de nouveau arrêté, et condamné à huit ans de travaux correctifs.

LEONID PLIOUTCH

NÉ en 1939 à Warine dans une famille de fonctionnaires, Leonid Plioutch fait ses études supérieures à la faculté de mathématiques et de physique d'Odessa. En 1962, l'institut de cybernétique



Leonid Plioutch, expulsé d'U.R.S.S., arrive à Vienne.

que de Kiev accueille le jeune ingénieur-mathématicien.

En 1968, dans une lettre adressée au journal *Komsomolskaïa Pravda*, il conteste le bien-fondé des condamnations prononcées contre de jeunes écrivains comme Alexandre Guinzbourg ou Youli Daniel, et assimile ces procès aux méthodes staliniennes. Quelques mois plus tard, en violation des lois soviétiques, il est licencié de son emploi et voit toutes les portes officielles se fermer devant lui.

Arrêté le 15 janvier 1972, il est interné dans un hôpital psychiatrique le 30 janvier 1973. Après une vaste campagne de protestation dans le monde entier, y compris en U.R.S.S., Plioutch est libéré en 1975 et expulsé d'Union soviétique. Il vit désormais à Paris.

ANDREI SAKHAROV

NÉ en 1921 à Moscou dans une famille de physiciens, Andreï Sakharov fait de brillantes études à la faculté de physique de la capitale soviétique, ce qui lui vaut d'être exempté du service militaire en 1941.

En collaboration avec le professeur Tamm, futur prix Nobel, il met au point le principe de la bombe H. Couvert des plus grands honneurs dispensés en

U.R.S.S., il est élu en 1953 membre titulaire de l'Académie des sciences, à l'âge de trente-deux ans, ce qui est unique dans les annales de cette Académie.

Cependant, dès la fin des années 50, il adopte à l'égard de la question nucléaire une attitude qui diffère sensiblement du point de vue officiel. Poursuivant ses méditations sur les principaux problèmes de l'actualité, il met en circulation au cours de l'été 1968 un manifeste intitulé *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté individuelle*.

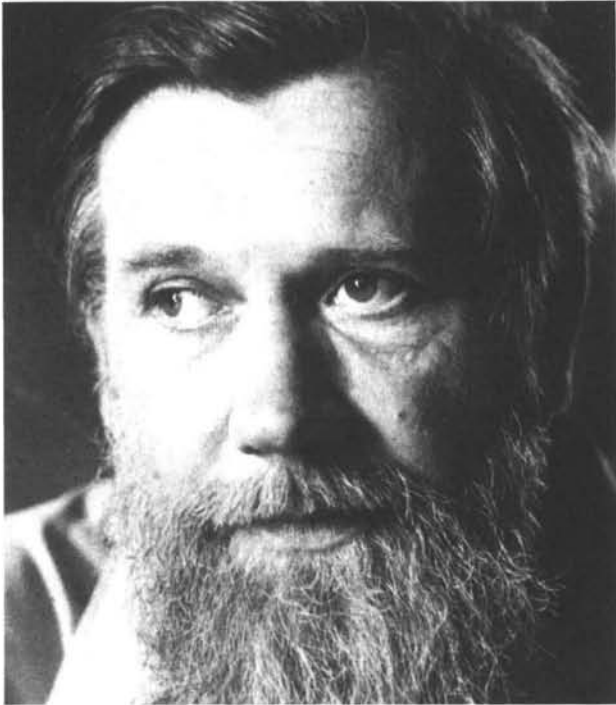
Ses campagnes en faveur de la démocratisation du système ainsi que sa participation à la création en 1970 d'un Comité des droits de l'homme le rendent célèbre dans le monde entier. A la fin de 1975, il reçoit le prix Nobel de la paix et devient ainsi le chef moral de la dissidence soviétique.

ANDREI SINIAVSKI

NÉ à Moscou en 1925, Andreï Siniavski termine en 1949 ses études de philosophie à l'université de la capitale. En 1952, il présente sa thèse et obtient un poste d'assistant à l'institut de littérature mondiale de l'Académie des sciences d'U.R.S.S. Critique littéraire et écrivain, il publie de nombreux articles dans diverses revues.



Andreï Sakharov
en compagnie de
sa femme, Elena.



Andreï Siniavski est aujourd'hui professeur à Paris.

A partir de 1955, sous le pseudonyme d'Abram Tertz, il fait paraître à l'étranger plusieurs nouvelles fantastiques (*le Verglas*, *Lioubinov*), ce qui lui vaut d'être exclu de l'Union des écrivains en 1965, puis d'être arrêté.

Jugé en 1966 avec Youli Daniel, il est condamné à sept ans de camp à régime sévère. Libéré en 1971, il s'inspire des lettres qu'il a envoyées à sa femme pendant sa détention pour écrire *Une voix dans le chœur*.

En août 1973, il obtient un visa pour la France, s'installe près de Paris et donne des cours de littérature russe à la Sorbonne. Il achève également deux ouvrages commencés en Russie : *A l'ombre de Gogol* et *Promenade avec Pouchkine*.

ALEXANDRE SOLJENITSYNE

NÉ en 1918, Alexandre Soljenitsyne fait des études de mathématiques à l'université de Rostov-sur-le-Don et, en même temps, par correspondance, suit des cours d'histoire, de philosophie et de littérature de l'institut de Moscou.

Pendant la guerre, il est envoyé au front comme commandant d'une batterie d'artillerie. Il est décoré pour sa bravoure de l'ordre du Mérite et de l'ordre de l'Etoile rouge. Mais, en février 1945, il est arrêté pour avoir émis des critiques sur Staline dans une lettre adressée à un ami d'enfance. En juillet de la même année, il est condamné à huit ans de camp de concentration. Sa détention terminée, il est frappé d'une peine d'exil à perpétuité et envoyé dans le Kazakhstan.

En 1953, atteint d'une tumeur cancéreuse, il est dirigé sur l'hôpital de Tachkent, où il est opéré, soigné et guéri.

Réhabilité en 1957, il se remet à l'enseignement. En 1962, la revue *Novy Mir* publie une longue nouvelle de lui, *Une journée d'Ivan Denissovitch*. En 1964, cette même revue lui signe un contrat pour son roman *le Premier Cercle*.

Bientôt, cependant, les œuvres de Soljenitsyne sont censurées. Le Pavillon des cancéreux, Août 14 et l'Archipel du Goulag doivent alors emprunter la voie du samizdat ou se faire imprimer à l'étranger.



Alexandre Soljenitsyne (avec la barbe).

En 1969, le plus grand romancier soviétique vivant est exclu de l'Union des écrivains, mais, en 1970, il reçoit le prix Nobel de littérature. En 1974, il est arrêté, détenu à la prison de Lefortovo, puis expulsé d'Union soviétique. Il réside actuellement aux U.S.A.

VALERY TCHALIDZE

NÉ en 1938, Valery Tchalidze est un membre éminent du Mouvement pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. En 1969, il lance une publication clandestine, *les Problèmes sociaux*, consacrée notamment à la défense des droits civiques. En 1970, avec quelques autres dissidents, il fonde à Moscou un Comité des droits de l'homme.

Le rôle qu'il joue dans ce Comité est bientôt connu hors des frontières d'U.R.S.S. En novembre 1972, Tchalidze est invité par les universités de Georgetown et de New York à venir faire un exposé sur la situation des libertés en Union soviétique. A l'étonnement gé-

néral, il obtient un visa de sortie ; mais à peine a-t-il mis le pied sur le territoire américain qu'il est déchu de la nationalité soviétique par un décret du Præsidium du Soviet suprême.

Aujourd'hui Tchalidze vit à New York, où il poursuit son action en dirigeant la *Chronique de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.*, une revue éditée en russe et en anglais.

GUEORGUI VINS

NÉ en 1928, pasteur, marié et père de cinq enfants, Gueorgui Vins a été condamné par le tribunal de Kiev à cinq ans d'exil et à la confiscation de tous ses biens pour une série d'articles à caractère purement religieux. Au cours du procès, le Code de procédure fut bafoué : en effet, Alf Geerem, l'avocat norvégien auquel avait été confiée sa défense, n'était pas présent. Le tribunal rendit malgré tout sa sentence, mais refusa de remettre à la famille l'acte de condamnation, interdisant ainsi des démarches ultérieures.

Le pasteur Vins est aujourd'hui détenu dans un camp à régime sévère de Sibérie (à Tabatcha, près de Yakoutsk). Son dossier porte la fameuse « bande rouge », qui signifie « enclin à s'évader ». Cela donne à ses geôliers le droit de le supprimer à tout moment sans avoir à redouter une enquête administrative.

GUEORGUI VLADIMOV

NÉ en 1931, Gueorgui Vladimov devient célèbre avec la parution en 1961 de son roman *le Grand Minéral*. En 1964, circule dans le *samizdat* une œuvre intitulée *Fidèle Rousslan*, mais on ignorera longtemps que son auteur est Vladimov.

En mai 1967, il adresse une lettre au IV^e congrès de l'Union des écrivains pour défendre Soljenitsyne. Parlant de la liberté d'expression, il écrit : « Sans elle, l'écrivain est un fonctionnaire du département des belles-lettres qui répète les lieux communs des édi-

riaux de la presse ; avec elle, l'écrivain est un héraut, un prophète, capable d'agir spirituellement sur son lecteur. » Cette lettre est l'un des premiers documents dans lesquels on trouve une définition du *samizdat*.

En 1969, Vladimov publie un autre roman, *les Trois Minutes de silence*. En 1975, il revoit entièrement *Fidèle Rousslan*. Le roman est publié par les éditions Possev, de Francfort-sur-le-Main, qui se chargent de l'introduire et de le diffuser en U.R.S.S.

VLADIMIR VOINOVITCH

NÉ en 1932, Vladimir Voïnovitch fréquente l'école normale, mais ne poursuit pas plus avant ses études. Pendant quatre ans, il fait son service militaire en qualité de simple soldat. Rendu à la vie civile, il travaille comme charpentier, tente d'entrer à l'institut de littérature, mais n'y est pas accepté.

En 1963, il devient célèbre avec la publication de son premier roman, *Je veux être honnête*, qui critique le bluff bureaucratique. Ce roman ainsi que le suivant, *Deux Amis*, seront portés à la scène. Pendant plusieurs années, ses récits et ses nouvelles seront souvent publiés dans la presse soviétique.

En 1966, il signe une pétition en faveur de Siniavski et de Daniel. En 1968, il récidive en faveur de Galanskov et de Guinzbourg. Ses pièces sont alors retirées du répertoire.

En 1973, Voïnovitch refuse de signer un document officiel critiquant vivement l'académicien Andreï Sakharov : aussitôt tous ses manuscrits en attente de publication lui sont retournés, et, en janvier 1974, il est exclu de l'Union des écrivains.

Désormais son œuvre littéraire est diffusée par le *samizdat*, et son roman *la Vie et les insolites mésaventures du soldat Ivan Tchonkine* parvient jusqu'en Occident.

En mai 1975, Voïnovitch est convoqué par le K.G.B., qui le menace de « mort subite ». Le romancier-dramaturge ne s'émeut pas outre mesure et transmet cette menace, ainsi que le compte rendu de sa comparution, à la presse étrangère.



Pour exposer ses œuvres, qui ne sont pas dans la ligne officielle, ce peintre a choisi une prairie de la banlieue de Moscou. Le K.G.B. saisira les tableaux.

Chapitre III

UN RIDEAU DE FER DEVENU PASSOIRE

Comment, à la barbe du K.G.B., l'Occident parvient à être renseigné sur ce qui se passe réellement en Union soviétique

LES premiers mois qui suivent la mort de Staline, en mars 1953, sont marqués en U.R.S.S. par une stupeur générale qui s'abat sur l'immense pays. Déssemparée, l'opinion ne sait comment réagir. Même les services de police et de censure, surpris par la disparition pourtant attendue du dictateur, sont dans l'expectative. Déchirés par de féroces rivalités, les milieux dirigeants ne parviennent pas à s'entendre sur la ligne à suivre. D'un certain point de vue, le pouvoir est véritablement dans la rue.

Or, malgré l'extrême gravité de l'heure, l'Occident ne se rend pas compte de l'importance des processus psychologiques qui commencent à se développer en U.R.S.S. Il ne les comprend pas, car, avant tout, il manque d'informations. Les seules sources dont il dispose à cette époque sont les voies diplomatiques, absolument insuffisantes pour rendre compte de l'état d'esprit de tout un peuple, et la presse soviétique, qui, jusqu'à la mort de Staline, n'a jamais fourni de renseignements intéressants.

Cependant, à l'étonnement général, dès 1954, des œuvres empreintes d'un esprit nouveau font progressivement leur apparition dans les journaux et les revues littéraires. On remarque également la publication, dans certains grands quotidiens, d'informations permettant une certaine appréciation de l'état d'esprit général, et plus spécialement de celui de la jeunesse.

La *Komsomolskaïa Pravda* du 4 décembre 1956 écrit, par exemple :

« Parmi les discussions qui se sont déroulées ces derniers temps dans certaines hautes écoles, il en est qui ne peuvent être laissées sans réponse (...). A l'occasion de ces réunions, on a pu entendre des déclarations tapageuses et démagogiques tendant à dénigrer les incontestables réalisations de notre culture socialiste... »

Ou encore, le 16 décembre 1956 :

« Depuis quelque temps, certains étudiants commencent à manifester des points de vue malsains et des opinions erronées quant à l'art et à la culture soviétiques. Un groupe d'étudiants de l'Ecole des ingénieurs des chemins de fer a mis en circulation un bulletin manuscrit, Les Voix nouvelles, qui dénigre entièrement et d'une manière nihiliste les réalisations de notre culture socialiste... »

Certes, aucun exemplaire de ces publications clandesti-

nes ne parvient encore en Occident. Cependant des informations de cet ordre, répercutées par différents journaux soviétiques, permettent de se rendre compte que « quelque chose ne va pas ». Ainsi, par un paradoxe singulier, la presse soviétique va être pendant un certain temps la seule source d'informations sur la situation en U.R.S.S. Il suffira de savoir la lire !

En février 1956, se tient à Moscou le retentissant XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, au cours duquel Khrouchtchev lance de terribles accusations contre Staline. Quelques mois plus tard, le texte de son discours, officiellement qualifié de « secret », et que nul journal soviétique n'a reproduit, parvient pourtant en Occident. Les indiscretions ont pour origine différents partis communistes occidentaux qui ne sont pas parvenus à garder un silence complet sur l'affaire.

En U.R.S.S., un certain dégel s'ébauche. Des œuvres d'une étonnante audace font leur apparition dans les devantures des librairies. Elles traitent avant tout de la période stalinienne. A cet égard, une place particulière revient à un recueil intitulé *Moscou littéraire* - N^o 2. Il s'agit d'une publication rédigée par trente-deux éminents hommes de lettres et qui, ô miracle ! a échappé à la redoutable censure préalable.

L'ouvrage fait scandale. Un certain nombre d'exemplaires parviennent en Occident par des voies strictement commerciales. C'est la première publication soviétique comportant des œuvres non conformistes et témoignant ainsi de l'existence d'une opposition, au moins dans le domaine littéraire.

En ce qui concerne les autres formes de contestation, la presse officielle continue d'en fournir quelques savoureuses illustrations. Ainsi, le quotidien *Leningradskaïa Pravda* publie le 13 juillet 1958 un important reportage intitulé « Ils ont été démasqués par les tchékistes ». L'article relate les noirs agissements d'un mystérieux ingénieur I..., qui diffusait en grand secret des publications antisoviétiques. Voici un passage révélateur de ce reportage :

« I... a apporté à Leningrad une valise bourrée de littérature clandestine contenant des calomnies sur l'U.R.S.S. Ces feuilles de chou imprimées à l'étranger et remplies de haineuses insinuations furent soigneusement triées par I... le soir même... »



Ces images sont extraites d'une séquence diffusée en décembre 1975 par la B.B.C. et la télévision française, et représentent

On y apprend encore que le mystérieux personnage se serait livré par deux fois à des opérations identiques et aurait même rencontré plusieurs « espions ».

Un mois plus tard, le même quotidien stigmatisera deux ouvriers typographes qui tiraient des appels antisoviétiques dans leur entreprise et les distribuaient ensuite dans les boîtes aux lettres.

Ainsi la presse soviétique elle-même contribue, du moins au début, à populariser les différentes formes de contestation.

« Le Docteur Jivago » s'évade à l'étranger

Le XX^e Congrès du parti est également suivi par un renouveau du tourisme soviétique en Occident. Des foules de visiteurs russes font leur apparition dans les principales capitales européennes, sous la garde de vigilants « accompagnateurs ».

En l'absence d'autres moyens de renseignement sur la vie en U.R.S.S., chacun de ces touristes constitue une précieuse source d'informations. Il faut seulement savoir leur parler et gagner leur confiance. C'est précisément la tâche à laquelle s'attellent les correspondants d'une revue en langue russe, *Possev*, publiée à Francfort-sur-le-Main. Ils abordent systématiquement ces représentants d'un monde interdit et les interrogent sur la réalité soviétique. Les premiers contacts sont généralement ardues. Pourtant quelques véritables petits « gallups » ont pu être réalisés sur des sujets très précis. On est parvenu, par exemple, à déterminer l'attitude des milieux intellectuels soviétiques à l'égard de l'écrivain Vladimir Doudintsev, auteur d'un roman, *L'homme ne vit pas seulement de pain*, très vivement critiqué sur le plan politique par les milieux officiels. Malgré

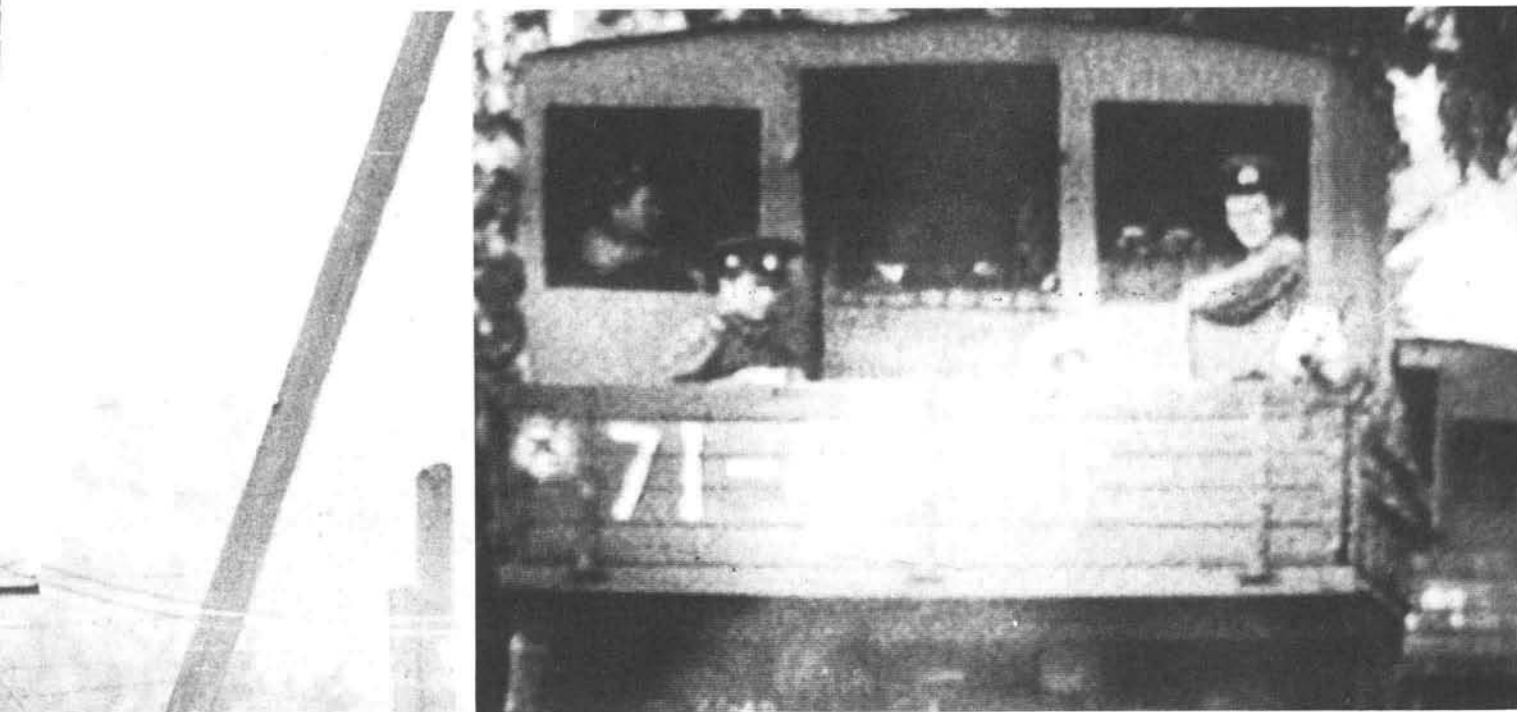
d'innombrables difficultés et la nécessité de recourir à des ruses de Siouxs pour déjouer la vigilance des « anges gardiens », les correspondants de *Possev* sont arrivés au résultat suivant :

Favorables à Doudintsev	44,9 %
Défavorables	50,34 %
Sans opinion	4,76 %

Bien entendu, il faut tenir compte des facteurs peur et routine quotidienne pour l'interprétation de ces résultats ; toutefois, il s'agit probablement du premier sondage d'opinion de ce genre.

Les années qui suivent le XX^e Congrès sont marquées par une ardente rivalité entre les deux tendances politiques coexistant au sein des sphères dirigeantes : le conservatisme (que certains qualifient de stalinisme) et le libéralisme. C'est provisoirement la seconde qui a pris le dessus lorsque, en été 1957, se tient à Moscou le VI^e Festival international de la jeunesse. Pour la première fois dans l'histoire de l'U.R.S.S., plus de trente mille jeunes étrangers peuvent entrer en rapport avec leurs homologues soviétiques et procéder à des échanges de vues. La peur est encore grande, mais de premiers contacts sont quand même pris.

Un an plus tard, éclate la retentissante affaire Pasternak. L'éminent poète soviétique, dont le roman *le Docteur Jivago* a été refusé par la littérature officielle, a transmis son œuvre en Italie par l'intermédiaire de l'éditeur communiste italien Mondadori. Or voici que le prix Nobel vient de lui être attribué. Les autorités soviétiques fulminent, contraignent Pasternak à refuser le prix, mais ne parviennent pas à stopper la publication du livre en Occident. C'est la première œuvre de l'époque poststalinienne qui s'évade ainsi à l'étranger. Certes, on est encore loin du *samizdat* (l'édition clandestine) en tant que phénomène général, mais c'est déjà un précédent. Le second cas, beaucoup moins remarqué mais cependant très significatif, est celui d'un recueil de poésies, *A Leaf of Spring*, transmis à la même époque à un éditeur américain par le mathématicien soviétique Essenine-Volpine. Celui-ci est le fils d'un poète russe très



camp de travail de la région de Riga. Le film, tourné par un Letton, avait franchi clandestinement la frontière soviétique.

populaire qui épousa Isadora Duncan et se pendit tout au début de l'ère soviétique.

L'occasion suivante de contacts massifs entre le monde soviétique et l'Occident sera l'Exposition américaine qui se tiendra à Moscou au cours de l'été 1959. Des centaines de milliers d'habitants de la capitale la visiteront et s'entre-tiendront en toute franchise avec les nombreux exposants. Cette manifestation permettra au peuple russe de découvrir pour la première fois le monde libre, et aux Occidentaux d'entrouvrir l'épais rideau recouvrant la réalité soviétique. Malheureusement, les informations extrêmement précieuses sur la vie en U.R.S.S. recueillies à cette occasion ne quitteront pas les coffres-forts de certains services.

Quoi qu'il en soit, les représentants de ce qu'on appellera plus tard la contestation commencent à se rendre compte que l'Occident peut leur être d'un grand secours. Encore faut-il l'informer.

Du bon usage des touristes occidentaux

Au début des années 60, on assiste à un renforcement des contacts entre l'U.R.S.S. et l'étranger. A Moscou, c'est l'époque du « second dégel ». A la suite du XXII^e Congrès du parti, le corps embaumé de Staline a été retiré du mausolée de la place Rouge et inhumé sans honneurs au pied des murs du Kremlin. D'autre part, l'U.R.S.S. a un besoin pressant d'équipements qu'elle ne peut se procurer qu'en Occident. Les contacts se multiplient donc à tous les niveaux. Des milliers de touristes et de techniciens étrangers prennent le chemin de Moscou. Il y a là de remarquables possibilités de transmettre des œuvres littéraires en Occident.

Le premier homme de lettres soviétique à profiter de la nouvelle situation est Michel Naritza. Il a écrit un roman

autobiographique, *le Chant inachevé*, qu'aucune maison d'édition officielle ne veut publier. Il décide donc de le faire paraître en Occident. Pourtant la première tentative de Naritza se solde par un échec. En 1962, au musée de l'Hermitage, à Leningrad, il remet un exemplaire de son manuscrit, dactylographié sur du papier pelure très fin, à une jeune touriste française. Celle-ci accepte de le sortir d'U.R.S.S., mais leur conciliabule est remarqué par un gardien, qui s'empresse de les dénoncer. La jeune fille s'en tirera à bon compte, avec un « avertissement ». Quant à Naritza, il sera envoyé dans un hôpital psychiatrique spécial. A sa sortie, au bout d'un an, il récidivera, et cette fois-ci avec succès. Un touriste allemand acceptera de prendre l'enveloppe contenant le roman et portant l'inscription suivante en quatre langues : « *Je vous prie d'emporter ce manuscrit hors de notre Etat et hors des Etats socialistes. Si vous n'en avez pas l'occasion, le désir ou la possibilité, prière de le brûler. Prière de ne le montrer à aucun de nos sujets.* »

L'opération réussira, et l'œuvre finira par paraître aux éditions Possev, à Francfort.

C'est de la même manière qu'une croyante orthodoxe anonyme transmettra peu après un important dossier sur les persécutions dirigées contre les pèlerins se rendant à la célèbre abbaye de Potchaev, en Ukraine. Elle remettra le paquet de documents soigneusement ficelé à un touriste suisse contemplant à Moscou une église en ruines. « C'est Dieu qui vous envoie », lui dira-t-elle. Le visiteur parviendra à emporter sans être inquiété ce qui constituera par la suite un véritable acte d'accusation contre les agissements du régime en matière religieuse.

En réalité, la première moitié des années 60 est une époque fort équivoque. D'une part, Khrouchtchev brandit les armes à propos de Cuba et fait détruire des milliers d'églises en Russie ; d'autre part, il autorise personnellement la publication du premier récit d'Alexandre Soljenitsyne sur les camps de concentration dans la revue à grand tirage *Novy Mir*. En tout état de cause, la presse soviétique

continue de fournir de temps à autre des informations fort intéressantes. On apprend ainsi que les citoyens soviétiques recourent aux procédés les plus inattendus pour entrer en contact avec le monde libre.

Le 6 janvier 1963, les *Izvestia* relatent le cas d'un lycéen de classe terminale, Sacha Mirilenko, qui a eu l'idée d'utiliser la philatélie pour se mettre en rapport avec des correspondants occidentaux. Les échanges de timbres n'étaient qu'un prétexte pour se procurer des informations sur la vie en Occident et en fournir sur le mode d'existence soviétique. Une correspondance s'était engagée, fructueuse pour les deux parties. Finalement, Mirilenko s'est fait pincer, car il avait mis en circulation parmi ses camarades de classe les ouvrages obtenus par des voies détournées.

Peu après, la *Komsomolskaïa Pravda* dénoncera les agissements d'un habitant de Gorki, Alexandre Goloubev, qui utilisait lui aussi la voie postale pour procéder à des échanges de publications. Fait aggravant, son correspondant lui a envoyé un ami porteur de missives qui ne devaient pas tomber entre les mains de la censure.

Effectivement, bien que signataire des accords d'Helsinki sur la libre circulation des hommes, des idées et de l'information, l'U.R.S.S. a de tout temps pratiqué sur une très grande échelle le contrôle de la correspondance. Certes, les possibilités de ce contrôle ne sont pas absolues, et certaines lettres parviennent à lui échapper, mais un grand nombre de missives entrant ou sortant d'U.R.S.S. échouent encore dans des services auxquels elles ne sont nullement destinées.

Bandes magnétiques et émetteurs clandestins

Une longue expérience a prouvé que, pour exporter des documents, rien ne saurait remplacer les bons offices de voyageurs occidentaux. Ainsi, dès le milieu des années 60, les échanges touristiques permettent de faire passer en Occident des centaines d'appels et de manuscrits de tout genre.

En ce qui concerne les touristes soviétiques se rendant à l'étranger, le K.G.B. s'efforce de les intimider par tous les moyens, afin de prévenir les fuites d'informations nuisibles au régime.

Voici, par exemple, ce qu'écrit le général Sémion Tsvigoune dans son ouvrage *le Front secret* (Moscou, 1974) :

« Dès leur arrivée sur le territoire d'un Etat capitaliste, les citoyens soviétiques deviennent l'objet d'études et d'observations minutieuses. Tout au long de leur trajet à travers le pays, ils sont accompagnés de personnages directement liés aux services secrets. Certains d'entre eux se présentent même comme des amis de l'U.R.S.S. Dans les chambres d'hôtel et dans les autres locaux où sont logés les citoyens soviétiques, sont souvent installés des appareils d'écoute et d'observation ; les entretiens téléphoniques sont enregistrés sur bandes magnétiques, toutes les affaires et tous les papiers personnels sont fouillés. (...) Après la fin du séjour d'un groupe touristique soviétique, les guides et les interprètes établissent des comptes rendus détaillés sur les informations qu'ils ont réussi à soutirer... »

Faut-il s'étonner après cela de la méfiance des touristes soviétiques ?

La seconde moitié des années 60 voit l'apparition d'une technique absolument nouvelle : l'enregistrement sur bande magnétique. Un certain nombre de poètes très popu-

lares, comme Galitch, Kim, Vyssotski, etc., ont pris l'habitude de chanter quelques-unes de leurs œuvres en s'accompagnant à la guitare. Comme il s'agit bien souvent de satires politiques qui ne sont nullement du goût de la police, il n'existe aucun disque de ces œuvres édité en U.R.S.S. En revanche, des milliers de bandes magnétiques circulent sous le manteau. Elles ont le double avantage de pouvoir être facilement recopiées et de n'occuper qu'un volume très restreint. Bien entendu, un grand nombre de ces enregistrements sont parvenus en Occident.

Une autre forme très répandue de transmission de musique et d'œuvres littéraires prohibées passe par les radio-amateurs clandestins, que la presse soviétique qualifie communément de « radio-voyous ». Dès 1964, les principaux quotidiens d'U.R.S.S. commencent à dénoncer la contagieuse pratique consistant à confectionner de toutes pièces de petits postes émetteurs et à les utiliser sans licence. La *Komsomolskaïa Pravda* du 12 février 1964 précise que les opérateurs sont généralement de jeunes ouvriers de 17 à 18 ans. L'article se termine sur une note menaçante :

« Si, en allumant votre récepteur, vous entendez la voix nasillarde d'un pirate des ondes, sachez que son sort sera identique à celui de la bande des radoteurs de Tioumène (il s'agit d'un groupe ayant été détecté par la police). »

Mais, bien que des mesures rigoureuses aient été prises, l'activité des amateurs de radiophonie illicite ne se ralentit pas.

Un an plus tard, le problème des clandestins de la radio est repris par l'hebdomadaire *Nedelia*. Ce journal affirme que, dans la région de Kalouga, fonctionnent de puissants émetteurs, dont les indicatifs sont : « le Gai Garçon », « le Voisin », « le Coup de pistolet du cow-boy », « l'Ange ». L'article se termine par ces mots : « On ne sait trop comment, mais cette véritable épidémie ravage tantôt le Donbass, tantôt Toula, tantôt l'Oural... »

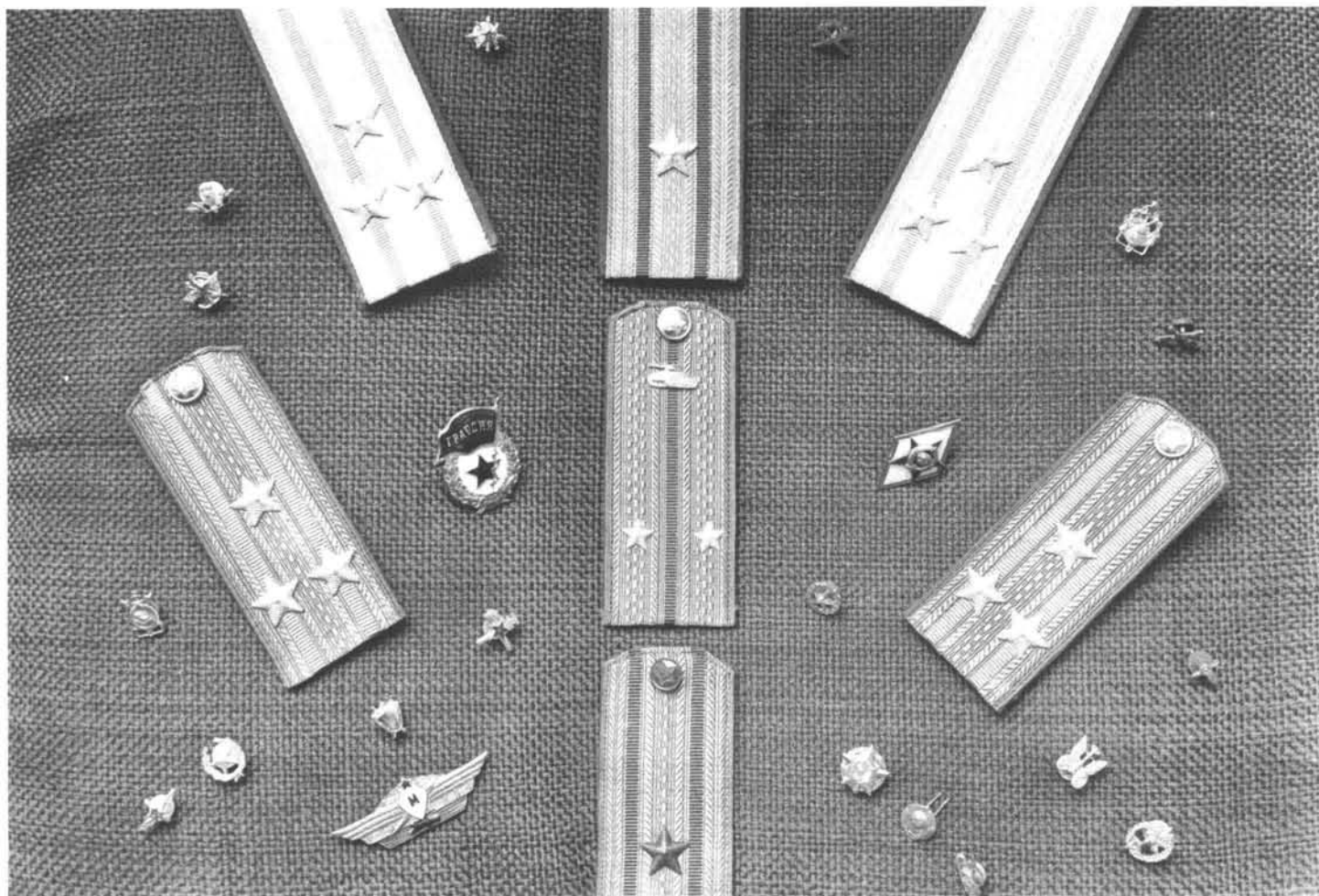
Certains clandestins opèrent même dans la région de Moscou.

Ainsi, progressivement, la technique de transmission des œuvres du *samizdat* et des informations concernant le combat des contestataires en U.R.S.S. se perfectionne et s'étend.

Un procédé audacieux : la conférence de presse

Malgré les brimades, les persécutions et la mise en œuvre de moyens de contrôle toujours plus importants, la dissidence fait tache d'huile. Ni les condamnations aux peines les plus lourdes ni l'exil ne semblent décourager les contestataires. Toutefois ils se rendent parfaitement compte qu'une action dont seule la police connaît les détails est pratiquement vaine. Il faut que l'opinion du monde entier soit informée de leur combat. C'est la raison pour laquelle les dissidents cherchent perpétuellement à perfectionner les méthodes de transmission vers l'Occident des informations et des documents.

Ainsi le procédé le plus audacieux et le plus efficace devient peu à peu la conférence de presse organisée à Moscou au vu et au su de la police. La première tentative de ce genre date de 1968. Au lendemain de la condamnation de Galanskov et de Guinzbourg, la mère de ce dernier décide en désespoir de cause de convoquer les journalistes



dans sa modeste demeure, rue de la *Bolchaya Polianka*. Après la tempête de protestations provoquée par le procès lui-même, l'initiative de Lioudmilla Guinzbourg paraît absolument inoffensive. Pourtant, elle provoque une réaction furieuse de la part des autorités. C'est Leonid Zamiatine lui-même, vice-ministre des Affaires étrangères et chef du Service de la presse, qui se charge de convaincre par téléphone les correspondants étrangers de ne pas bouger.

« Nous avons appris que vous vous disposiez à rencontrer un citoyen soviétique en liaison avec un événement récent, déclare-t-il d'une voix menaçante. Je vous rappelle que les règlements en vigueur en Union soviétique exigent que tous les contacts entre correspondants étrangers et personnes privées soient organisés par le Service de la presse. Toute violation de ces règlements entraînera de graves conséquences, et nous prendrons des mesures sévères... »

Finalement, la conférence de presse n'aura pas lieu. Cependant, quelques années plus tard, grâce notamment au dévouement de trois jeunes avocats français, Me Pérard, Me Piussan et Me Delcroix, qui se rendront à Moscou pour soutenir la cause des dissidents, la pratique des conférences de presse « sauvages » passera peu à peu dans les usages. L'académicien Sakharov, par exemple, convoquera à maintes reprises dans son petit deux pièces de Moscou les journalistes étrangers pour s'entretenir avec eux des problèmes de l'heure ou pour leur remettre des communiqués.

En réalité, cette pratique des contacts avec les correspondants occidentaux est fort ancienne. Cependant, jusqu'au milieu des années 60, elle relevait plutôt du roman policier et exigeait des précautions multiples pour dépister les sbires du K.G.B. Par la suite, lorsque l'opinion publique

Epaulettes de colonel du K.G.B., de lieutenant de char, de colonel d'aviation, insignes divers, en provenance directe d'U.R.S.S. et en vente à Paris!

FAITES VOTRE CHOIX !

EN avril dernier, L'Etoile Rouge, le quotidien des forces armées soviétiques, publiait un petit article dans lequel le colonel Bakounine se plaignait amèrement du mauvais approvisionnement des magasins d'équipements militaires. « Impossible en ce moment d'obtenir une casquette de tenue de travail avec la bande de coiffe de mon arme. Les parements de col et les épaulettes manquent également », se lamentait le colonel.

Nous pouvons révéler aux services de l'intendance soviétique où sont passées ces pièces d'équipement dont la pénurie affecte ses braves officiers. Ils sont à Paris!

Il existe en effet quelque part dans la capitale, au fond d'une petite rue tranquille, un bric-à-brac modeste où, depuis plusieurs mois, les collectionneurs avertis peuvent se procurer les tout derniers modèles des accessoires vestimentaires de l'armée et de la marine soviétiques. Epaulettes d'officiers supérieurs (pour tenue de sortie, d'été ou de travail, au choix), insignes des unités de la garde, plaques de poitrine de chef de char, parements de col, tout cela peut désormais s'acheter — fort cher — à Paris. On trouve même l'insigne en losange du haut état-major soviétique !

Quant à savoir comment tout cet attirail flambant neuf et portant le cachet réglementaire de l'intendance est parvenu en France, c'est un des mystères de l'étrange circuit qui permet aux informations, aux manuscrits, aux films, aux tableaux, etc., de franchir le rideau de fer.

du monde entier prit résolument la défense des dissidents, les contacts se multiplièrent, et les autorités soviétiques furent contraintes à plus de tolérance. Ces rapports entre journalistes étrangers et Russes contestataires apparurent ainsi au grand jour en janvier 1968, à l'occasion du procès des jeunes écrivains Youri Galanskov et Alexandre Guinzbourg. N'ayant pas eu accès à la salle d'audience, les nombreux amis des accusés et les correspondants de presse occidentaux battaient la semelle devant l'entrée du tribunal et commentaient ensemble les nouvelles. Après l'énoncé du verdict, deux éminents contestataires, Pavel Litvinov et Larissa Daniel, s'adressèrent pour la première fois aux hommes de bonne volonté du monde libre par le truchement des journalistes dont ils venaient de faire la connaissance :

« Nous nous adressons à l'opinion publique occidentale et, avant tout, à l'opinion publique soviétique. Nous en appelons à tous ceux qui ont encore une conscience et du courage. (...) Nous réclamons une condamnation publique de ce honteux procès et la punition de ceux qui sont coupables de l'avoir organisé ! »

Le même jour, cet appel était transmis à plusieurs reprises par tous les émetteurs occidentaux en langue russe, tandis que les radios du monde entier en communiquaient la substance à des centaines de millions d'auditeurs.

Par la suite, les contacts avec les correspondants occidentaux se perfectionnent encore. C'est ainsi que, le 28 juillet 1970, un document sensationnel était diffusé par la chaîne de télévision américaine C.B.S. Il s'agissait des interviews de trois dissidents notoires : Vladimir Boukovsky, Andreï Amalrik et Piotr Yakir. Réalisées, bien entendu, dans le plus grand secret, avec des moyens de fortune, ces interviews présentaient pour la première fois aux téléspectateurs occidentaux les visages de ceux que l'on prenait encore pour des personnages de légende. Le K.G.B. n'ayant pas eu vent de l'affaire, les bandes vidéomagnétiques avaient été exportées sans difficulté par les voies les plus normales. Cependant, dans les jours qui suivirent, l'auteur du document, William Cole, fut expulsé d'U.R.S.S. pour avoir « répandu des mensonges sur la réalité soviétique ». Cela n'empêchera pas d'autres journalistes de réaliser des séquences analogues, qu'ils réussiront eux aussi à exporter. Les douaniers soviétiques ne peuvent tout de même pas fouiller de fond en comble les valises de tous ceux qui quittent l'U.R.S.S. !

C'est ainsi que de nombreuses « fuites » se produiront au début des années 70, quand des milliers d'émigrés prendront le chemin d'Israël ou celui de la république fédérale d'Allemagne. Ils parviendront souvent à emporter dans leurs bagages, malgré des contrôles très sévères, des manuscrits d'appels politiques ou même de livres. De la sorte, l'Occident dispose aujourd'hui d'un grand nombre de documents relatifs à la vie en U.R.S.S. — sans parler des témoins eux-mêmes. Beaucoup de ces documents se pré-

sentent sous forme de microfilms, plus faciles à transporter et à dissimuler. Parfois, lorsqu'il est indispensable de faire sortir des originaux, les émigrés ou les messagers occidentaux qui se chargent de leur transport les fixent sur leur propre corps avec du sparadrap.

L'existence de ces exilés a d'ailleurs contribué au développement d'un nouveau moyen d'information sur l'Union soviétique : le téléphone. Certes, en U.R.S.S., tous les entretiens avec l'étranger sont théoriquement écoutés, mais lorsque leur nombre augmente, le contrôle devient plus problématique. D'autre part, il n'existe aucune raison péremptoire de les interdire ou d'en limiter la durée. Si l'on tient compte du fait que chaque émigré a généralement laissé plusieurs membres de sa famille en U.R.S.S., et que les seuls émigrés d'origine juive sont aujourd'hui plus de cent soixante mille (auxquels il faudrait ajouter quelques dizaines de milliers d'Allemands dits « de la Volga »), cela fait des centaines de milliers d'entretiens téléphoniques par mois. Si, en outre, les interlocuteurs s'entendent à l'avance sur certaines conventions de langage, il devient possible de transmettre sur-le-champ en Occident n'importe quelle nouvelle d'U.R.S.S. sans que le K.G.B. puisse s'y opposer efficacement.

Restent les informations confidentielles concernant, par exemple, l'activité de mouvements d'opposition tels que le N.T.S. (Mouvement solidariste). Trois moyens sont à la disposition des intéressés : les messages radio préalable-ment codés (procédé qui nécessite un équipement coûteux), les messagers en provenance d'U.R.S.S. (mais il est très difficile de se procurer en Union soviétique une *poutiovka* ou place dans un groupe touristique, et absolument aléatoire d'escompter un départ à l'étranger comme spécialiste ou comme délégué) et la cryptographie. On utilise également les encres sympathiques, qui permettent d'envoyer des messages extrêmement importants sur des cartes postales d'apparence anodine. Or l'expérience prouve que ce sont précisément les cartes postales, facilement contrôlables, qui traversent le mieux les barrages de la censure dans les deux sens. Par commodité, l'encre sympathique est parfois remplacée par des feuilles de papier spécialement enduit, que l'on utilise à la manière du papier carbone.

Ainsi, quelles que soient les mesures prises par les autorités soviétiques pour freiner l'extension de la contestation, elles ne peuvent plus entraver totalement l'échange d'informations entre l'Est et l'Ouest, échange d'ailleurs explicitement prévu par les accords d'Helsinki.

Tant qu'il existera en Occident des gens désireux d'entretenir des rapports avec les dissidents soviétiques et d'utiliser les informations en provenance d'U.R.S.S., le volume de ces nouvelles ira en augmentant, renforçant simultanément la combativité de la résistance soviétique.

Michel SLAVINSKY



Seuls les journaux étrangers qui « pensent bien » peuvent être vendus à Moscou. C'est ce que l'on appelle la « libre circulation des idées » !

Chapitre IV

SCÈNES DE LA VIE QUOTIDIENNE

Que sait le Russe moyen de la contestation ? Conteste-t-il à sa façon ? Trois Soviétiques ont accepté de répondre au "Crapouillot"

Officiellement, la contestation n'existe pas en Union soviétique, où la loi ne reconnaît que deux catégories d'individus : les bons citoyens et les hooligans (les voyous). Ce dernier terme désigne d'ailleurs aussi bien le sadique qui égorge une fillette après l'avoir violée que l'auteur de poèmes non conformes à la ligne culturelle du parti.

Pourtant, et sur ce point les témoignages abondent, le Russe moyen n'est pas insensible aux frissons de mécontentement qui périodiquement parcourent certaines couches de la population. Il n'est pas aveugle aux sursauts de colère ou de désespoir qui, certains jours, jettent des hommes isolés dans un vain combat contre la machine policière.

Comment cela est-il possible dans un pays où les moyens d'information sont entièrement entre les mains du pouvoir politique, et où la propagande filtre toutes les nouvelles ? Comment cela se peut-il dans un monde où la moindre confidence pessimiste, la plus banale plaisanterie est assimilée à un crime contre l'Etat ? C'est ce que nous avons cherché à savoir en demandant à trois citoyens soviétiques comment la contestation se manifestait dans la vie quotidienne — et en confrontant leurs réponses à quelques textes significatifs.

Il va sans dire que les identités de nos interlocuteurs ont été modifiées. Pour la simple raison que, si deux d'entre eux ont récemment fui l'U.R.S.S. (l'un à la faveur d'un voyage d'études en Occident, l'autre en s'achetant une grand-mère juive, ce qui lui a permis d'obtenir un visa pour Israël), le troisième n'était que de passage en France et a déjà regagné l'Union soviétique.

LE CRAPOUILLOT. — Un journaliste français qui a longtemps vécu en Union soviétique prétend qu'il y a dans ce pays deux catégories de citoyens : ceux qui appartiennent à la classe politique et... les autres. Qu'en pensez-vous ?

YOURI. — La meilleure façon de répondre à cette question est de vous donner un exemple. Mon jeune frère est né en 1960. Eh bien, je ne suis pas certain qu'il sache exactement qui était Staline. Vous ne pouvez pas imaginer en Occident ce qu'est la vie politique en U.R.S.S. Du jour au lendemain, des personnalités de premier plan, dont la photo était partout, qu'on citait en exemple dans les écoles, disparaissent complètement, entraînant avec elles tous ceux qui faisaient partie de leur entourage. Croyez-moi, cela rend les gens prudents ! Imaginez, par exemple, que, lorsque de Gaulle a été remplacé par Georges Pompidou, toutes les allusions au rôle historique et politique du général aient été aussitôt considérées comme des atteintes à la sûreté de la France ; imaginez que tous ceux qui l'entouraient aient été chassés de la vie publique, que les plaques des rues portant le nom de De Gaulle aient été déposées, que ses Mémoires aient été retirés des librairies et des bibliothèques... Imaginez que, quelques années plus tard, la même chose ait

recommencé avec Pompidou... Cela vous donne une idée de ce qu'est la vie politique chez nous. Pour faire de la politique en U.R.S.S., il faut, soit une belle dose d'inconscience, soit une soif incroyable d'honneurs et d'avantages. Parce que les risques sont grands... Or le citoyen moyen n'a ni le goût ni le temps de calculer ces risques.

DIMITRI. — C'est surtout la peur qui empêche les gens de faire de la politique. Chez nous, il y a deux façons de parler de politique : ou bien on tente d'émettre des idées originales, ou bien on répète les slogans officiels. Mais, en Union soviétique, les idées originales ne vous procurent que des ennuis. Vos amis se détournent de vous. Le K.G.B. vous convoque : « Camarade, vous avez dit telle ou telle chose. Pouvez-vous prouver qu'elle est en accord avec les principes du socialisme ? » Si vous vous entêtez, vous pouvez perdre votre emploi, votre droit aux vacances... Vous le voyez, l'originalité est trop dangereuse. Mais même si vous répétez les slogans officiels, vous n'êtes pas sûr de plaire. Prenez l'exemple de Martchenko. En 1960, il est enfermé dans un camp pour avoir tenté de quitter l'Union soviétique. Quelques jours avant sa libération, il est convoqué devant trois instructeurs du K.G.B. pour un contrôle de

formation politique. Au cours de la conversation, il cite une phrase de Lénine, dans laquelle celui-ci expliquait que la possibilité qu'avaient les Noirs américains de combattre pour l'intégration et de faire grève était un signe évident de démocratie et de liberté. Eh bien, les instructeurs ne sont pas du tout d'accord. « C'est une calomnie ! » hurlent-ils. Martchenko persiste, cite la phrase mot à mot, donne même la référence exacte dans les œuvres complètes de Lénine. Rien n'y fait ! « Vous avez mal compris Lénine, conclut un des instructeurs, vous ne resterez pas longtemps en liberté ! » Effectivement, six mois plus tard, Martchenko retournait en prison pour une vague infraction. Vous voyez, même quand on cite le Père de la révolution, il faut le faire au bon moment !

Le contrôle de la pensée politique des citoyens et l'arbitraire policier ne sont pas des faits nouveaux en Union soviétique. Le texte qui suit en est la preuve. John Scott est un ouvrier métallurgiste américain. Fasciné par le communisme, il est parti travailler en U.R.S.S. dans les années 30. Il est toujours resté un militant convaincu, et c'est sans aucune arrière-pensée critique qu'il a publié en 1945 Au-delà de l'Oural, un livre témoignage dont nous extrayons ce passage. En posant cette question préliminaire : comment, aujourd'hui, les membres du P.C.F. peuvent-ils encore affirmer que, jusqu'à Soljenitsyne, ils ignoraient les méthodes policières en usage en Union soviétique ?

« L'épuration soviétique usait de procédés fort habiles. Toutes les arrestations s'effectuaient la nuit : on cherchait toujours à surprendre son monde, appréhendant les individus au moment où ils s'y attendaient le moins, ou les laissant en paix des semaines entières alors qu'ils prévoyaient être arrêtés. Généralement, un sergent en uniforme et deux policiers en civil survenaient en automobile ; ils frappaient à la porte, présentaient poliment un ordre du procureur général ou de la direction locale du N.K.V.D. les autorisant à perquisitionner et à emmener telle ou telle personne. Puis ils fermaient la porte à clé. Nul ne pouvait pénétrer dans le logement ni en sortir jusqu'à la fin de la perquisition. On avait convoqué un voisin ou une voisine pour assister en qualité de témoin, puis signer une déclaration certifiant que les agents de l'autorité n'avaient pas abusé de leur pouvoir, c'est-à-dire n'avaient frappé personne ni volé quoi que ce soit. On dressait une liste et une quittance des objets confisqués. Leur besogne terminée, les agents (toujours polis et parfaitement taciturnes) s'en allaient avec la personne arrêtée. Chacun dans la maison, sauf le témoin ad hoc, ignorait ce qui s'était passé.

« Pendant plusieurs semaines, on laissait la famille de l'individu arrêté dans une ignorance totale. Le prévenu était incarcéré dans une des prisons de Magnitogorsk, où il pouvait songer à loisir à son affaire avant de subir le premier interrogatoire. Les geôles étaient surpeuplées ; des cellules construites pour recevoir vingt prisonniers en contenaient cinquante. Cela poussait les autorités à activer l'enquête et à envoyer leurs pensionnaires aussi vite que possible à leur lieu final de destination. Quelques semaines après l'arrestation, les parents de l'accusé recevaient une formule leur indiquant qu'ils pouvaient venir à telle ou telle heure lui apporter des paquets contenant de préférence des habits chauds, des sous-vêtements propres, du sucre, des oignons et de l'ail. Ces bulbes devaient combattre le scorbut qui faisait fréquemment son apparition parmi

les prisonniers nourris au pain et à l'eau et privés de grand air.

« Après l'arrestation de son mari, la femme perdait parfois son propre gagne-pain ; toute sa famille souffrait une espèce d'ostracisme social : chacun craignait de conserver des relations avec la parenté d'un détenu politique. Il pouvait en coûter d'être soi-même accusé plus tard d'intelligence avec les ennemis du peuple.

« On informait très rarement la famille des charges relevées contre l'accusé. Les visites étaient une exception. On ne les autorisait que dans l'intérêt de l'enquête. On ne permettait à un père de famille de voir sa femme et ses enfants qu'en présence d'un policier. On espérait ainsi rappeler au prisonnier que l'existence de ceux qu'il aimait dépendait de ses propres aveux et de la dénonciation de ses complices. »

John SCOTT, *Au-delà de l'Oural* - 1945.

HÉLÈNE. — Je vais vous citer un exemple précis du comportement des Soviétiques face à la politique. Quand Khrouchtchev a été chassé du pouvoir, et que la radio a commencé à le dénoncer comme un dangereux réactionnaire petit-bourgeois, ma grand-mère, qui le détestait, a ouvert la fenêtre et a crié : « Ils l'ont eu, le cochon ! » Nous avions une voisine qui n'écoutait jamais la radio. Quand elle a entendu ma grand-mère, elle est venue sur le balcon et a demandé : « Quel cochon ? » — « Nikita Sergueïevitch, bien sûr ! » a répondu ma grand-mère. La voisine est devenue toute blanche et elle s'est littéralement enfuie. Le soir, elle a sonné à notre porte : elle venait souvent nous voir pour demander de petits services à ma sœur, qui, à l'époque, était membre du parti. « Vous m'avez bien fait rire ce matin, a-t-elle dit en entrant. Ah oui ! ils l'ont eu le cochon ! Bravo ! » Et elle a commencé à raconter des choses incroyables sur Khrouchtchev. En quelques heures, elle était devenue plus virulente que ma grand-mère. C'est qu'entre-temps elle était allée faire des courses à Univermag, où elle avait eu confirmation de l'affaire.

Le journaliste Georges Bortoli, qui a passé trois années à Moscou comme correspondant de l'O.R.T.F., a lui aussi noté le peu d'empressement que mettent les Soviétiques à suivre à la radio ou à la télévision les bulletins d'informations et les discours officiels.

« Au restaurant, le garçon qui nous sert se signale par un superbe accent ukrainien — aussi repérable à Moscou que celui de Carcassonne à Paris. La conversation traînant un peu, je dis pour meubler :

« — L'accent de Brejnev.

« — Pourquoi ? demande innocemment ma voisine.

« C'est à mon tour d'ouvrir de grands yeux. Ma voisine est jeune, cultivée, point sotte, pourvue d'une jolie situation. Elle a chez elle, bien sûr, téléviseur et radio. Comment peut-elle ignorer que le premier personnage du pays, dont la télévision vient de diffuser en une semaine deux discours, pour une durée totale de trois heures, s'exprime avec l'accent des bords du Dniepr ?

« — Oh ! je ne regarde pas ces choses-là ! »

Georges BORTOLI, *Vivre à Moscou* - 1969.

LE CRAPOUILLOT. — A vous entendre, il suffit donc d'être en accord avec la doctrine officielle du moment pour être un bon citoyen soviétique.

YOURI. — Ce n'est même pas tout à fait exact. Prenez le



La plage de Yalta. La densité au mètre carré est comparable à celle de la Côte d'Azur au mois d'août.

cas de tous ceux qui ont été envoyés dans des camps de l'époque stalinienne. Normalement, après la déstalinisation, ils auraient dû être remis en liberté, avec des excuses. Or on les a gardés... Pourquoi ? Tout simplement parce que leur opposition à Staline ne procédait pas d'une analyse objective, comme le rapport Khrouchtchev, mais d'une tendance au comportement asocial. Voyez-vous, l'important en U.R.S.S. n'est pas seulement d'avoir raison : c'est d'avoir raison au bon moment. Ni trop tôt, ni trop tard !

LE CRAPOUILLOT. — Est-ce à dire, alors, qu'aujourd'hui plus personne ne fait de politique en U.R.S.S. ?

YURI. — Pas du tout ! Les membres du parti font de la politique. Cela signifie qu'ils apprennent les slogans officiels et qu'ensuite ils les diffusent, dans leur entourage, dans leurs lieux de travail, dans des réunions, dans des meetings... En échange, ils ont toutes sortes d'avantages : des magasins spéciaux, des emplois réservés, de tours de faveur dans les administrations et les hôpitaux, etc.

Tous les Soviétiques ne sont pas membres du parti, loin de là ! Officiellement le P.C.U.S. revendique 15 millions de membres, pour une population de 255 millions d'habitants. Quant aux cadres du parti — l'élite de l'élite —, Ilja Zemtsov, ancien professeur à l'institut Lénine de Bakou, en donne une image peu flatteuse.

« Pour réussir et avancer dans la carrière, le cadre du parti doit se plier à une discipline sévère : ne s'étonner de rien, être toujours prêt à accomplir sans discuter

les ordres de son chef — « un chef a toujours raison » — ne pas avoir d'avis personnels (les circulaires et les instructions en tiennent lieu), être serviable et dévoué à ses supérieurs, impénétrable et inaccessible à ses inférieurs, cynique avec ses collègues.

« On saura apprécier une tartuferie subtile, une hypocrisie adroite ; on lui demandera une absence de principes et une apparente modestie. Il est important que ce qui est compromettant — les liaisons amoureuses (le parti est très exigeant sur la moralité), les machinations louches — ne transpire pas et ne parvienne pas jusqu'à l'opinion publique. Il est bon d'avoir une certaine imagination : il vaut mieux que la maison que l'on s'est fait construire grâce aux pots-de-vin soit au nom d'un parent pauvre mais intègre, que la voiture appartienne à un frère professeur d'université, si on en a un ; il est aussi préférable de ne pas mettre son argent à la Caisse d'épargne à son nom, mais au porteur, ou mieux encore de le convertir en titres ou en or et de l'enterrer discrètement dans le jardin de sa datcha. »

Ilja ZEMTSOV, la Corruption en Union soviétique - 1976.

DIMITRI. — Les dissidents aussi font de la politique. Cela veut dire qu'ils réfléchissent sur les erreurs et les échecs du socialisme, et qu'ensuite ils publient les conclusions de leurs réflexions. En échange, ils ont... ce que vous savez ! Entre les membres du parti et les contestataires, le peuple se contente de survivre. Toutefois je dois préciser que c'est de moins en moins vrai.

LE CRAPOUILLOT. — Vous voulez dire que la contestation gagne même les couches les moins politisées de la population ?

DIMITRI. — La contestation, c'est beaucoup dire. Il vaudrait mieux parler de désenchantement. On a trompé deux générations en faisant croire aux gens qu'ils devaient souffrir pour assurer un avenir heureux à leurs enfants. Maintenant, les Russes se demandent quand viendra ce temps des enfants... Il y a trente ans, on nous disait : « C'est le beurre ou les canons. Mais, pour le moment, il vaut mieux choisir les canons, parce que nous sommes menacés par les forces impérialistes, qui préparent une offensive contre nous. » C'était l'époque de la guerre froide. Aujourd'hui, avec la détente, les gens se disent : « Les impérialistes ne nous attaquent pas, mais nous, nous n'avons toujours pas de beurre ! » Alors, ils commencent à se poser des questions. Certains murmurent même : « Si vous ne nous donnez pas de beurre, vous n'aurez pas de canons. On ne veut plus travailler le ventre vide ! »

LE CRAPOUILLOT. — On peut donc ne pas travailler, en U.R.S.S. ?

YOURI. — Là encore, il faut s'entendre. Si, pour vous, ne pas travailler signifie être « ostensiblement » inactif, c'est non. Parce que, si vous n'exercez pas d'emploi, vous êtes passible des peines prévues pour parasitisme, ou même pour hooliganisme. Certes, c'est moins grave que de publier un manifeste contre l'intervention soviétique à Prague, mais ça peut quand même vous envoyer dans un camp à régime sévère pour cinq ans !... Cela dit, il y a mille façons de ne rien faire tout en occupant un emploi. Savez-vous, par exemple, qu'il y a environ six ans, notre presse a publié une étude selon laquelle les Russes perdaient plus de trente milliards d'heures chaque année à faire la queue ?... Cela

veut dire que, pratiquement, chaque Russe consacre trois semaines par an à attendre à la porte des magasins. C'est pourquoi, dans un bureau où trois personnes sont censées travailler, on ne trouve jamais plus de deux personnes en même temps, quelle que soit l'heure à laquelle on se présente. La troisième est toujours en train d'écumer les environs pour voir si *oni vibrassivaïout tcho to khoroskoïé* — s'ils lancent quelque chose de bon. Ce quelque chose de bon va du dentifrice yougoslave aux chaussettes de coton importées d'Allemagne de l'Est en passant par le poulet hongrois. Dernièrement, j'ai trouvé dans un livre français consacré à l'U.R.S.S. et écrit par un journaliste très connu chez vous (1) une chose qui m'a bien fait rire. Ce monsieur parle de l'assiduité des Soviétiques et explique que si les Russes se promènent toujours avec un cartable à la main, c'est pour pouvoir s'instruire en toute occasion. Vraiment, il n'a jamais dû ouvrir un de ces cartables, car il y aurait trouvé de tout, sauf des livres. De la viande, des soutiens-gorge, des chemises, oui ! Mais des livres, sûrement pas !

HÉLÈNE. — Pour en revenir au travail, je peux vous parler d'une chose que vous ne savez sans doute pas en Occident : jamais nous n'avons eu autant d'exemples de sabotages qu'au cours de ces dernières années. C'est même si grave qu'on en parle dans les journaux. Il y a d'abord le sabotage par imbécillité. Par exemple, il y a quelques années, en Azerbaïdjan, on a construit un immeuble avec de beaux balcons ; malheureusement, derrière les balcons il n'y avait pas de fenêtres, mais des murs ! C'était une construction en préfabriqué, et, comme on manquait d'éléments avec fenêtre, on avait mis des murs aveugles. Mais on avait conservé les balcons ! Il y a aussi le sabotage par crainte. Un jour, une

(1) Il s'agit sans doute du livre de Léon Zitronne Interviews libres en U.R.S.S.



Les Russes perdent trente milliards d'heures chaque année à faire la queue devant les magasins !

entreprise de pièces détachées pour tracteurs reçoit une commande de deux mille pièces. Mais la quantité d'acier qu'on lui livre en même temps ne permet de fabriquer que quinze cents pièces. Le directeur de l'usine tente bien d'obtenir un supplément d'acier, mais il se fait rabrouer. Alors, par peur, il prend la décision suivante : les deux mille pièces seront fabriquées à un format inférieur d'un quart à la normale. Résultat : on a bien livré les deux mille pièces, mais elles étaient parfaitement inutilisables !

DIMITRI. — Des stupidités et des tricheries de ce genre, vous n'en trouvez pas seulement dans le travail. On peut constater la même chose, par exemple à propos de la délinquance. En U.R.S.S., dans plusieurs villes importantes, on n'arrête même plus les auteurs de vols de sacs à main ou de viol. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il y a une sorte de concours entre les villes : c'est à celle qui aura les statistiques de criminalité les plus basses... Comme on ne peut pas empêcher les crimes ni les délits, on ne les enregistre pas. Cela suffit à faire baisser les statistiques.

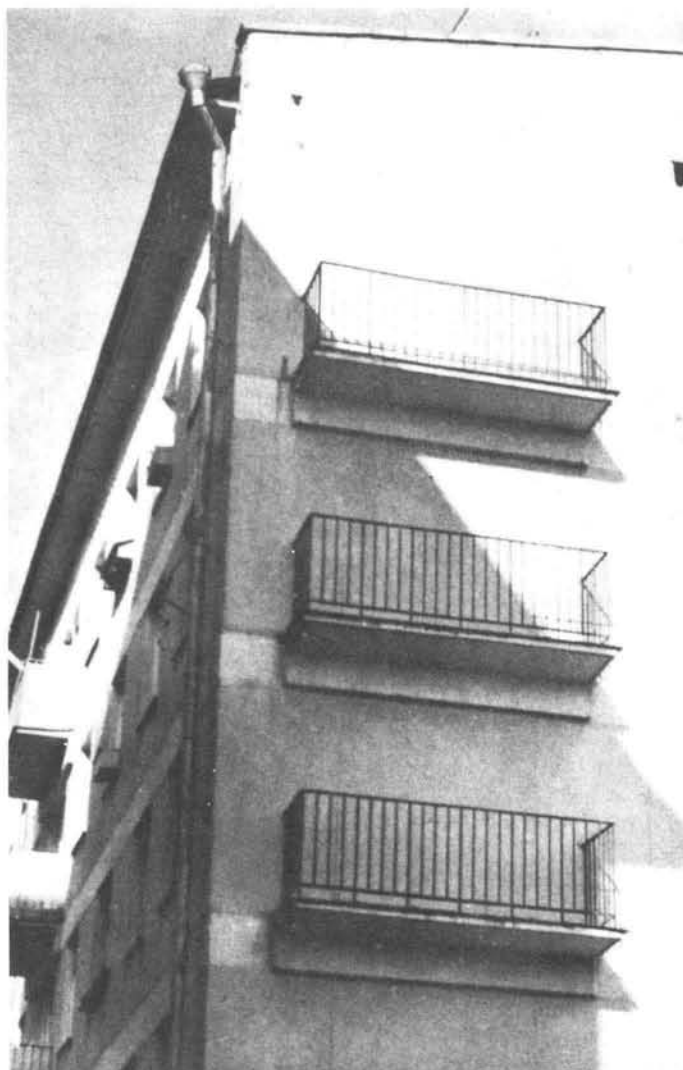
HÉLÈNE. — Excuse-moi, je n'ai pas terminé. Il y a encore une troisième forme de sabotage, que j'appellerai le sabotage normal ou habituel. Vous savez certainement que la production des usines, chez nous, est planifiée. Eh bien, à côté de cette planification officielle, les ouvriers russes ont mis au point leur planification personnelle. Elle est mensuelle et comporte trois périodes : *spiatchka*, *goriatchka* et *likhoradka*, c'est-à-dire, si vous voulez : hibernation, fièvre et délire. Pendant les dix premiers jours du mois, c'est l'hibernation : les ouvriers se reposent ; ils se disent : « Pas la peine de s'inquiéter, on a tout le mois pour tenir le plan. » Au cours des dix jours suivants, la fièvre monte : on commence à s'énervier un peu. Enfin, durant la troisième période, c'est la folie : on est en retard sur le plan ; on va se faire taper sur les doigts ; alors, on bâcle. D'ailleurs les Russes connaissent si bien ces méthodes que, lorsqu'ils achètent un objet coûteux, comme une paire de chaussures ou un poste de radio, ils vérifient toujours la date de fabrication. Si c'est *vipouchina vkansié miésitsa* — sorti à la fin du mois —, ils n'achètent pas.

LE CRAPOUILLOT. — Existe-t-il un sabotage politique ?

HÉLÈNE. — C'est possible, mais on n'en sait rien. Il est très difficile de se faire une opinion sur ce sujet, parce que, en U.R.S.S., le délit politique n'existe pas. Il n'est pas reconnu. C'est toujours du houliganisme. Mettre de la limaille de fer dans la boîte de vitesses d'un char d'assaut, c'est, pour les statistiques, la même chose que d'étrangler une fillette après l'avoir violée. Cela dit, je ne crois pas que le sabotage politique soit très courant, ni très efficace. Un dissident qui aurait le courage de faire ça se rendrait bien plus utile en distribuant du *samizdat*, par exemple.

LE CRAPOUILLOT. — Puisque vous parlez du samizdat, arrêtons-nous-y un instant. Et d'abord, pouvez-vous préciser ce que c'est ?

YOURI. — Le *samizdat*, c'est toute l'édition non officielle. Cela va des livres interdits aux tracts en passant par les journaux clandestins, comme *La Chronique des événements*. Mais, attention ! il ne faut pas commettre l'erreur qui consiste à voir dans le *samizdat* une affaire exclusivement réservée aux contestataires. Parce qu'il n'y a pas que les contestataires qui participent à la diffusion du *samizdat*. Il y a aussi des gens qui n'ont absolument aucune idée politique, mais qui trouvent dans cette activité de quoi gagner un peu d'argent. D'ailleurs cela provoque parfois des malentendus en Occident. Ainsi, de jeunes Occidentaux qui étaient venus en U.R.S.S. pour distribuer des œuvres de Soljenitsyne,



Il n'y avait plus d'éléments avec fenêtre, mais il restait des balcons. Alors on a placé les balcons devant des murs !

ont déclaré à leur retour que la majorité du peuple soviétique était acquise aux idées de la dissidence, parce que, dans le métro de Moscou, les gens s'étaient jetés sur leurs livres comme des fous, avant l'arrivée des miliciens. En fait, ces jeunes gens ignoraient une chose : c'est qu'une bonne édition de *l'Archipel du Goulag*, celle de I.M.C.A. Press, par exemple, qui est imprimée en France en caractères cyrilliques, peut atteindre cent roubles, c'est-à-dire presque le salaire mensuel d'un ouvrier. Il y a donc des tas de gens qui ne s'intéressent à ces œuvres que par souci du profit.

DIMITRI. — Attention ! il ne faudrait pas en conclure que tous ceux qui diffusent le *samizdat* sont des trafiquants ! La plupart sont tout de même de vrais militants. Et qui font preuve d'autant d'astuce que de courage. Tenez, il y a quelques années, des dissidents ont profité d'une grande soirée au Bolchoï pour lancer dans la salle des centaines de tracts protestant contre les persécutions dont étaient victimes les nationalistes ukrainiens. Aussitôt, le K.G.B. a bouclé le théâtre et fait sortir les spectateurs. Tous ont été soigneusement fouillés. Eh bien, cela n'a pas empêché que, six mois plus tard, on a retrouvé un de ces tracts en Ouzbékistan ! Le K.G.B. se demande encore comment il est arrivé jusque-là !

YOURI. — A propos du K.G.B., il y a une anecdote amusante. Pendant plusieurs mois, dans une des plus grandes

villes d'U.R.S.S., des revues clandestines ont été polycopiées sur une machine tout ce qu'il y a de plus officielle et, en attendant leur distribution, elles étaient cachées parmi des archives non moins officielles. En l'occurrence, il s'agissait de celles du K.G.B. ! Personne ne s'en est jamais aperçu. Pourtant l'employée qui avait eu cette idée de génie a été mutée. On avait découvert qu'elle était juive...

LE CRAPOUILLOT. — Peut-on parler d'une recrudescence de l'antisémitisme en U.R.S.S. ?

YOURI. — Une recrudescence ? Mais ça n'a jamais cessé ! Déjà avant la révolution, la Russie était le pays le plus antisémite du monde. Ça n'a fait que continuer. Récemment encore, une revue officielle a consacré sa couverture à la caricature d'un Juif, une caricature que n'aurait pas désavouée la propagande nazie. Tout y était : les yeux globu-



Imprimés à Paris en caractères cyrilliques, ces romans de Soljenitsyne sont vendus clandestinement en U.R.S.S.

leux, le nez crochu, les doigts griffus... C'était écœurant ! Remarquez, en Union soviétique, on n'attaque pas les Juifs ; on attaque les sionistes. Les Juifs, on n'a rien contre eux. Ils constituent une nationalité reconnue. C'est même inscrit sur leurs passeports. La seule différence, c'est que, contrairement à toutes les autres nationalités, ils n'ont pas de territoire à eux...

DIMITRI. — Pardon ! ils ont la république autonome du Berebidjan.

YOURI. — C'est vrai. Un territoire perdu au fin fond de l'Asie. C'était une idée de Lénine, je crois. Mais aujourd'hui, plus personne n'en parle.

LE CRAPOUILLOT. — Vous citez tout à l'heure le cas d'une femme qui a perdu son emploi parce qu'on avait découvert qu'elle était juive. Comment cela est-il possible ?

YOURI. — Pour ce qui est de perdre son emploi, ce n'est pas difficile. Il suffit que le *natchalnik* — le chef — décide que vous ne convenez plus. C'est tout. Pour ce qui est du motif racial, je préfère vous rapporter une histoire que l'on raconte dans les universités. Un étudiant en physique nucléaire présente sa thèse. Il est particulièrement brillant, mais il fait constamment allusion à un savant parfaitement inconnu, un certain Odnokamouchi. A la fin, le jury le félicite chaudement, mais, tout de même intrigué, lui demande qui est cet Odnokamouchi. Alors l'étudiant respire un bon coup et explique : « Oh ! c'est un type que les sionistes appellent Einstein (1) ! »

DIMITRI. — Dans certains cas, pour vous remercier d'un service, par exemple, un responsable administratif local de haut grade peut très bien vous proposer de « faire sauter la nationalité », c'est-à-dire de modifier votre passeport en y inscrivant « nationalité russe » au lieu de « nationalité juive ». Mais le contraire est possible aussi : j'en suis la preuve (2).

Le cas suivant, cité par Georges Bortoli, démontre d'une façon inattendue combien il est difficile d'être juif en U.R.S.S.

« A la radio travaille un fonctionnaire assez obscur, nommé Driesen. Nom suspect (3). Il sent les soupçons s'amasser dangereusement sur sa tête.

« Or Driesen n'est pas juif, mais baron. Baron von Driesen. Baron balte. Cette origine violemment contre-révolutionnaire, il a réussi à la cacher pendant plus de trente ans, ce qui est un exploit. Tout Soviétique, en effet, doit remplir un immense questionnaire, long de cinq pages, à chaque étape de son existence : pour entrer dans une université, avant son service militaire, quand il demande une place, quand il change d'emploi. Et, en général, chaque fois que l'autorité le juge bon (il est recommandé de ne pas se contredire d'une fois à l'autre). Les questions ne laissent rien dans l'ombre : Avez-vous résidé à l'étranger ? Y avez-vous des parents ? Quelqu'un de votre famille a-t-il subi une condamnation ? Dans quelles circonstances ? Quelqu'un de votre famille a-t-il servi jadis dans les armées blanches ? Chaque « oui » vous éloigne des places intéressantes et vous rapproche des pires ennuis.

« A force de pertes de mémoire et de flou astucieux, Driesen a réussi, année après année, sans jamais se couper, à cacher qu'il était un aristocrate, un ennemi de classe. Grâce à quoi il s'est installé dans ce bon petit travail. Et le voilà sur le point d'être chassé pour un quiproquo !

« Licencié pour licencié, il décide de tout dire, exhume d'une profonde cachette les parchemins familiaux, les quartiers de noblesse, arrive au service du personnel en se frappant la poitrine. « Je vous ai menti. Voilà qui je suis. »

« Devant lui, les visages se détendent. L'on fait la grosse voix pour le prince, mais paternellement.

(1) Littéralement, Einstein signifie en allemand « une pierre ». Or, en russe, « une » se traduit par *odno*, et « pierre » par *kamouchi*. D'où *Odnokamouchi* !

(2) Rappelons que Dimitri a acheté la nationalité juive pour émigrer.

(3) Les Israélites russes ont souvent des noms de consonance germanique.



Scène étonnante : à Moscou, dans le parc Gorki, des gitanes disent la bonne aventure aux passants.

« — Ah bon ! C'était donc ça... Mais pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ? Vous étiez sur le point d'avoir de graves ennuis.

« Et le baron retourne à son travail, l'âme légère. »

Georges BORTOLI, *Mort de Staline* - 1973.

LE CRAPOUILLOT. — D'une manière plus générale, y a-t-il des persécutions religieuses en U.R.S.S. ?

HÉLÈNE. — Là encore, il faut s'entendre. Si vous voulez parler de persécutions contre l'Eglise orthodoxe, je vous répondrai qu'il n'y en a pratiquement pas. On se contente de la dissuasion. Par exemple, cette année, la messe de Pâques, qui est la messe la plus importante pour nous, devait être transmise en direct du monastère de Zagorsk par la radio française. Eh bien, cela n'a pas pu se faire, à cause d'un incident technique. Comme par hasard !... Mais le fait que les autorités aient accepté le principe de cette transmission montre bien qu'il n'y a pas de véritable persécution. En revanche, il y a tout un tas de petites brimades : les églises sont brusquement fermées pour de prétendues réparations ; on organise des fêtes ou des réunions de jeunes à l'heure des offices ; la télévision diffuse les meilleurs films étrangers les soirs où il y a des messes qui normalement attirent du monde, etc. Mais ça ne va pas beaucoup plus loin. D'ailleurs le clergé orthodoxe est entièrement aux ordres du régime... Pour ce qui est des religions non reconnues, c'est autre chose. En ce moment, des sectes comme les pentecôtistes ou les témoins de Jéhovah connaissent un succès incroyable en Union soviétique. Eh bien, leurs prédicateurs sont obligés de vivre dans la clandestinité la plus complète. Quand ils sont pris, on les accuse d'être des agents de l'impérialisme, sous prétexte que leur foi est née aux Etats-Unis. Ou bien encore on les assassine carrément.

Dans les pays baltes, par exemple, on ne compte plus les prédicateurs baptistes qui ont été victimes d'étranges accidents de voiture, ni les enfants qui ont été renvoyés de l'école parce que leurs parents étaient baptistes.

LE CRAPOUILLOT. — Mais ne dit-on pas que la pratique de la religion orthodoxe est libre ?

HÉLÈNE. — Pour les adultes, oui. Encore que cela ne soit pas très bien vu. Mais pour les enfants, c'est différent. A l'école, par exemple, on fait de la propagande en faveur de l'athéisme. Il y a plus : quand j'étais enfant, j'ai moi-même assisté à de véritables procès publics. Toute la classe se réunissait autour d'un enfant dont les parents étaient des croyants déclarés : on l'interrogeait, on se moquait de lui... Si l'on est reconnu *verouyouchié* — pratiquant —, il y a aussi l'impossibilité d'adhérer à des mouvements de jeunesse comme les Pionniers ou le Komsomol. Malgré cela, je dois dire qu'il y a de plus en plus de croyants. Tout se passe comme si les gens étaient fatigués du communisme et cherchaient autre chose.

LE CRAPOUILLOT. — Par esprit de contestation ?

HÉLÈNE. — Peut-être, mais surtout par besoin intellectuel. Les sectes, par exemple, ne doivent pas leur succès à la contestation, puisqu'elles sont secrètes. Cela dit, il y a sans doute aussi un certain désir de paraître. Je me souviens du scandale qui a éclaté il y a quelques années à Moscou parce que de plus en plus de jeunes se promenaient avec une petite croix en or autour du cou. Le K.G.B. a même pensé qu'il s'agissait d'une sorte de signe de ralliement. Finalement, après toute une série d'interrogatoires, on a trouvé l'explication : le magasin *Goum* avait reçu d'on ne sait où tout un stock de ces petites croix, et aussitôt c'était devenu très à la mode. Cela n'empêche pas que, dans certaines

régions, la moitié des mariages sont religieux, et que la plupart des enfants sont baptisés. On raconte même à ce sujet une histoire amusante : pendant qu'un membre du parti faisait une conférence sur l'athéisme, sa mère et sa femme ont profité de son absence pour faire baptiser son fils !...

On complétera utilement les propos d'Hélène par ce témoignage d'Anatoli Martchenko, qui, condamné à six ans de travaux forcés pour tentative de fuite en Iran, a rencontré dans les camps des croyants déportés à cause de leur foi.

« Les « religieux », c'est le nom que l'on donne aux détenus incarcérés parce qu'ils croient en Dieu. Ils ne sont pas les seuls à croire en Dieu, il y a d'autres croyants parmi les déportés ; mais les « religieux » sont arrêtés et condamnés pour religion, précisément. Toutes les variétés sont représentées : musulmans du Caucase, d'Asie centrale, orthodoxes, baptistes, témoins de Jéhovah, évangélistes, sabbathiens et bien d'autres.

« La presse décrit parfois les crimes des fanatiques-sectateurs, les meurtres religieux, les immolations d'enfants, etc. J'ai peine à y croire ; parmi les nombreux et divers membres de sectes que j'ai pu voir dans les camps et à Vladimir, personne n'avait jamais tué. Tous sont contre le meurtre et la violence. Dans les camps de « politiques », il n'y a pas un seul « religieux » condamné pour le moindre meurtre. Ceux que la presse accuse de « meurtre » sont en réalité jugés pour « propagande antisoviétique » : pour avoir dit, par exemple, que tout pouvoir politique, y compris le pouvoir soviétique, ne vient pas de Dieu mais du diable ; pour avoir détenu et diffusé des écrits « antisoviétiques ». On les juge, comme nous tous, à huis clos, alors que les vrais assassins font l'objet d'un procès public. Et ensuite on dit de tous les « religieux », de tous les membres de sectes : « Tous les mêmes!!! Des fanatiques. »

« Le fanatisme des « religieux » ne se manifeste qu'en ce qu'ils défendent leurs propres convictions et préceptes religieux. Ce sont des gens très paisibles et très calmes, pour la plupart des vieillards frisant la soixantaine et plus, mais aussi quelques jeunes. Ils ne réagissent pas comme les autres déportés devant leur détention : ils se consolent de souffrir pour leur Dieu et pour leur foi, et ils endurent avec résignation les souffrances et les tourments. J'ai entendu des membres de certaines sectes chanter cette chanson :

*Le Seigneur a porté sa croix, il a prié seulement,
Il n'a pas appelé son Père contre ses ennemis.
Il a donné un admirable exemple de souffrance,
En lui brûlait la flamme de l'Amour saint.*

« Pourtant ces gens paisibles et résignés à tout, sauf lorsqu'il s'agissait de leur foi, venaient en foule à Vladimir pour non-exécution de la norme, pour refus de travailler les jours de fêtes religieuses. Ici, en prison, j'ai bien connu nombre d'entre eux. Presque chaque cellule comprenait un évangéliste, un sabbathien ou un témoin de Jéhovah et parfois même plusieurs membres de différentes sectes. L'administration les bafouait à son gré. Je m'en suis aperçu le premier jour. De nombreux croyants portaient la barbe, conformément à leurs préceptes : on les rase de force, menottes aux poignets.

« Et les jeûnes ? De quels jeûnes peut-il bien s'agir

lorsqu'on n'a rien à manger, qu'un jeûne continu se prolonge de jour en jour pendant des années, et que les gens en meurent à petit feu ? Mais la majorité des croyants voulaient observer, même ici, le régime maigre, comme le veut l'usage ; et pourtant, en prison, on mange tout ce qu'on vous donne. Nous leur disions :

« — On pourrait chercher au microscope la moindre trace de graisse dans la soupe de la prison.

« — Non, non, la norme tolère un peu de graisse ; peut-être en mettent-ils dans le chaudron, nous répondaient-ils.

« Les gardiens le savent. Les jours de jeûne, ils commencent par servir la soupe dans les cellules où il y a des croyants. Peut-être une petite tache de graisse émerge-t-elle au-dessus du chaudron plein ; pourvu qu'elle tombe dans l'assiette d'un homme qui jeûne, il cessera alors de manger, et les autres n'en mangeront pas. Les croyants savent qu'en général on les sert les premiers ; ils craignent de manger et de commettre un péché. Mais les gardiens ordonnent fréquemment aux préposés au service des repas de leur verser le dessus et de puiser un peu dans le fond, là où la soupe est plus épaisse : de toute manière cette assiette sera perdue, et pour les autres il ne restera que de l'eau.

« Lorsque nos croyants découvrirent cette ruse, ils se mirent à refuser systématiquement toute nourriture cuite les jours de jeûne, et ils restaient au pain sec et à l'eau.

« Quand on a faim comme à Vladimir, tout le monde n'a pas la force d'observer le jeûne et de refuser la nourriture. Alors les gardiens et l'administration les tournent en ridicule :

« — Vous mentez quand vous dites que vous êtes des croyants. Votre Dieu, c'est de la comédie !

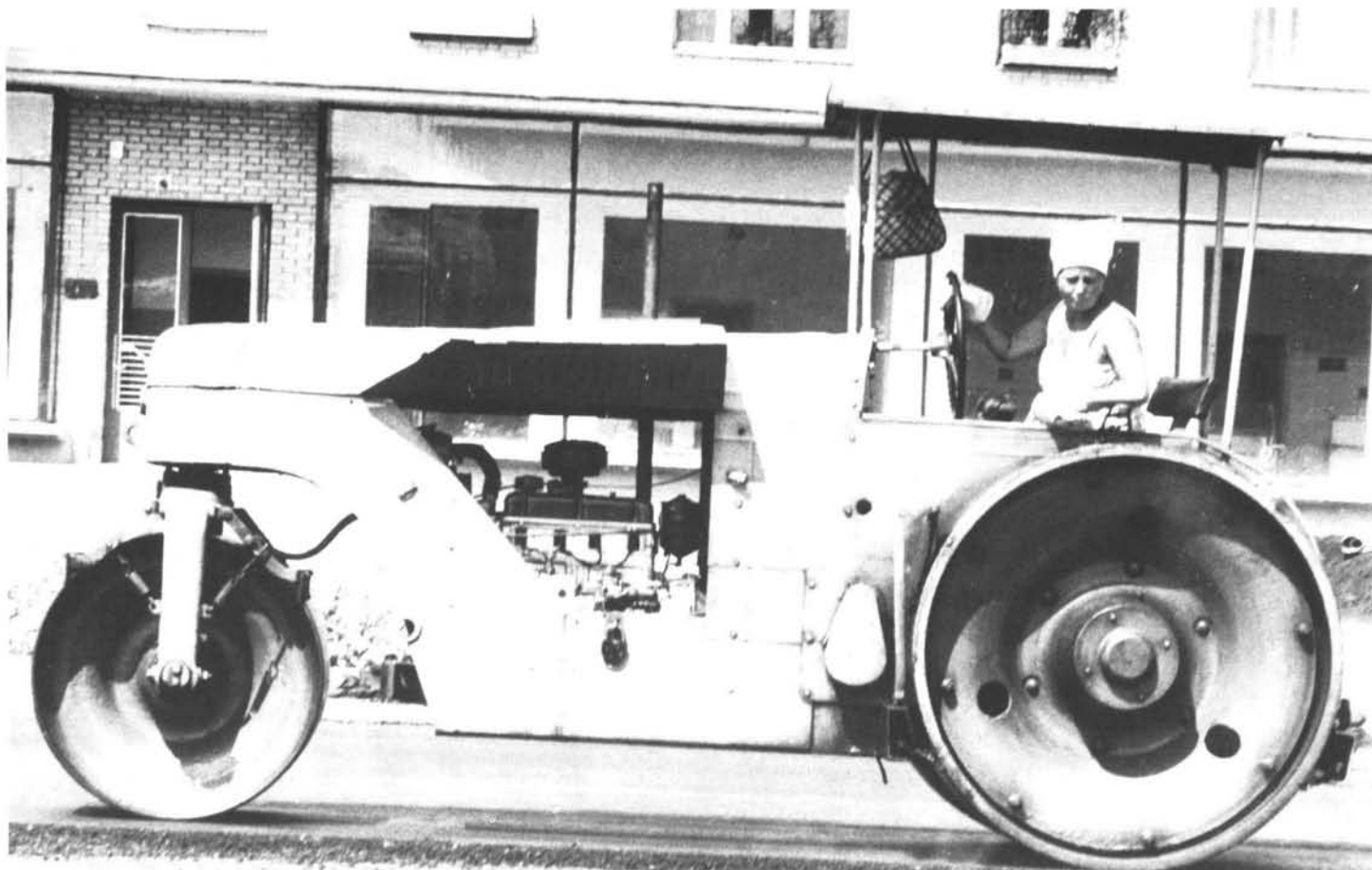
« Et lorsqu'en prison un « religieux » demande à voir le médecin, on lui dit :

« — Pourquoi vous inscrire à la visite ? Ecrivez donc à votre Dieu pour qu'il vous reçoive ; il vous soignera. »

Anatoli MARTCHENKO, *Mon témoignage* - 1970.

LE CRAPOUILLOT. — On parle beaucoup de la condition de la femme en Occident. Qu'en est-il chez vous ?

HÉLÈNE. — Il y a au moins un point acquis dans ce domaine : une femme qui fait le même travail qu'un homme touche le même salaire. Mais il faut reconnaître que cette égalité ne fait pas plaisir à tout le monde. La galanterie, par exemple, est considérée par les jeunes comme un comportement dépassé. D'ailleurs la politesse en général a pratiquement disparu des rapports entre Soviétiques. Vous savez à quoi on reconnaît un communiste chez nous ?... C'est la personne qui entre derrière vous dans une porte à tambour et qui en ressort la première !... Pour en revenir à la condition féminine, on peut dire que, malgré les slogans officiels, elle est la même en U.R.S.S. que dans une bonne partie du monde occidental. Cela signifie que la femme qui travaille doit aussi s'occuper du ménage et des enfants quand elle rentre le soir. Encore faut-il tenir compte de la mentalité russe, qui a toujours considéré la femme comme un être inférieur. J'ai des amies qui sont mariées à des ingénieurs, qui appartiennent donc à un milieu évolué, mais qui ne peuvent pas lire ce qu'elles veulent ! Monsieur doit d'abord donner son accord. Il y a d'ailleurs une histoire exemplaire que l'on raconte à ce sujet. Pour étudier l'in-

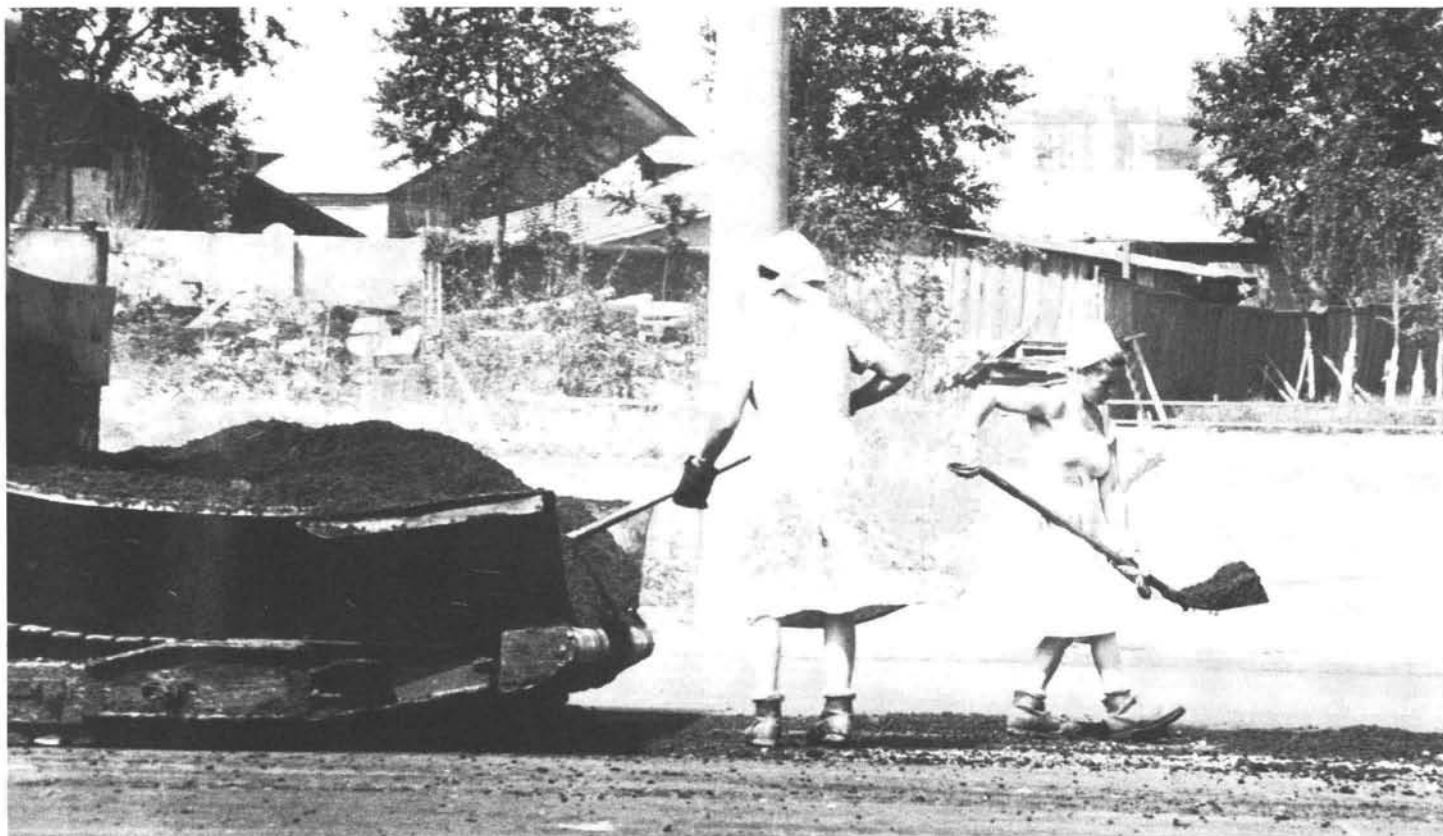


L'U.R.S.S. a une conception bien particulière de l'égalité des sexes : la femme doit être capable des mêmes pénibles travaux que l'homme. Aussi voit-on (avec étonnement) des femmes conduire des rouleaux compresseurs (comme ci-dessus) ou travailler dans les mines (comme ci-dessous).

fluence des théories marxistes sur le comportement amoureux des Soviétiques, l'Académie des sciences envoie sur une île déserte deux hommes et une femme. Au bout d'un an, une commission d'enquête vient voir ce qui se passe. Elle trouve les deux hommes en pleine discussion politique. « Où est la femme ? » demande un des commissaires. Alors les hommes en chœur : « Les masses laborieuses sont en train d'appliquer par le travail les théories émises par le comité politique. » Voilà la réalité de la situation ! En apparence, c'est tout différent. On fait suivre des cours de puériculture et de formation ménagère aux garçons, ce qui permet de vanter le caractère égalitaire du système. Mais quand les garçons sont devenus des hommes, ils reprennent à leur compte ce vieux dicton : « En Russie, les femmes travaillent et les hommes leur montrent comment faire. » Le résultat, ce sont ces spectacles qui étonnent tant les Occidentaux : les femmes cantonniers, les femmes boueurs, les femmes maçons... Il y a quelques années, la presse a violemment attaqué un directeur de mine qui employait des femmes au fond. Finalement, le directeur a été limogé, et les femmes ont été affectées à un autre emploi : on les a envoyées construire la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour !... Constituées en brigades, elles étaient chargées du montage des traverses. Mais ça, on en parle moins que de Valentina Terechkova... D'ailleurs même les communistes les plus sincères n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le problème de l'émancipation féminine. Ils citent la phrase de Lénine : « L'émancipation se fera lorsque les femmes auront les mêmes positions sociales que les hommes. » Et ils ajoutent : « Mais, pour le moment, elles n'ont pas les mêmes positions sociales. » Ça les fait rire !

On trouve une opinion identique chez le journaliste américain Hedrick Smith, qui a passé trois ans en





Combien de nos ardentes féministes voudraient ainsi tenir le manche ? Et en grandes « pompes » ?

U.R.S.S. comme chef du bureau du New York Times et qui vient de publier un livre capital sur l'Union soviétique.

« Dans leur carrière, les femmes soviétiques se plaignent tout autant que les Occidentales de la discrimination. A première vue, cela étonne, parce que la femme est partout présente dans la vie sociale. Les politiciens soviétiques tout autant que les Américains sont sensibles à l'« équilibre du programme » et s'arrangent comme eux pour mettre en avant les déléguées et représentantes féminines. Les propagandistes ne se lassent pas de vanter les femmes soviétiques et de les pousser au premier plan, comme s'ils ignoraient que ce sont les hommes qui gouvernent tout. La presse, par exemple, affirme fièrement que plus de femmes siègent au Soviet suprême que « dans tous les parlements réunis des Etats capitalistes ». Mais c'est une comparaison spécieuse. Le Soviet suprême n'est qu'une façade, une faveur accordée aux femmes (et aux minorités nationales) qui trompe souvent les étrangers. C'est un corps de fonctionnaires qui a toujours approuvé à l'unanimité toutes les propositions de lois.

« Au sein du parti communiste, le véritable appareil du pouvoir, la femme n'a pas plus d'influence, et probablement moins, que l'Américaine dans la vie politique des Etats-Unis. Pas un des quinze membres du Politburo, qui prend toutes les décisions importantes, n'est une femme. Pas plus qu'on ne trouve de femmes parmi les neuf secrétaires nationaux du Secrétariat général du parti, qui veille aux affaires courantes. On trouve six ou sept femmes au Comité central du parti, fort de 241 membres, une proportion légèrement inférieure à celle des femmes au Congrès américain (et

deux ou trois au moins ne sont que des représentantes des travailleurs, sans pouvoir personnel). Comme les Etats-Unis, l'U.R.S.S. est en retard sur des nations comme l'Inde, Israël, Ceylan et la Grande-Bretagne, qui n'hésitent pas à placer des femmes à la tête du gouvernement ou d'un grand parti politique. Depuis la révolution, la seule femme qui ait jamais siégé au Politburo fut Ekaterina Fourtseva, la grande amie de Khrouchtchev, qui fut bientôt limogée, mais siégea de 1960 à sa mort, en 1974, comme seule femme du cabinet soviétique. Au niveau des provinces et des républiques, pratiquement aucune femme n'a accédé à un poste de commandement. De temps en temps, en Russie comme dans les pays de l'Ouest, le chauvinisme masculin enraciné et inconscient peut ressortir de manière ridicule, mais la palme du grotesque, durant mon séjour, est revenue à la Commission soviétique pour l'Année internationale de la femme... présidée par un homme ! »

Hedrick SMITH, *les Russes* - 1976.

LE CRAPOUILLOT. — Et la contraception ?

HÉLÈNE. — En U.R.S.S., le seul moyen de contraception, c'est l'avortement. Il est pratiquement impossible d'avoir accès aux autres procédés : il n'y a pas de stérilets, pas de diaphragmes, la pilule est très rare, et les préservatifs sont très chers. Résultat : depuis que l'avortement a été légalisé, en 1955 — il était interdit sous Staline —, la natalité a baissé de près de 75 %. Remarquez, cette diminution des naissances a aussi des causes plus inattendues : les appartements surpeuplés, l'absence de lits à deux places, la fatigue des femmes qui travaillent, etc. Mais revenons à l'avortement. Il a pris une telle extension que les autorités se sont inquiétées. Depuis quelque temps, des affiches dans la rue et des

placards dans les journaux soulignent les dangers de ce procédé. Rendez-vous compte, il y a des femmes qui ont subi jusqu'à douze avortements !

L'écrivain contestataire Andreï Amalrik a été frappé lui aussi par la généralisation de l'avortement, même dans les contrées les plus reculées d'U.R.S.S.

« Les femmes de moins de quarante ans ont moins d'enfants que jadis, pas plus de deux ou quatre en général, et ceci grâce à l'autorisation de l'avortement. Un vieux me racontait en plaisantant que, lui, il avait douze enfants, mais que maintenant on ne laissait plus les femmes en avoir tant. » Maintenant, à Krivocheïno, on fait sauter les enfants au tisonnier. »

« Dans le village, où chacun connaît la vie de chacun, aucun avortement ne reste ignoré, et la société villageoise le commente toujours avec animation ; lorsqu'une femme va à l'hôpital du district, à Krivocheïno, se faire avorter, cela s'appelle « aller au festival », ou « aller à la fête ». Localement, le service médical se limite à l'aide-médecin qui vit au village voisin, et qui vient à Gourievka en été une fois par semaine, en hiver une fois par mois. »

Andreï AMALRIK, *Voyage involontaire en Sibérie* - 1970.

LE CRAPOUILLOT. — Vous parliez tout à l'heure des conditions de logement et de leur influence sur la natalité. Pourriez-vous donner quelques précisions ?

HÉLÈNE. — En effet, comment voulez-vous avoir plusieurs enfants dans les logements que nous avons ? Vous l'ignorez peut-être, mais la loi prévoit neuf mètres carrés par adulte. C'est-à-dire que, dans un deux pièces de quarante mètres carrés, il faut vivre à deux couples. Soit avec les parents, soit avec des amis. Je suis sûre que cette situation est à l'origine de la moitié des divorces. Ne serait-ce que parce que certaines personnes se marient uniquement pour avoir un appartement. Chez nous, cela s'appelle « louer un mari ». Quand une jeune fille veut quitter le domicile familial, elle cherche un mari à louer, lui verse mille roubles, l'épouse, obtient un appartement, c'est-à-dire une pièce plus un droit d'accès à la cuisine collective, puis elle divorce, moyennant cinquante roubles supplémentaires.

LE CRAPOUILLOT. — On lit pourtant partout qu'en U.R.S.S. les loyers sont très bas.

DIMITRI. — C'est vrai. Le loyer d'un studio correspond à peu près à 5 % d'un salaire moyen. Cela ferait en France environ 150 francs par mois. A cette somme il faut ajouter l'électricité et le chauffage. Mais comme le gaz est facturé au forfait en fonction du nombre d'occupants, il y a des gens qui se chauffent avec leur cuisinière à gaz et qui bricolent des becs de gaz pour s'éclairer. Voyez-vous, le problème n'est pas tant le prix que la difficulté de trouver un appartement. Il paraît que, depuis quinze ans, on a construit un milliard et demi de mètres carrés habitables. Eh bien, malgré cela, les conditions de logement sont encore épouvantables. D'abord parce qu'on a obtenu la quantité au détriment de la qualité... On dit ainsi à ceux qui cherchent un logement : « Evitez les étages supérieurs, parce que les plafonds sont fissurés, et les étages inférieurs, parce qu'il y a trop de bruit. » Si vous voulez vous documenter, je vous conseille de lire *Souvenirs d'enfance et de misère*, de Guselle Amalrik. Ce qu'elle raconte est encore vrai dans certaines villes : quatorze mètres carrés pour six personnes, cela n'a

rien d'exceptionnel... Conséquence : là aussi le marché noir règne en maître. A Moscou, les principaux centres de trafic de logements se trouvent dans les bains publics. Profitent également de la situation les gens qui sont propriétaires d'un logement coopératif et qui le louent en faisant payer un loyer dix fois supérieur à celui des appartements d'État et en demandant un an d'avance !

YOURI. — Encore heureux si l'on n'est pas expulsé au bout d'un mois parce qu'on aura déplu au propriétaire en faisant venir de la famille ou des amis !

LE CRAPOUILLOT. — Vous parlez de propriétaires. Est-ce que cette possibilité d'accession à la propriété n'est pas en contradiction avec les principes socialistes ?

YOURI. — Pas du tout. Pour la simple raison que, dans un appartement coopératif, ce ne sont pas les murs qui vous appartiennent, mais le droit de résidence. En fait, voilà comment cela se passe. Vous devez d'abord être accepté dans une coopérative, soit en versant des pots-de-vin, soit en faisant jouer vos qualités de bon citoyen — mais ce procédé est beaucoup moins sûr. Ensuite, vous versez 40 % du prix et vous attendez que la construction soit achevée — cela peut prendre cinq ou six ans. Puis vous payez pendant quinze ans des mensualités représentant les 60 % restants. Quand vous mourez, vos enfants héritent du logement s'ils habitent avec vous. Sinon, il revient à la coopérative.

LE CRAPOUILLOT. — Vous venez d'évoquer les pots-de-vin comme s'il s'agissait d'une pratique normale. La corruption est-elle si courante en Union soviétique ?

DIMITRI. — Parler de toutes les formes de corruption existant en U.R.S.S. demanderait une bonne semaine ! Le plus simple, c'est de vous donner des exemples. Et de commencer par une histoire. Un gamin revient de l'école en pleurant. Son père l'interroge : « Qu'est-ce que tu as ? — J'ai été chassé de la classe — Pourquoi ? — Le professeur m'a demandé un exemple de raisonnement logique... — Oui, et qu'est-ce que tu as répondu ? — On ne peut pas bien vivre avec son seul salaire. Or les autorités vivent bien. Donc les autorités ne vivent pas avec leur seul salaire. » Cette histoire est la traduction exacte de la réalité. En Azerbaïdjan, par exemple, il faut verser trente mille roubles pour entrer à l'école de médecine. Et cent roubles à chaque examen si l'on veut être reçu. Bien sûr, rien ne vous oblige à payer. Vous pouvez très bien faire comme cet étudiant qui, en 1968, a tué le recteur parce qu'il n'avait pas les moyens de lui verser le pot-de-vin exigé pour son examen de sortie... C'est bien simple, nous avons chez nous tout un vocabulaire relatif à la corruption. Ainsi, dans les magasins, il y a le *po blatou*, c'est-à-dire ce qui se vend « derrière la porte ». Normalement, quand vous voulez acheter quelque chose, vous devez faire la queue pour choisir et recevoir un ticket, faire encore la queue pour payer et obtenir un reçu, faire de nouveau la queue pour retirer votre achat en échange du reçu. Ça, c'est bon pour les masses. Pour les autres, il y a toujours la possibilité de voir le responsable et d'obtenir le même objet *po blatou*. Evidemment, ça coûte plus cher. Non pas parce que vous payez l'objet plus cher, mais parce que vous n'avez accès au *po blatou* que si vous connaissez intimement le responsable. Et pour le connaître intimement, il faut lui avoir graissé la patte !... Une autre forme de corruption, c'est le *na levo*, qui signifie littéralement « à gauche », mais qui peut se traduire par « travail au noir ». Là encore, les exemples ne manquent pas. Les chauffeurs des personnalités officielles sont des spécialistes du genre. Prenez le chauffeur d'un responsable quelconque : il

conduit son patron au restaurant réservé ; là, il sait qu'il est tranquille pour deux heures ; alors, pour se faire un peu d'argent de poche, il fait le taxi. Tous les gens sont au courant de cette combine. Vous pouvez les voir s'approcher d'une voiture officielle, bavarder quelques secondes avec le chauffeur, puis s'engouffrer dans la voiture qui démarre... Tenez, voici un autre exemple de *na levo*. Comme vous le savez, en U.R.S.S., les soins médicaux sont gratuits. Ça, c'est l'aspect officiel des choses. La réalité, c'est que si vous ne voulez pas attendre une intervention chirurgicale pendant des mois, il vous suffit de verser un pot-de-vin au chirurgien. Il faut dire qu'officiellement les médecins gagnent moins que les ouvriers qualifiés : alors, ils s'arrangent.

La presse soviétique stigmatise périodiquement ces levaki (dérouillards) qui réalisent des gains frauduleux en travaillant « au noir ». Voici un petit reportage tiré de la Komsomolskaïa Pravda.

« Bien que partis à 5 heures du matin, nous n'étions pas les premiers à l'aéroport. Sur la place, les voitures formaient une file importante.

« En promenant son regard expérimenté sur la rangée d'automobiles, Vladimir Kharlachine, lieutenant de la section urbaine de l'inspection automobile d'Etat, déclara : « Ils sont là ! »

« — Peut-être attendent-ils des parents ou des amis, lançai-je prudemment. Kharlachine secoua la tête : « Pas tous. Tiens, surveille cette Moskvitch, et la Volga en deuxième position, et la Jigouli claire, tu vas voir. »

« J'observai. Apparemment, les conducteurs de ces voitures ne se distinguaient en rien, bien que regardant attentivement les passagers.

« Enfin l'un d'eux se saisit des affaires d'une femme et se dirigea précipitamment vers sa Jigouli.

« — Il a trouvé, dit Kharlachine.

« Notre voiture le prit discrètement en filature. Il tourna longtemps dans les rues et les ruelles ; la rue était pratiquement déserte, et le conducteur nous avait, semble-t-il, repérés. En tout cas, à peine eut-il déposé sa passagère qu'il démarra en trombe. Je descendis de voiture, et Kharlachine se lança à sa poursuite.

« La femme, que le chauffeur avait fini sans doute par apitoyer, se mit à me démontrer qu'elle ne lui avait pas donné d'argent et qu'il ne lui avait demandé que trois mandarines. Sentant d'elle-même que sa justification n'était pas probante, elle détourna son regard.

« Kharlachine revenait avec le conducteur, qui nous raconta son histoire. Mais il en resta à la version mise au point avec sa cliente.

« — J'ai demandé trois mandarines pour ma mère malade... Croyez-moi, c'est la première fois que j'agis ainsi.

« Il était chauffeur dans un des garages de la ville et gagnait jusqu'à 200 roubles par mois. Sa femme gagnait aussi convenablement sa vie. Et alors, ces trois mandarines?... »

CHIROKOV, correspondant de la Komsomolskaïa Pravda à Frounze - 1975.

YOURI. — Il y a une belle histoire de corruption avec Ekaterina Fourtseva, le ministre de la Culture de Khrouchtchev. Elle avait fait obtenir un marché d'Etat à un entrepreneur, moyennant une fastueuse datcha au bord de la mer Noire. Quand Khrouchtchev est mort, elle a dû payer



Prise la main dans la datcha, Mme Ekaterina Fourtseva dut payer. Mais elle avait les moyens !

à l'Etat le prix de la villa. Ça lui a coûté 60 000 roubles, l'équivalent de quelque cinquante mois de salaire moyen. Eh bien, elle a payé cash ! Où croyez-vous qu'elle a trouvé cet argent ?

HÉLÈNE. — Je vais vous donner un exemple très simple. Les règlements administratifs ne prévoient pas de distribution d'essence pour les canots automobiles. Or plusieurs *apparatchiki* disposent de ce genre d'engin, et s'en servent. Tout le monde sait que l'essence qu'ils utilisent, ils l'ont obtenue par des moyens illégaux : soit en volant des bons à l'Administration, soit en soudoyant des distributeurs ou même des chauffeurs de camions-citernes. Et personne ne dit rien.

DIMITRI. — Puisqu'on en est au chapitre de l'essence, je peux vous préciser que les personnalités qui ont accès aux magasins réservés n'ont pas le même carburant que les masses. Ils ont droit à de l'essence avec un indice d'octane de 95 ; les autres doivent se contenter d'un indice d'octane de 65. D'ailleurs on peut facilement savoir si une voiture appartient à un responsable : elle ne porte pas de plaque d'immatriculation à l'avant. Cela date de Staline, qui redoutait les attentats : il ne fallait donc pas que l'on puisse identifier les voitures officielles qui se présentaient. Eh bien, croyez-moi, il y a aujourd'hui des gens qui sont prêts à payer des pots-de-vin énormes pour avoir le droit de ne pas mettre de plaque à l'avant.

Ilja Zemtsov, qui a exercé les fonctions de chef du département de l'Information au Comité central du Parti communiste d'Azerbaïdjan avant d'émigrer en Israël à la fin de 1973, oppose dans un parallèle saisissant le faste officiel à la situation réelle d'une république d'Union soviétique.

« Dans la salle de l'opéra au décor pompeux, les militants du parti se sont levés et accueillent avec enthousiasme Veli Iousoupovitch Akhoudov, le premier secrétaire du Comité central du P.C. d'Azerbaïdjan. (...) Au moment où a lieu cette réunion des militants du parti, quatre-vingt-dix-huit entreprises chôment (on n'a pas livré les matières premières); dans les sovkhoses les travailleurs n'ont pas été payés; d'après le ministre de l'Agriculture, les sommes destinées aux salaires ont déjà été dépensées.

« Quand Akhoudov monte à la tribune et commence son discours, dans les commissariats de police de la république les employés de service terminent leurs rapports sur les événements de la nuit : cent quatre-vingt-treize vols, quatre-vingt-douze vols. Rien de particulier à signaler; la veille, il y en avait eu tout autant.

« Quand Akhoudov achève son discours, les responsables de la police judiciaire et les médecins légistes se penchent sur les corps de ceux qui ont été assassinés — ce jour-là il y en a douze. Dans les hôpitaux, on donne les soins d'urgence aux blessés — soixante-douze personnes. Le chef de la milice, le colonel Rsaev, se demande ce qu'il doit faire avec les femmes victimes d'un viol : s'il attend jusqu'au soir, elles retireront peut-être leur plainte par crainte de la publicité. C'est ce qui s'est produit la veille.

« Quand Akhoudov remercie les mille sept cent cinquante-cinq personnes pour leur accueil chaleureux et leurs applaudissements, d'après les chiffres du ministère de la Culture d'Azerbaïdjan, on compte dans la république quarante-neuf mille adultes analphabètes et trente-deux mille enfants qui ne sont jamais allés à l'école ou qui ne la fréquentent plus. Au même moment à Bakou, à l'hôpital « Semachko », les médecins refusent d'opérer un enfant de l'appendicite, car son père, le général Rojkov, est en voyage et ne peut donner les deux mille roubles de pot-de-vin, comme il est d'usage en pareil cas. L'enfant mourra d'une péritonite quelques heures plus tard. »

Ilja ZEMTSOV, *la Corruption en Union soviétique - 1976.*

LE CRAPOUILLOT. — Certains touristes parlent de marché noir en Union soviétique. Existe-t-il vraiment ?

DIMITRI. — Je vais encore vous raconter une histoire. Dans l'avion qui relie Tbilissi à Moscou, un homme se lève, brandit un revolver et ordonne au pilote de gagner un pays occidental. Mais, du fond de l'appareil, surgit un petit Géorgien tout ridé, qui assomme proprement le pirate et crie au pilote : « A Moscou ! » A l'atterrissage, on l'entoure, on le remercie, on le félicite pour son courage. « Oh ! vous savez, répond le petit Géorgien, ce n'était pas du courage ! Mais qu'est-ce que j'aurais fait avec mes dix mille œilllets en Occident ? » Il faut vous dire qu'à Moscou les fleurs sont très rares et qu'elles peuvent atteindre des prix fabuleux... De toute façon, un rapide calcul vous démontrera que, sans corruption et sans marché noir, il serait impossible d'acheter une voiture ou un appartement en U.R.S.S. Or il y a des gens qui ont une voiture. Comment font-ils ? La réponse est simple : ils trafiquent. Ils trafiquent sur tout : la nourriture, l'essence, les vêtements, les livres, les disques, etc. Un bon



Le marché noir des livres est florissant en U.R.S.S. Et les autorités ferment les yeux.

disque des Beatles, par exemple, peut valoir jusqu'à un mois de salaire ; un blue-jean occidental atteint 100 roubles ; un exemplaire de *Playboy* en bon état se loue 1 rouble par jour... J'ai un camarade qui avait reçu un magnétophone à cassettes en cadeau : eh bien, il a fait fortune en recopiant des disques des Pink Floyd et en vendant les cassettes. Le problème est d'ailleurs si préoccupant que les journaux en parlent ouvertement. Je me souviens d'un article de la *Leningradskaïa Pravda* qui dénonçait les méfaits des *farsofchiki* — les trafiquants de vêtements. Ceux-ci faisaient le siège des touristes de l'hôtel Astoria pour leur acheter leurs jeans... Du reste, il est facile de reconnaître les *speculants* : ce sont les meilleurs clients des restaurants. Ils arrivent à dépenser 500 à 600 roubles en une seule soirée.

YOURI. — Il y a aussi toutes sortes de petits trafics. Sur les billets de théâtre, par exemple. Vous avez des gens qui achètent une cinquantaine de billets et qui s'installent dans le hall du théâtre en attendant l'arrivée des spectateurs. La même chose a lieu pour les grandes rencontres sportives. Il existe également un trafic sur les livres. Pratiquement, la plupart des beaux livres, éditions critiques ou œuvres complètes, sont vendus par souscription. Alors, vous avez des spéculateurs qui réservent plusieurs collections et les revendent par la suite. Une belle édition des œuvres de Dostoïevski peut tripler de valeur en quelques jours.

LE CRAPOUILLOT. — Même la presse, dites-vous, parle du marché noir. Cela semble en contradiction avec ce que l'on a l'habitude d'entendre sur le conformisme prudent de la presse soviétique, ne trouvez-vous pas ?

DIMITRI. — Vous connaissez les titres de nos principaux journaux : la *Pravda* et les *Izvestia*. *Pravda* veut dire « vérité », et *Izvestia* signifie « nouvelles ». Eh bien, nous avons un proverbe qui dit : « *Niet pravda v'Izvestia, niet izvestia v'Pravda.* » Ce qui peut se traduire par : « Il n'y a pas de vérité dans les *Nouvelles*, il n'y a pas de nouvelles dans la *Vérité*. » Cela résume assez bien le problème de la presse soviétique. Cependant un habitué parvient quand même à lire entre les lignes. D'abord, il faut savoir que la seule page où l'on trouve des informations est la deuxième. La première est généralement réservée aux communiqués officiels et aux discours ; les autres aux listes de décorés, aux résultats sportifs, etc. Mais en page deux, vous pouvez découvrir des choses. La mort de Khrouchtchev, par exemple, qui était annoncée par ces simples mots : « *Le retraité Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev est mort.* » Les grandes catastrophes ne sont que très rarement annoncées. On les devine en lisant la rubrique nécrologique et en constatant que, le même jour, dans un même endroit, une centaine de personnes sont mortes à un âge anormal. Il y a quelques années, c'est de cette façon que l'on a découvert qu'un violent accrochage avait eu lieu entre les troupes soviétiques et les Chinois sur le fleuve Amour... Ce manque d'information favorise toutes les rumeurs. Ainsi, quand le cosmonaute Khomarov est mort, on a raconté, faute de détail sur les circonstances de l'accident, qu'il s'était réfugié aux U.S.A. ! Bien sûr, il y a des journaux satiriques, comme *Krokodil*, ou des émissions de télévision ironiques, comme « *Pelengator* ». Mais on n'y attaque que les défaillances des individus, jamais les failles du système. D'ailleurs la censure et le contrôle sont tels qu'on n'y apprend pratiquement rien, sinon, par exemple, qu'en Ouzbékistan un directeur de kolkhoze a été limogé parce qu'il mouillait son lait. C'est ce genre d'information qu'on tire en longueur avec un humour laborieux. Mais vous ne trouverez jamais rien sur Brejnev...



« C'est le plus grand clown depuis Popov », disent les Russes de Brejnev. Avec plus d'ironie que d'amusement.

LE CRAPOUILLOT. — Brejnev ne fait peut-être pas rire.

DIMITRI. — Oh ! si, alors ! On prétend même que c'est le plus grand clown depuis Popov. Il a un accent incroyable et, comme il souffre de la gorge, on ne comprend à peu près rien à ce qu'il raconte. Vous savez ce qu'on dit chez nous ? « Ce qui rend supportable sa façon de parler, c'est qu'elle est le signe qu'il n'en a plus pour longtemps. » Il y a une autre plaisanterie que l'on fait souvent à propos de son élocution. On demande : « Savez-vous ce que c'est que *piski-siski* ? » En fait, il s'agit de mots du jargon des bambins soviétiques, dont l'équivalent en français pourrait être « néné-zizi ». Mais on répond : « C'est Brejnev qui dit *pessimistitcheski* (pessimistes) ! » Autre blague : on arrive quelque part en disant à haute voix : « J'ai la preuve que *Radio-Liberté* ne raconte que des mensonges : ils viennent d'annoncer que Brejnev avait une maladie de cœur ! » Vraiment, vous ne pouvez pas imaginer à quel point on se moque de lui. Quand il a été élevé à la dignité de maréchal de l'Union soviétique, ça été un éclat de rire général. L'autre jour, j'ai lu quelque part qu'il venait de recevoir sa carte de presse. J'aurais bien voulu assister à la cérémonie. Je suis sûr que même le rédacteur en chef de la *Pravda*, quand il lui a remis sa carte, faisait le *fig v karmane* (1).

(1) Littéralement « la figue dans la poche ». Ce geste typiquement soviétique, qui consiste à coincer le pouce entre l'index et le majeur, signifie en gros « va te faire foutre » et peut se comparer à notre « bras d'honneur ». Il se fait généralement dans la poche du pantalon, à l'abri des regards. D'où son nom.

LE CRAPOUILLOT. — Revenons-en, voulez-vous, à la contestation. Y a-t-il, comme en Occident, une contestation étudiante ?

YOURI. — Il y a eu plusieurs manifestations d'étudiants, mais rien de comparable avec ce que vous avez connu en mai 1968. Je me souviens pourtant qu'en 1970, à Odessa, il y a eu une importante agitation à l'université. Un groupe d'étudiants et de professeurs a dénoncé la nature antipédagogique des méthodes d'enseignement. Tout cela s'est passé à la suite d'un truquage d'élections. Finalement, le Comité central du P.C. d'Ukraine a frappé des deux côtés : le directeur de l'université a été limogé, et des étudiants ont été renvoyés. Mais, à vrai dire, il n'y a jamais eu en U.R.S.S. de véritables manifestations. Chez nous, la contestation étudiante prend surtout la forme de réunions politiques, de motions, de tracts ou d'écrits clandestins.

DIMITRI. — Cela est facile à comprendre. Il y a deux sortes d'étudiants. D'une part, les fils et les filles de ceux qu'on appelle les nobles sans naissance, c'est-à-dire les cadres du parti. Ce sont les plus nombreux et ils entendent avant tout conserver les privilèges dont bénéficient leurs parents. D'autre part, il y a les enfants des citoyens ordinaires. Ils sont moins nombreux et ils espèrent surtout échapper grâce à leurs diplômes à la vie monotone qu'ont connue leurs parents. Tout cela, vous en conviendrez, ne favorise guère la contestation. Les premiers, parce qu'ils sont certains de recevoir leurs diplômes, soit en payant des pots-de-vin, soit en faisant jouer les relations familiales, préfèrent s'amuser ; les autres, parce qu'ils ne veulent pas être renvoyés de l'université et se retrouver en usine ou dans une brigade de travail des nouveaux territoires, se tiennent tranquilles.

LE CRAPOUILLOT. — Ces étudiants qui s'amuse, quel genre de distractions ont-ils ? Et, d'une manière plus générale, quelles sont les distractions favorites des jeunes Soviétiques ?

YOURI. — Nous disons chez nous : « Il y a trois manières de passer le temps : premièrement, se soûler ; deuxièmement, se soûler ; troisièmement, se soûler. » En fait, la principale distraction des jeunes consiste à se réunir entre copains *na troikh* et à boire jusqu'à *zapoï*. C'est-à-dire à se réunir à trois et à s'enivrer jusqu'au moment où l'on tombe pratiquement sans connaissance. Le moyen le plus radical, c'est d'alterner les bouteilles de bière et les verres de vodka. Ça, c'est la distraction préférée des jeunes ouvriers. Chez les intellectuels, on est plus raffiné : on écoute de la musique interdite en buvant du cognac.

DIMITRI. — Il ne faut tout de même pas exagérer. La vérité, c'est que nous avons les mêmes distractions que tous les jeunes des autres pays : le théâtre, le cinéma, la lecture, la télévision, la danse, etc. Mais il n'en demeure pas moins vrai que l'alcoolisme est sans doute le fléau le plus grave d'U.R.S.S. Vous savez quelle a été la principale raison de l'impopularité de Khrouchtchev ? C'est qu'il a augmenté le prix de la vodka ! Promenez-vous le dimanche dans les rues des grandes villes et comptez les ivrognes : vous serez effaré. Même les miliciens ont renoncé à s'en occuper. A mon avis, cette ivrognerie est l'une des principales manifestations de ce que l'on pourrait appeler la contestation passive. Elle permet aussi de constater à quel point la peur règne au plus profond des esprits, car je n'ai jamais entendu un ivrogne, si imbibé fût-il, émettre la moindre critique contre le régime.

En 1950, Michel Gordey, grand reporter à France-Soir, fut l'un des premiers journalistes occidentaux à obtenir un visa pour Moscou. Il en rapporta un livre, dans lequel il notait déjà l'importance de l'alcoolisme en Union soviétique.

« Un autre phénomène dont l'ampleur fut pour moi une surprise, est l'ivrognerie. Dès ma première sortie nocturne dans Moscou, je fus étonné du nombre des ivrognes qui, par groupes de deux ou trois, titubaient



La jeunesse soviétique ne dédaigne pas les danses « décadentes ». Au contraire !

ou chantaient en plein centre, sous l'œil indifférent des policiers. Ce spectacle, je m'y suis habitué pendant mes deux mois en U.R.S.S. Je l'ai vu non seulement à Moscou, mais aussi dans les autres villes, grandes et petites, que j'eus l'occasion de visiter.

« Un jour, à une heure de l'après-midi, je vis, devant la grande gare de Koursk, à Moscou, deux militaires saouls, soutenant un troisième, qui, lui, était ivre mort. Ce groupe de trois soldats en uniforme, faisant des pirouettes, interpellant les passants, criant à tue-tête, provoquait une douce hilarité aussi bien chez les témoins de la scène que chez les « militzioners » qui montaient la garde devant la gare. Des officiers qui passaient par là, souriaient ou regardaient ostensiblement de l'autre côté. Apparemment (et réellement) c'était un événement parfaitement normal et personne n'allait intervenir, tant que l'ordre n'était pas vraiment troublé. Lorsque l'un de ces ivrognes militaires empoigna un « militzioner » par la manche et commença à crier dans son oreille des paroles décousues de sens, le policier se dégagea doucement et dit au soldat : « Ecoute, petit frère, ne fais pas de scandale et va-t'en bien vite. Est-ce que tu tiens à avoir des ennuis ? » L'ivrogne fut sensible à cette douceur et s'en alla effectivement avec ses deux compagnons, en chantant et hurlant de plus belle. Tout autour, les gens riaient avec une sorte d'attendrissement. Le même attendrissement qui, depuis des siècles, a été l'attitude généralement adoptée en Russie devant les excès alcooliques. »

Michel GORDEY, *Visa pour Moscou* - 1951.

HELENE. — Au sujet des distractions, je me souviens d'un article qui a paru dans *Troud* — le Travail — il y a deux ans. Il donne une idée de la façon curieuse dont certains Soviétiques conçoivent les loisirs. Voilà : l'article parlait de l'implantation d'une nouvelle usine dans un coin désert, et l'auteur s'étonnait que rien n'ait été prévu pour les ouvriers. « Il n'y a, écrivait-il, ni club, ni installations sportives, ni centre de loisirs, ni camp de prisonniers. » Textuellement ! Pour lui, le camp de prisonniers faisait sans doute partie des réjouissances !

LE CRAPOUILLOT. — Tout à l'heure, l'un de vous a utilisé une expression bizarre : il a parlé de « contestation passive ». Pouvez-vous expliquer de quoi il s'agit ?

DIMITRI. — Bien sûr. C'est même l'essentiel de la contestation en Union soviétique. Vous ne pensez tout de même pas que le pays est divisé en deux camps, l'un passant son temps à envoyer l'autre en prison au nom des grands principes socialistes ? En fait, il existe deux minorités : les communistes convaincus, d'une part, et les dissidents, de l'autre. Le reste de la population, je dirai 90 % des Russes, passe son temps à se gratter quand les communistes les démangent, en craignant que les excès des dissidents ne transforment ces démangeaisons en coups de bâton. La contestation passive, vous la rencontrez partout : dans les magasins qui ferment subitement pour de prétendus inventaires ; dans les usines qui se vident soudain au moment des grandes récoltes, parce que les ouvriers préfèrent travailler au grand air et percevoir en guise de salaire des produits qu'ils pourront revendre au marché libre ; dans le refus de lire la presse ou d'écouter la radio ; dans la façon de s'habiller, en portant des blue-jeans, par exemple, ou des chemises bariolées ; dans la façon de se comporter en public, en embrassant les filles dans la rue, par exemple, ce qui est mal vu ; même dans la façon de conduire. Savez-vous qu'en U.R.S.S. nous avons autant de morts sur les routes qu'aux Etats-Unis, alors que

nous avons cent fois moins de voitures ? Eh bien, moi, je prétends que c'est le signe d'un comportement suicidaire qui relève de la contestation passive.

Pourquoi y a-t-il si peu d'automobiles en Union soviétique ? Emmanuel Todd propose une explication dans la Chute finale.

« L'automobile est l'antithèse de la télévision, parce que son développement serait intolérable pour l'équilibre du système. Le totalitarisme ne peut accepter un accroissement de la mobilité des individus. L'une des clés de la dictature soviétique est le compartimentage du territoire et la segmentation de la société. L'automobile rendrait tous les contacts possibles et permettrait surtout aux dissidents de bouger sans que la police puisse contrôler leurs déplacements. Actuellement, les voyages, lorsqu'ils sont autorisés, se font par train et par avion. Les bureaux du K.G.B. installés dans chaque gare et dans chaque aéroport permettent un enregistrement suffisamment précis des mouvements individuels. Le K.G.B. serait débordé par une augmentation massive du nombre des automobiles. L'U.R.S.S. a importé quelques usines Fiat et Renault, clés en main. Mais il s'agit de fournir les apparatchiki en voitures de bonne qualité, pas d'amorcer une production de masse. Preuve concrète : l'U.R.S.S., qui produit par an environ 4,5 voitures pour 1 000 habitants (France : 60 pour 1 000), s'offre déjà le luxe de réexporter une partie de sa production, ce qui a quelque peu surpris les responsables de Fiat : ils comptaient sur la taille du marché soviétique pour leur éviter une concurrence à court terme. Les apparatchiki sont servis, la consommation intérieure peut stagner. »

Emmanuel TODD, *la Chute finale* - 1976.

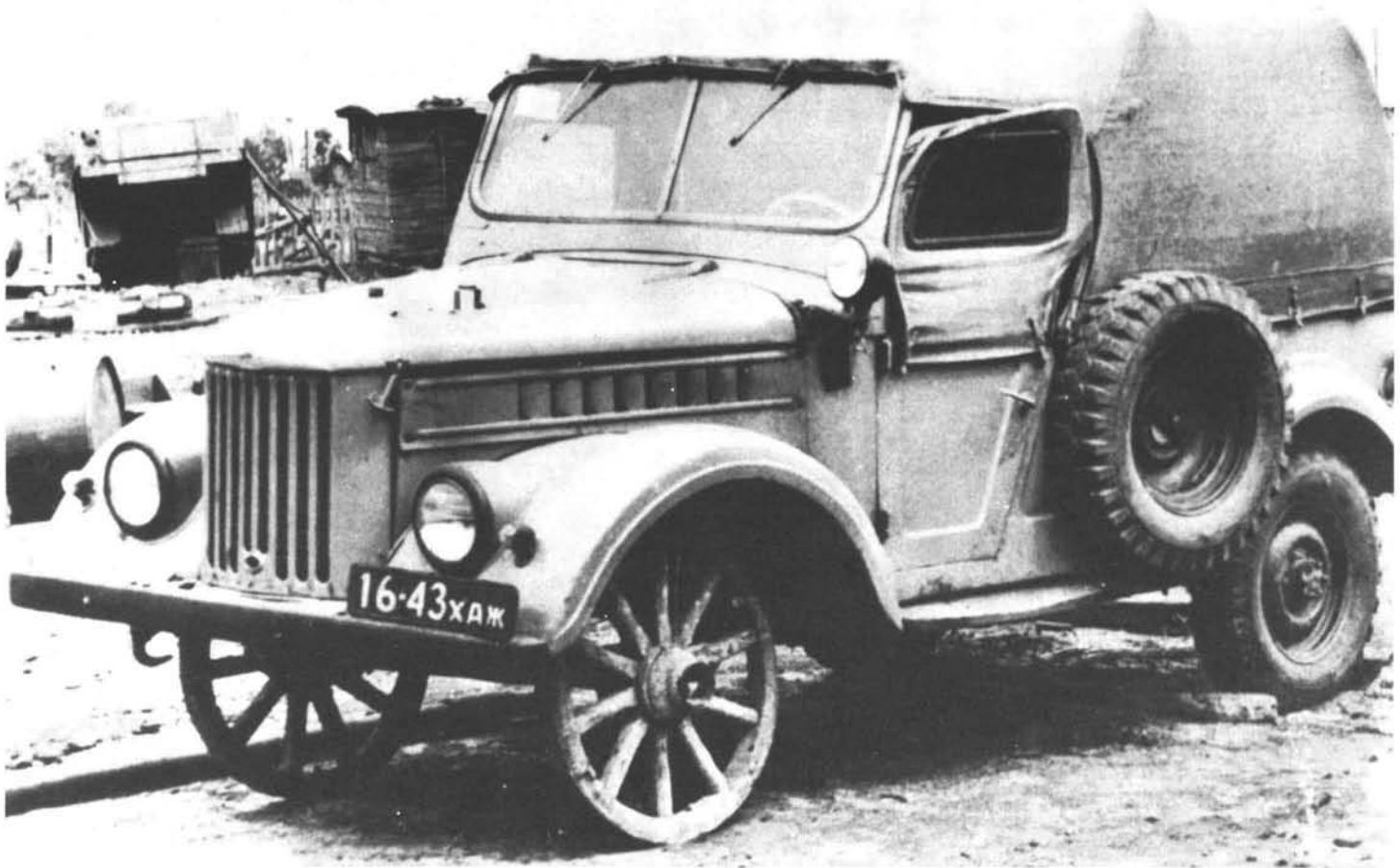
LE CRAPOUILLOT. — A propos de comportement suicidaire, sait-on si, statistiquement, le suicide est plus fréquent en Union soviétique que dans les autres pays développés ?

DIMITRI. — Et comment ! C'est au point que l'on a dû supprimer les pensions aux veuves des suicidés pour tenter d'enrayer l'épidémie. Mais je voudrais revenir aux accidents de la route. Ils ont trois explications : l'alcoolisme, d'abord ; la façon de conduire, ensuite ; en troisième lieu, l'état des routes et celui des véhicules. Mais c'est surtout la façon de conduire qui me paraît suicidaire. Savez-vous comment conduit le Russe en rase campagne ? C'est très simple : il démarre, il accélère à fond, et il passe au point mort... Quand la voiture ralentit un peu trop, il enclenche une vitesse, reprend de l'élan et recommence. Il paraît qu'avec ce système on économise l'essence et on est moins gêné par le bruit. Seulement, quand arrive un virage un peu serré, vous devinez ce qui se produit... Ma théorie est qu'un homme qui tient à la vie ne conduit pas de cette façon-là.

YOURI. — Je suis tout à fait d'accord. D'ailleurs c'est un peu la même chose avec l'alcool ou avec la drogue...

LE CRAPOUILLOT. — Parce qu'il y a des drogués en Union soviétique ?

YOURI. — Bien sûr ! Qu'est-ce que vous croyez ? Allez donc faire un tour du côté du café *Oktiabr*, à Moscou : vous y verrez des jeunes fumer de la marijuana en toute tranquillité. Ils ne risquent rien : les miliciens sont bien incapables de faire la différence entre l'odeur des cigarettes blondes et celle de la marijuana ! Cela dit, la drogue est un vrai pactole pour les trafiquants géorgiens. Ils cultivent la marijuana et même le pavot, et utilisent les services de passeurs spécialisés. Mais les drogués ont également d'autres sources d'ap-



Bien sûr, tous les véhicules soviétiques ne sont pas « chaussés » de la sorte. Mais, parfois, quand les pneus manquent...

provisionnement : les employés des hôpitaux, les médecins, etc. D'ailleurs beaucoup d'entre eux utilisent des drogues dures, comme la morphine ou la cocaïne. A Leningrad, il y a même eu une période L.S.D. Il paraît que ce sont les étudiants eux-mêmes qui étaient parvenus à synthétiser cette drogue dans les laboratoires de l'université. Face à ce problème, les autorités sont un peu coincées. D'abord parce qu'il n'y a pas de véritable législation des stupéfiants en U.R.S.S. La seule chose que risque un drogué, c'est de subir une désintoxication forcée. Ensuite parce qu'on sait très bien en haut lieu qu'en mettant la jeunesse en garde on provoquerait une réaction exactement opposée au but recherché. On ferait de la drogue un moyen supplémentaire de contestation passive, alors que, pour le moment, elle n'est encore qu'une façon de ne pas être comme tout le monde.

A propos des forces destructrices qui se manifestent en Union soviétique, on lira avec intérêt ce texte d'Andrei Amalrik, qui s'interroge également sur l'avenir d'un système bloqué par la bureaucratie et les « mandarins » en place.

« On peut dire, en résumé, qu'au fur et à mesure de son affaiblissement et de son autodestruction croissante, le régime devra se heurter — et il y a déjà des signes clairs de ce phénomène — à deux forces agissant de manière destructrice à son égard : le mouvement constructif (assez faible) de la classe moyenne et le mouvement anticonstructif des classes inférieures, qui s'exprimera dans les actions les plus destructrices, les

plus violentes et les plus irresponsables dès que ces couches auront conscience de leur impunité relative. Mais dans quel délai le régime doit-il attendre de telles secousses, combien de temps encore pourra-t-il se maintenir ?

« De toute évidence, cette question peut être examinée de deux manières différentes : dans la première hypothèse, le régime lui-même prendra des mesures décisives, radicales, pour se renouveler ; dans la seconde hypothèse, il acceptera passivement un minimum de transformations, afin de se conserver en l'état, comme cela se produit actuellement. La seconde voie me paraît plus vraisemblable, car elle exige moins d'efforts de la part du régime, elle lui paraît moins dangereuse et répond aux douces illusions des « rêveurs du Kremlin » actuels. Cependant certaines mutations du régime sont aussi théoriquement possibles : par exemple, sa militarisation et le passage à une politique ouvertement nationaliste (cela pourrait se produire par la voie d'un coup d'Etat militaire ou du transfert progressif du pouvoir à l'armée) ou bien au contraire des réformes économiques et par voie de conséquence une libéralisation relative du régime (par exemple, par la voie du renforcement du rôle des économistes pragmatiques, comprenant la nécessité de changements dans la direction). Ces deux possibilités ne paraissent pas invraisemblables, mais l'appareil du parti, contre lequel, en substance, seraient dirigés ces deux « coups d'Etat », a fait corps à ce point avec l'armée et avec les milieux économiques que ces deux

LES PRIX SOVIÉTIQUES (DE 1976) COMPARÉS AUX PRIX FRANÇAIS

Toute tentative d'établir un parallèle entre le rouble et le franc (ou toute autre monnaie occidentale) est vouée à l'échec, puisque le rouble n'est pas soumis aux mouvements qui affectent le marché monétaire international. Ce sont en effet les autorités d'U.R.S.S. qui déterminent arbitrairement le taux du rouble. Il est actuellement fixé à 6 francs pour les touristes qui se rendent en U.R.S.S. Mais, dans le même temps, il existe à Zurich un marché parallèle qui traite le rouble à 2 francs.

Il est donc aussi ridicule d'affirmer qu'un ouvrier soviétique payé 120 roubles par mois gagne l'équivalent de

720 ou de 240 francs, que de comparer le plateau de Millevaches à la toundra sibérienne. La seule attitude raisonnable consiste à comparer, à situation équivalente, le temps de travail nécessaire à l'acquisition d'un même produit dans l'un et l'autre pays.

C'est ce que nous avons fait en prenant pour base la situation d'un fonctionnaire moyen (chef de service) en 1976. Nous avons estimé son salaire mensuel (pour cent soixante-treize heures de travail) à 150 roubles en U.R.S.S. et à 3 000 francs en France. Les prix russes ont été relevés à Moscou en décembre 1976.

PRODUITS	U.R.S.S.	FRANCE
	(Temps de travail en 1976)	(Temps de travail en 1976)
Pain noir (1 kg)	9 minutes	4 minutes
Pain blanc (1 kg)	16 minutes	6 minutes
Lait (1 l)	18 minutes	6 minutes
10 œufs	58 minutes	20 minutes
Beurre (1 kg)	3 heures 54	55 minutes
Huile (1 l)	1 heure 57	26 minutes
Fromage (1 kg)	3 heures 35	1 heure 10
Sucre (1 kg)	58 minutes	8 minutes 30
Bœuf 1 ^{er} choix (1 kg)	2 heures 10	1 heure 32
Bœuf 2 ^e choix (1 kg)	1 heure 44	32 minutes
Mouton (1 kg d'épaule)	1 heure 57	1 heure 22
Poulet (1 kg)	3 heures 54	29 minutes
Poisson (1 kg de colin)	2 heures 18	1 heure 4
Carottes (1 kg)	32 minutes	7 minutes
Pommes de terre (1 kg)	13 mn à 1 h 5	2 mn 30 à 15 mn
Riz (1 kg)	57 minutes	17 minutes
Oranges (1 kg)	1 heure 31	10 minutes 35
Pommes (1 kg)	1 heure 37	7 minutes 15
Sel (1 kg)	4 minutes 30	2 minutes
Caviar (1 kg)	43 heures 20	53 heures 20
Vodka (1 l)	4 heures 12	2 heures 40
Vin (1 l)	1 heure 44	9 minutes
Cognac	19 heures 30	2 heures
Champagne	5 heures 10	1 heure 52
Café moulu (1 kg)	13 heures	1 heure 10
Chaussettes (coton)	1 heure 18	35 minutes
Bas (synthétique)	2 heures 10	15 minutes
Costume (homme)	130 heures	60 heures
Robe (coton)	10 heures 48	6 heures
Veste cuir	325 h au marché noir	50 heures
Chaussures cuir	43 heures 20	12 heures
Casserole (aluminium)	1 heure 18	1 heure 36
Réfrigérateur	195 heures	90 heures
Petite voiture	3 792 heures	950 heures
Voiture moyenne	8 125 heures	1 600 heures
Grande voiture	9 912 heures	2 600 heures

attelages, même s'ils se ruaient en avant, s'enliseraient bien vite dans le même marais. Toute transformation substantielle signifierait aussitôt des changements de personnes de la base au sommet; on comprend, pour cette raison, que les hommes qui personnifient le régime ne l'accepteront jamais : il leur paraîtrait trop cher et trop injuste de sauver le régime au prix de leur propre élimination. »

Andreï AMALRIK, *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ? - 1970.*

LE CRAPOUILLOT. — Il semble à travers vos propos que la jeunesse soviétique soit très intéressée par les mœurs occidentales. Comment parvenez-vous à connaître l'Occident en U.R.S.S. ?

HÉLÈNE. — Essentiellement par le cinéma et par la télévision. C'est-à-dire d'une façon qui, normalement, devrait être très négative, puisque tout ce qui nous est montré est censé étayer la thèse de la décadence du capitalisme. Je peux vous citer des exemples précis. La dernière fois que Brejnev est venu en France, nous avons eu droit à un long reportage sur votre pays. On voyait notamment Brejnev acclamé par une foule immense. C'est-à-dire qu'on voyait d'abord Brejnev en train de saluer du haut du balcon de la maison parisienne où a vécu Lénine, et ensuite une foule enthousiaste. Maintenant que je suis à Paris, j'ai pu constater moi-même qu'il était impossible de rassembler une telle foule devant la maison de Lénine... On nous a également montré des défilés, avec des gens qui brandissaient des banderoles, et le commentateur nous a expliqué que l'ouvrier français était accablé par la misère. Dans une autre séquence, on voyait des files de voitures garées le long des trottoirs, et on expliquait que les capitalistes français obligeaient les ouvriers à acheter des automobiles, mais que l'essence était si chère que personne ne pouvait rouler. On nous a encore montré la foule devant les grands magasins, en nous disant qu'il s'agissait de halls d'exposition de produits réservés à l'élite. Enfin, sur des images du marché aux puces, le commentateur a déclaré que c'était là que les ouvriers français achetaient le strict nécessaire... Il se dégageait de tout cela une impression de misère accablante. C'était très réussi. Malheureusement, ils ont voulu trop en faire. Pour terminer le film, ils ont voulu mettre l'accent sur le chômage et ils se sont longuement attardés sur une file d'attente devant un bureau de placement. Le lendemain, tout le monde parlait de cette émission. Mais savez-vous ce que les gens disaient ? Ils disaient : « Quand on voit comment les chômeurs sont habillés, on se demande dans quel luxe vivent les personnes qui travaillent. » Le spécialiste de la propagande qui avait monté le film avait simplement oublié qu'en U.R.S.S. un costume coûte un mois de salaire, et que personne ne pourrait sans travailler s'habiller comme un Français. Mais les spectateurs, eux, avaient tout de suite repéré ce petit détail.

YOURI. — Cela me fait penser à une petite histoire qui m'est arrivée quand j'étais à l'école. Un jour, le professeur a fait circuler dans la classe une photo tirée d'un journal français — de *Paris-Match*, je crois — où l'on voyait des communiantes en robe blanche. Il nous a expliqué que c'étaient des fillettes que leurs parents mariaient de force. Eh bien, vous ne pouvez pas savoir combien de temps cette

image m'a poursuivi. Pendant des années j'ai cru dur comme fer que les capitalistes achetaient des filles d'ouvriers. Vous voyez que la propagande la plus stupide peut avoir son effet.

DIMITRI. — Vous savez ce qui m'a le plus surpris quand je suis arrivé en France ? C'est la sécurité sociale. Jamais personne ne m'avait dit que ça existait. Je croyais vraiment que les soins médicaux étaient réservés à ceux qui pouvaient payer.

HÉLÈNE. — Moi, ce sont les marchés. La première fois que des amis français m'ont emmenée au marché, je n'arrivais pas à croire que toutes ces choses étaient vraiment à vendre.

LE CRAPOUILLOT. — Mais puisque l'image que l'on vous donne de l'Occident est si lamentable, comment expliquez-vous qu'il y ait encore des Russes qui veulent émigrer ?

DIMITRI. — Si vous le permettez, une dernière histoire. Un technicien soviétique qui revient d'Occident est convié à faire une conférence sur la décadence du capitalisme. Son exposé est bref. Le voici : « Camarades, c'est bien simple, on sent littéralement pourrir le système. Il pourrit, il pourrit, il pourrit..., mais, fichtre ! ce que ça sent bon ! »

Le petit extrait suivant d'un livre de Léon Zitronne est le parfait exemple de ce qu'un journaliste qui a trempé sa plume dans la propagande soviétique peut écrire. Tout y est : la transposition spé cieuse des roubles en francs, le colportage tranquille de mensonges classiques sur la baisse des prix, la contrevérité flagrante à propos d'une commande de dix mille voitures par les Etats-Unis, la reprise mot pour mot des poncifs les plus éculés de la doctrine marxiste. En résumé, un texte dont le ridicule achevé donne un aperçu de la valeur de l'ouvrage.

« — Que désirez-vous de la vie, jeune Vassili ? ai-je demandé avant mon départ.

« — Dans l'immédiat, un scooter. Ensuite, une auto. Je veux une Moskvitch pour aller à la campagne.

« La Moskvitch se compare à l'Aronde, en un peu moins rapide et un peu moins élégant. Elle vaut 12 500 NF. Cela paraît cher. Mais l'essence ne coûte que 0,40 et 0,50 NF le litre (elle est moins fine qu'en Occident). En trois ans, la différence de prix sera résorbée. A ce moment-là, la baisse des prix fera vendre les Moskvitch 8 ou 9 000 NF. Les Soviétiques ont raison de voir leur avenir avec confiance : les Etats-Unis leur ont déjà commandé dix mille de ces voitures.

« — Et puis, Vassili, plus tard ?

« — Je veux connaître le monde, lire tous les livres, écouter les concerts partout... Voir le football au Brésil et le cyclisme en France... Après, dame ! d'ici quinze ou vingt ans, nous atteindrons le communisme, et ce sera le bonheur ! »

Léon Zitronne vous parle de l'U.R.S.S. - 1960.

**Propos recueillis par
Serge de BEKETCH**



Chapitre V

L'HUMOUR ROUGE

EN 38 HISTOIRES

**Les Russes les racontent les premiers ;
souvent les Occidentaux les reprennent :
c'est le folklore de la contestation**

La *Pravda* organise un grand concours d'histoires satiriques sur l'action du gouvernement.

Premier prix : vingt ans de travaux forcés en Sibérie.



En Ukraine, un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture interroge un paysan :

— *Faites-moi un rapport concis mais complet sur la récolte de pommes de terre.*

— *Camarade, répond le paysan, si l'on mettait l'une sur l'autre toutes les pommes de terre que nous avons ramassées cette année, la pile atteindrait le paradis.*

— *Assez de sornettes, coupe le fonctionnaire, tu sais bien qu'il n'y a pas de paradis!*

— *Ouais! mais ce que je sais aussi, c'est qu'il n'y a pas de pommes de terre!*

(Citée par Mina et André Guillois dans 333 + 1 Histoires, éditions Planète.)



Réunion d'information à Leningrad. Le délégué du parti encourage les participants :

— N'hésitez pas, camarades, à demander franchement et librement ce que vous désirez savoir. Posez toutes les questions que vous voulez.

Pas de questions. Pour finir, le camarade Kratov se lève et prend la parole :

— J'ai trois questions à poser, dit-il. Primo, où va notre blé? Secundo, où va notre aluminium? Tertio, où va notre uranium?

— Je prends note de vos questions et j'y répondrai lors de notre prochaine séance.

La fois suivante, le même délégué encourage de nouveau les participants :

— N'hésitez pas, camarades, vous pouvez m'interroger franchement et librement. Posez toutes les questions que vous voulez.

Pas de réactions. Il insiste. Finalement, le camarade Antonov se lève et prend la parole :

— Une seule question à poser : où est le camarade Kratov?

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



A Leningrad, à quatre heures du matin, le concierge d'un grand immeuble frappe à toutes les portes en criant :

— *Ça n'est pas aussi terrible que vous pourriez le craindre. C'est juste la maison qui brûle!*

(Citée par Mina et André Guillois dans 333 + 1 Histoires, éditions Planète.)



Dans un petit village du Kazakhstan, l'instituteur interroge un gamin :

— Qui est ton père?

— C'est le grand camarade Brejnev.

— Et ta mère?

— C'est la révolution prolétarienne.

— Et toi, que voudrais-tu être?

— Orphelin!

— *Quels sont les meilleurs agronomes du monde ?*
 — *???*
 — *Les agronomes soviétiques !*
 — *Pourquoi ?*
 — *Parce qu'ils sèment du blé en Ukraine et le récoltent au Canada.*



Humour slave ? Pour soutenir le poteau, on a mis une poutre. Mais comment passera le train ?

Ivan Ivanovitch court chez le marchand et lui demande :

— Deux boîtes de fourmis, dix familles de punaises, un cent de cafards, un mille de puces, cinq couples de rats, une douzaine de souris des deux sexes.

— Mais, camarade, pour quoi faire ?

— Le tribunal du peuple vient de décider que je devais quitter mon logement et le remettre dans l'état où je l'ai trouvé quand j'y suis entré.

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)

Le pope à l'église :

— Selon le nouveau règlement, vous ne direz plus « Dieu soit loué ! » mais « Brejnev soit loué ! »

— Et si demain Brejnev meurt ?

— Alors vous direz « Dieu soit loué ! »



— Vous avez interviewé Brejnev ? demande le chef des informations de la Pravda à un reporter.

— Oui.

— Et qu'est-ce qu'il a dit ?

— Rien !

— Parfait. Rédigez-moi ça en vitesse. Mais, surtout, pas plus de six colonnes !

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



« Contre Boukovsky, nous avons échangé Corvalan, disent les Russes. Mais quel pays a dans ses prisons une crapule assez ignoble pour qu'on l'échange contre Brejnev ? »



« Il est certain qu'Adam et Eve étaient soviétiques », affirme-t-on à Moscou, avec l'explication suivante : « Ils n'avaient rien à se mettre, ils n'avaient qu'une pomme pour deux et ils se croyaient au paradis ! »



On conduit un homme dans une cellule où se trouve déjà un prisonnier.

— On t'a condamné ? demande l'ancien au nouveau.

— Oui.

— Combien ?

— Deux ans de prison.

— Qu'est-ce que tu as fait ?

— Rien. Je suis innocent.

— Si tu étais innocent, on t'aurait mis quinze ans, pas deux !

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



Dans une classe, à Sverdlovsk.

— Quel est le meilleur de vos élèves ? demande l'inspecteur.

Et le professeur répond :

— C'est Ivan Smirnov. Il a au moins un an d'avance sur les autres.

— Très bien. Ivan Smirnov, je vais t'interroger. Quels ont été les pires ennemis de l'Union soviétique ?

— Staline en premier, répond Ivan Smirnov.

— Et puis ?

— Après Staline, Khrouchtchev.

— C'est vrai. Et après Khrouchtchev ?

— Après Khrouchtchev, Brejnev.

A ce moment, l'inspecteur se tourne vers le maître :

— Vous aviez raison, camarade, il est en avance au moins d'un an sur les autres.

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



L'anecdote est authentique. Victor Sklovski, écrivain officiel, membre du parti et octogénaire caustique, arrive à l'improviste dans un bal somptueux réservé à l'élite du parti. Il regarde longuement les danseurs, vêtus d'uniformes bien coupés, et leurs cavalières, habillées de robes du soir profondément décolletées. Puis, soudain, il lance à haute et intelligible voix :

— Vous n'avez pas peur que la révolution arrive ?



Brejnev meurt et se retrouve au paradis, un peu étonné tout de même. Au bout de quelque temps, fatigué de jouer du luth et de chanter des cantiques à longueur de vie éternelle, il avise un nuage sur lequel des anges se donnent du bon temps avec de belles dames, jouent aux cartes, boivent de la vodka, etc. Il demande aussitôt son transfert et... se retrouve en enfer.

Là, tandis qu'un démon le pique de sa fourche, qu'un autre découpe sa peau en fines lanières, et qu'un troisième l'enduit d'huile bouillante, Brejnev hurle et proteste :

— Mais ce n'est pas du tout ce que j'ai demandé !

— Vous avez bien signé une demande de transfert ?

— Bien sûr, mais c'était pour aller sur le nuage où l'on s'amuse tellement. Il doit y avoir une erreur administrative...

— Aucune erreur, répond le démon. Le nuage, c'est notre service de propagande !



Brejnev visite une usine déguisé en ouvrier pour savoir ce qu'on pense de lui.

— Quelle est ton opinion sur Brejnev ? demande-t-il à un ouvrier.

— Camarade, répond l'ouvrier, ce n'est pas l'endroit.

Ils passent dans la rue. Mais il y a du monde.

— Camarade, ce n'est pas non plus l'endroit.

Ils vont dans un jardin public. Là aussi il y a des passants.

Enfin, on trouve un coin discret sur le bord du canal.

Alors, l'ouvrier glisse dans le creux de l'oreille de Brejnev déguisé :

— Il faut que je te le dise : il m'est très sympathique.

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



— Qu'est-ce qu'une rumeur ?

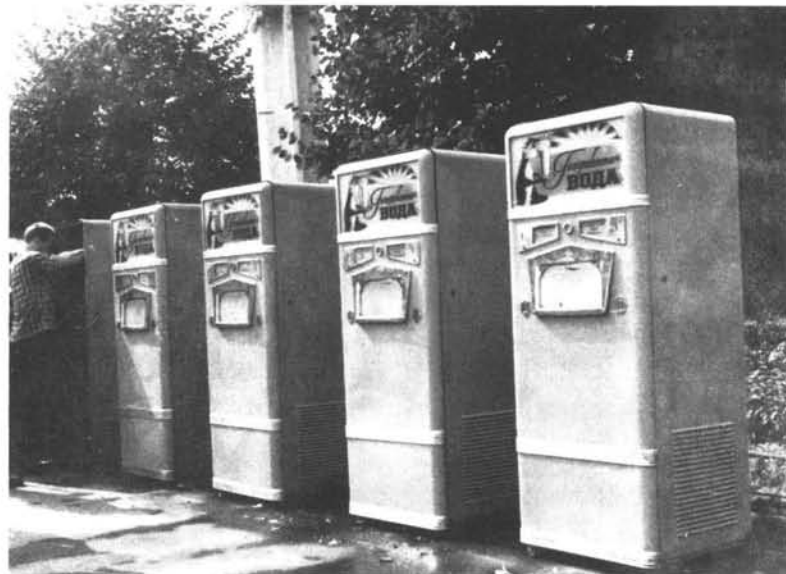
— C'est quelque chose d'inventé par les impérialistes, de réfuté par la Pravda, et qui, en fin de compte, se réalise en Union soviétique.



Deux citoyens soviétiques échangent des tuyaux :

— Tu sais, à Kiev, dit l'un, on distribue du saucisson.

— Ah ! Et comment faire pour en avoir ?



A Moscou, ces distributeurs automatiques ne servent pas de vodka, mais de... l'eau minérale.

— Suffit de prendre un billet de chemin de fer pour Kharkov.

— Mais pourquoi un billet pour Kharkov, puisque la distribution a lieu à Kiev?

— Imbécile! La queue commence à Kharkov, voyons!

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Dans toutes les chambres des hôtels de Moscou fréquentés par les touristes étrangers, on trouve cette inscription rédigée en quatre langues :

« Il est inutile de verser de l'eau dans les vases à fleurs : cela fait rouiller les micros. »



— Sais-tu que l'U.R.S.S. est le pays le plus riche du monde ? demande un Soviétique à un autre.

— Comment ça ?

— Eh bien, ça fait soixante ans que tout le monde vole l'Etat, et il reste toujours quelque chose à voler !



Deux personnes qui ne se connaissent pas sont assises sur un banc du parc Gorki, à Moscou.

La première pousse un soupir. La seconde proteste :

— S'il vous plaît, pas de politique en ma présence!

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



A Moscou, le chef du K.G.B. appelle Brejnev au téléphone :

— Camarade, des cambrioleurs se sont introduits cette nuit au Kremlin.

— Ils ont volé quelque chose ? demande Léonid.

— Hélas ! oui ! Tous les résultats des prochaines élections !



— Bientôt, lance un convaincu, chaque Soviétique aura son hélicoptère.

— Et qu'est-ce qu'il en fera ?

— Il pourra aller acheter ses chaussures à Kiev quand il y en aura là-bas.

L'agronome du kolkhoze meurt. Nikolai Dimitrovitch lui succède. On l'envoie suivre un stage de six mois à Krasnoïarsk, dans le cadre du programme de formation accélérée et de promotion prolétarienne.

Mais, décidément, le kolkhoze « Etoile rouge » n'a pas de chance. Voilà que le médecin succombe à une mauvaise grippe. Nikolai lui succède. On l'envoie faire un nouveau stage de six mois à Krasnoïarsk.

A peine est-il revenu, à peine s'est-il mis à soigner les bras cassés, les rhumes, les cirrhoses, que, c'est un fait exprès, le directeur de l'école du kolkhoze meurt à son tour. On appelle Nikolai, on lui annonce que, une fois de plus, il va lui falloir changer son fusil d'épaule.

— Oui, camarade, répond Nikolai Dimitrovitch, la discipline avant tout. Je suis un bon élément, un membre conscient et organisé de l'avant-garde du prolétariat. Je suis prêt à me dévouer pour l'avenir du socialisme. J'ai fait tout ce qu'on m'a dit de faire. J'ai été tour à tour agronome et médecin. J'ai suivi tous les stages nécessaires à Krasnoïarsk. Mais, aujourd'hui, c'est autre chose. Vous voulez que je devienne maître d'école. Vous voulez donc que j'apprenne à lire et à écrire. A mon âge ! Vous ne trouvez pas ça un peu exagéré ?

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Un miracle de la science soviétique parvient à ressusciter Lénine. On prévient Brejnev, qui se précipite et demande au père de la révolution soviétique s'il a un désir à formuler.

— Je voudrais simplement cinq secondes à la télévision, répond Vladimir Ilitch.

— Tout ce que tu voudras, camarade, même cinq heures...

— Inutile, cinq secondes suffiront.

On organise l'émission, on convoque la presse internationale, on réserve tous les circuits par satellites de la Mondovision. A l'heure dite, Lénine apparaît sur le petit écran. Il va parler, il parle, et l'on entend :

— Pardon !



Khrouchtchev convoque les écrivains et leur fait des reproches :

— Camarades écrivains, vous avez des villas, de l'argent, des magasins spéciaux ; on a des égards pour vous ; vous pouvez voyager, vous reposer dans des centres réservés. Pourtant vos œuvres... Non, ne me dites pas que vous n'êtes pas libres ! Depuis la mort de Staline, vous pouvez vous exprimer sans contrainte. Alors ?

Alors, Doudintsev se lève et dit :

— Cher camarade, vous vous demandez comment ça se fait. Permettez que je vous raconte une petite histoire. Il y avait une vieille femme qui se promenait avec son chien sur le bord du fleuve, quand elle vit un poisson d'argent qui étouffait sur la rive. Elle le prit et

le remet dans l'eau. Or le poisson devint une fée et lui dit : « Toi qui as bon cœur, fais trois vœux, je les exaucerai. — Je veux, dit la vieille, une bonne maison. » On lui donne un palais. « Je veux, dit la vieille, être jeune et belle. » Elle se transforme en une ravissante jeune fille. « Je veux, dit la vieille que tu changes mon chien en homme. » Et le petit chien se métamorphose en un grand et beau jeune homme. « Quel dommage, dit alors le chien, que tu m'aies fait couper l'année dernière ! »

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Brejnev, qui veut vérifier la cote de sa popularité, s'adresse à un institut de sondage soviétique.

— Voilà, dit-il au directeur de l'institut, j'ai le sentiment que 97 % des citoyens de l'U.R.S.S. sont pour moi. Voudriez-vous vérifier scientifiquement cette impression ?

Six semaines plus tard, le directeur de l'institut revient voir Brejnev avec un impressionnant rapport.

— Nous avons interrogé 170 213 407 personnes. Eh bien, toutes appartenaient aux 3 % de Soviétiques qui sont contre vous !



— Vous êtes heureux ? demande un touriste à un Soviétique.

— Parfaitement heureux !

— Vous avez les mêmes droits que dans les pays capitalistes ?

— Mais certainement !

— Est-ce que vous avez la radio ?

— Naturellement, sinon comment saurions-nous ce qu'il faut répondre ?

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Khrouchtchev et Boulganine parcourent la Sibérie. Dans une petite ville, ils visitent l'école.

— Il y a quelque chose qui manque ? demande Khrouchtchev après que le directeur l'a bien promené à travers son établissement.

— Ce qui manque, camarade Secrétaire général, ce sont des livres, des pupitres, de la place, du matériel scientifique...

— Très bien, dit K., je vous fais envoyer cinq cents roubles.

Puis visite de la prison.

— De quoi avez-vous besoin, camarade Gardien-chef ? demande Khrouchtchev.

— Camarade Secrétaire général, les portes, la me-

nuiserie, la serrurerie, les murs, tout est à refaire. Il me faut de l'argent, beaucoup d'argent, énormément d'argent.

— Vous avez raison, camarade Gardien-chef. Modernisons. Installons le gaz, l'électricité, l'eau, la radio, la télévision. Faites de votre prison une installation modèle. Dès mon retour, je vous envoie dix mille roubles en avance sur les premiers crédits.

Alors qu'ils partent, Boulganine dit à Khrouchtchev :

— Tu y vas fort : seulement cinq cents roubles pour l'école, et dix mille pour la prison !

— Qu'est-ce que tu crois, Boulganine ? L'âge de l'école est fini pour nous.

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Au cours d'une réunion, Nicolas Podgorny s'écrie :

— Et que voyez-vous à l'horizon, camarades ?... Le communisme !

Dans la foule, un vieux paysan se lève et demande :

— L'horizon, qu'est-ce que c'est ?

— L'horizon, répond Podgorny, vous savez bien, c'est cette ligne qui est devant vous et qu'on ne peut jamais atteindre.

— Ah bon ! dit le paysan.



— Pourquoi a-t-on arrêté Dimitri ? demande un paysan à son voisin. C'était un bon communiste pourtant. Il avait placé le portrait de Khrouchtchev sur la façade de son auberge.

— Justement, pour remplacer l'ancienne enseigne « Au Bœuf Rouge ».

(Citée par Michel Chrestien,
le Rire rouge, Gallimard.)



Un journaliste de la Pravda rencontre le correspondant du New York Times.

— Pouvez-vous m'expliquer, demande le Russe, ce qu'est la démocratie occidentale ?

— Eh bien, par exemple, chez nous n'importe qui peut aller dire au président Carter qu'il n'est pas d'accord avec sa politique.

— Ça n'a rien d'extraordinaire, rétorque le journaliste soviétique. Chez nous aussi, n'importe qui peut aller dire à Brejnev qu'il n'est pas d'accord avec la politique de Carter !



Dans une classe de Kiev.

— Désignez les différentes parties du porc, demande le maître d'école.

— Il y a les oreilles, les pattes, la queue..., commence le meilleur élève.

— Asseyez-vous, vous ne savez rien ! A un autre.

Des douze qui suivent, pas un seul ne répond convenablement.

— Et toi, Moritz ? demande alors le maître d'école.

— Je réponds comme eux, dit Moritz.

— Mais enfin, et le maigre ? et le gras ? et le jambon ? et l'échine ? et le jambonneau ? et le petit salé ? questionne le maître d'école.

MORITZ. — Camarade Maître d'école, vous ne nous aviez pas dit qu'il s'agissait d'un cochon pour l'exportation.

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



Pour résoudre les problèmes de la circulation, le Kremlin décide d'envoyer des commissions d'étude dans différents pays européens. Quelques semaines plus tard, la délégation qui revient de Grande-Bretagne est enthousiaste : la circulation à gauche présente l'avantage de faire coïncider la sécurité routière avec le respect des idéaux socialistes.

— Impossible ! rétorquent les communistes orthodoxes, on ne peut pas prendre exemple sur une monarchie !

Brejev réfléchit longuement, coincé, comme d'habitude, entre l'aile réformiste et l'aile conservatrice du P.C.U.S. Il finit cependant par trancher :

— Camarades, nous allons tenter une expérience : une moitié des voitures roulera à gauche, et l'autre à droite.



Un paysan russe reçoit un matin la visite d'un contrôleur. Après avoir fait le tour de la ferme, celui-ci demande au paysan :

— Qu'est-ce que vous donnez à manger à vos poules ?

— Mes poules ? répond le paysan. Eh bien, je leur donne du maïs.

— Du maïs ? Mais il est totalement interdit dans notre pays de donner du maïs aux poules ! Vous aurez une amende de deux mille roubles.

L'année suivante, le contrôleur revient à la ferme et demande de nouveau au paysan :

— Qu'est-ce que vous donnez à manger à vos poules ?

— Je leur donne un peu de pain trempé dans du lait.

— Du pain trempé dans du lait ? Mais c'est formel-

lement interdit ! Je vous inflige une amende de deux mille roubles.

Un an plus tard, le contrôleur retourne voir le paysan :

— Qu'est-ce que vous donnez à manger à vos poules ?

Alors, le paysan :

— Mes poules ?... Je leur donne deux mille roubles et elles s'achètent ce qu'elles veulent !



A la suite de fouilles entreprises dans la vallée du Danube, on met au jour un squelette, et il y a des savants pour prétendre qu'il s'agit de la dépouille mortelle d'Attila, roi des Huns.

Sur ce, Moscou envoie un expert.

L'expert confisque les ossements et, quarante-huit heures plus tard, il réapparaît triomphant :

— C'est bien d'Attila qu'il s'agit !

— Ah ! Et comment avez-vous découvert ça ?

— Il a avoué ! explique le Russe.

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



Un chien soviétique fuit en Occident. Arrivé à Paris, il rencontre un chien français.

— Pourquoi t'es-tu sauvé ? La nourriture n'était pas bonne ? lui demande le toutou parisien.

— Si, excellente.

— Alors, ta niche était misérable ?

— Non, elle était très correcte.

— On te battait ?

— Pas du tout !

— Mais pourquoi donc as-tu fui ?

— Parce que, vois-tu, je veux pouvoir ouvrir ma gueule de temps en temps.



Un ouvrier méritant est envoyé dans une maison de repos de Crimée.

Il arrive dans l'établissement et aborde un camarade qui passe dans le corridor :

— Où sont les w.-c. ? lui demande-t-il.

— Je regrette, répond l'autre, je ne suis là que depuis trois semaines.

(Citée par Michel Chrestien, *le Rire rouge*, Gallimard.)



Même les appareils de téléphone sont enchaînés ! A-t-on peur qu'il y ait des « fuites » ?

Chapitre VI

LE RENOUVEAU DE LA FOI

Un document révèle un fait capital et mal connu : l'extraordinaire renaissance du christianisme en Union soviétique

DES écrivains Soljenitsyne et Maximov à Tarnovsky, le metteur en scène d'*Andreï Roublev*, tous les témoignages concordent : la dissidence n'est pas seulement politique, elle est aussi spirituelle. Elle est réaction contre l'asphyxie de l'esprit qu'engendre le matérialisme marxiste, tout autant que refus du système bureaucratique et totalitaire qui en est l'émanation.

Le renouveau chrétien en U.R.S.S. est un phénomène d'une ampleur considérable, que l'Occident soupçonne à peine. On peut même dire sans exagération qu'est en train de se produire un lent déplacement du centre de gravité spirituel de tout un peuple. Les conversions des personnalités que nous venons de citer ne sont que les émergences d'une très profonde transformation.

Si l'on ne peut pas dire qu'aujourd'hui l'hégémonie culturelle en Russie soit passée du marxisme au christianisme, il est néanmoins certain qu'elle est passée du marxisme à une mentalité spiritualiste. Voici un mois, j'ai rencontré une personnalité assez connue de la littérature, dont je tairai le nom. Cet homme est inscrit au parti communiste; il n'a donc jamais manifesté d'esprit frondeur et n'a pas été rappelé à l'ordre par les autorités. Cet écrivain me disait : « Je ne suis pas chrétien, mais, sur le plan culturel, je dois avouer que le marxisme n'a plus rien à dire à la Russie. Très nombreux sont les intellectuels qui croient encore que le marxisme puisse ouvrir à la Russie la voie de l'avenir. Je ne sais pas dans quelle direction nous devrions nous engager, mais il est clair que, pour nous, les intellectuels, l'avenir est vu dans une perspective spiritualiste. »

Ces lignes sont extraites d'un rapport remis au Vatican en avril 1976. Son auteur est le père Romano Scalfi. Il appartient au centre d'études *Russia cristiana*, dont le siège est à Milan. Ce centre a été chargé par le Saint-Siège d'étudier le renouveau de la foi en Union soviétique.

Pour ce travail, le père Scalfi a dépouillé plus de trois mille *samizdat* (l'Occident en reçoit une dizaine chaque jour) et interrogé des centaines d'émigrés russes (il en arrive environ trois cents par semaine). Mais il a surtout rencontré au cours de ses nombreux voyages en U.R.S.S. des Soviétiques qui l'ont directement informé de la situation religieuse dans leur pays.

La dernière partie du rapport est constituée par des témoignages et des comptes rendus de conversations. C'est de

cette partie, la plus vivante et la plus étonnante, que nous allons donner de larges extraits. Ils sont riches en informations inédites sur la situation religieuse en U.R.S.S.

Aujourd'hui 80 % des Russes reçoivent le baptême

L'Eglise orthodoxe, qui, traditionnellement, comprend le plus grand nombre de chrétiens, traverse actuellement une des périodes les plus fécondes et les plus intéressantes de son histoire. Certes, la majeure partie de la population n'est pas encore retournée officiellement au christianisme sous sa forme orthodoxe, mais le peuple soviétique est de plus en plus sérieusement en quête de la foi. Citons quelques chiffres (bien que les données quantitatives ne soient jamais l'expression la plus adéquate d'un phénomène). D'après une enquête faite par le gouvernement, dans la région de Moscou 40 % environ des habitants font baptiser leurs enfants. Et ceci est une déclaration officielle. Quiconque veut se faire baptiser selon les règles établies par les autorités civiles doit présenter un acte signé par lequel il déclare vouloir le baptême. Cet acte passe ensuite à la police, qui ne limite pas son rôle à appliquer la séparation de l'Etat et de la religion. En effet, en Russie, le régime s'efforce de pénétrer à l'intérieur de l'Eglise pour la démanteler, la contrôler et empêcher ainsi qu'elle ne se développe. Si 40 % des parents font baptiser leurs enfants en se conformant aux règlements officiels, il est à présumer qu'au moins quarante autres pour cent les font baptiser clandestinement. Nous avons interrogé des centaines de personnes, soit en Russie, soit en Occident parmi les Russes qui ont quitté leur pays ces dernières années : toutes nous ont confirmé qu'au moins 80 % des Russes recevaient maintenant le baptême, les uns selon les règles, les autres clandestinement. Rappelons qu'il y a quinze ans moins de 10 % des parents faisaient baptiser leurs enfants. On est donc passé en peu d'années de 7 ou 8 % à 80 % !

Une autre donnée : le nombre des candidats au séminaire ne cesse de croître. En Italie, les séminaires se vident; en Russie, ils manquent de place pour accueillir ceux qui veulent y entrer. Bien sûr, tout cela est relatif. Actuellement, en Russie, il n'existe plus que trois séminaires. Ils étaient cinquante-sept en 1917 rien que pour l'Eglise orthodoxe; ils



Un dimanche au monastère de Zagorsk. La foule se presse en quête d'un peu de spiritualité.

ne sont plus que trois à présent : un à Leningrad, un à Zagorsk, un à Odessa. Mais, cette année, le métropolite Nicodin lui-même (1) nous le disait, deux cent cinquante jeunes gens ont demandé à entrer au séminaire de Leningrad. Or l'Etat ne permet d'en accueillir que quarante-cinq à peine...

Comme ceux qui ont été refusés ne peuvent se représenter et qu'ainsi beaucoup de candidats se trouvent dans l'impossibilité de se faire ordonner prêtres, il arrive que des hommes, et aussi des femmes, consacrent leur vie au Seigneur d'une autre manière. Ils font vœu de chasteté, de pauvreté et d'obéissance. Ce sont donc de véritables moines, bien que menant dans le monde une vie apparemment semblable à celle de tous.

Nous avons eu dernièrement pour hôte Agusti, fils d'un communiste fameux qui fut un des fondateurs du parti communiste aux Etats-Unis. Dans les années 20, le père émigra à Moscou. Comme d'autres communistes, il fut enfermé dans un lager, où il mourut. Il avait appelé son fils Meler Marx Engels Lénine. Ce fils devait être l'incarnation du plus pur marxisme. Or ce Meler, à vingt ans, se fit baptiser sous le nom de Michel. Il est devenu un médecin de grand renom et a obtenu une chaire à l'université de Tel-Aviv, où il est encore aujourd'hui. Ses moments de loisirs, il les consacre à l'étude de l'Eglise russe. Il s'appête à publier plusieurs volumes sur l'histoire de cette Eglise de 1917 à nos jours. Ces dernières années, il s'est spécialement intéressé à la renaissance du christianisme en U.R.S.S. Il m'a certifié que, depuis quatre ou cinq ans, des dizaines de milliers de Russes se sont consa-

crés à Dieu comme des moines ou des moniales. Je me suis fait répéter plusieurs fois ce chiffre, car il me semblait excessif. « Des dizaines de milliers », m'a-t-il confirmé. Le monachisme est donc plus florissant aujourd'hui en Union soviétique qu'en Occident.

Le père Romano Scalfi fait ensuite l'historique de cette évolution du peuple russe.

Longtemps, nous qui suivons les événements de Russie, nous avons eu l'impression d'assister à un déclin continu de la foi, tout en gardant la conviction que, dans le secret des consciences, une certaine tradition religieuse survivait encore dans le peuple. Toutefois je me rappelle qu'en 1960, quand nous sommes allés en Russie et que nous avons tenté d'engager le dialogue avec des jeunes pour les amener à parler de religion, il nous a semblé voir un peuple tranquillement installé dans l'athéisme, surtout dans la nouvelle génération. Peut-être ces jeunes n'étaient-ils pas profondément convaincus de ce qu'ils affirmaient, mais ils paraissaient disposés à accepter passivement ce que l'idéologie officielle commandait.

Ce sont les intellectuels qui ont donné le signal de ce mouvement de rapprochement vers l'Eglise. Un prêtre de notre connaissance a baptisé en un an treize membres de l'Académie des sciences. Il a baptisé ces dernières années quinze mille adultes. Il a dit ces choses publiquement en prêchant dans une église de Moscou. Les prédications de ce curé (2) sont d'ailleurs, au dire de beaucoup, l'événement le plus important qui se soit produit ces derniers temps en Union soviétique.

(1) Le métropolite Nicodin, chef de l'Eglise orthodoxe d'U.R.S.S., est, de l'avis des observateurs, entièrement soumis au pouvoir soviétique (N.D.L.R.).

(2) Il s'agit du curé Doudko, dont le père Scalfi reparle un peu plus loin (N.D.L.R.).

Les scientifiques ont précédé les hommes de lettres. Le chef de file, pourrait-on dire, de ce retour au christianisme est Safarevic, le plus grand algébriste du monde, qui fut licencié en mathématiques à l'âge de 16 ans et devint à 21 ans titulaire de la chaire de mathématiques la plus prestigieuse de toute l'Union soviétique, chaire qu'il occupa trente années durant. Il vint d'en être écarté à cause de ses idées religieuses. Avec lui et après lui, de nombreux membres des diverses académies de sciences ont suivi le même chemin, puis également beaucoup d'écrivains et d'artistes : Soljenitsyne, revenu à la foi, Maximov, Tarnovsky, qui s'est fait baptiser avec sa femme et son fils, etc. L'ampleur du phénomène est devenue telle que l'un d'entre eux a dit récemment : « Le danger aujourd'hui en Russie, c'est que les intellectuels se fassent chrétiens pour suivre la mode. »

L'une des particularités de cette renaissance chrétienne, c'est le caractère global donné au message chrétien. Un exemple typique à cet égard est la façon dont le curé Doudko parlait dans une église pleine de monde à un auditoire composé en bonne partie de non-chrétiens. Le samedi soir, de 6 heures à 10 heures, il dirigeait d'abord deux heures de prière, qu'il faisait suivre de deux heures de conversation. Les gens l'écoutaient forcément debout, car il n'y a pas de sièges dans les églises russes ; or, malgré cela, son église était si remplie que, comme l'ont dit beaucoup de ceux qui ont assisté à ces conversations, « on n'avait même pas la place de faire le signe de croix ». Dehors, par des froids de 20 à 25 degrés au-dessous de zéro, d'autres attendaient pour apprendre sans retard ce que le père Doudko avait dit dans sa conversation.

Ce prêtre n'était pas un grand prédicateur, mais il disait : « Le Christ est le salut total de l'homme. Nous devons ecclésiatiser le monde (il ne disait pas cléricaiser, ce qui serait autre chose), car un monde non ecclésiatisé est un monde humainement perdu. »

« La situation de l'Eglise, disait encore Doudko, est une situation privilégiée : c'est la situation du Calvaire. Malheur à vous si vous désirez une situation comme en Occident ! A nous le Seigneur a fait la grâce d'expérimenter sa croix et, dès lors, de voir sa résurrection. Regardez autour de vous, voyez tous ces gens qui se convertissent, voyez toute la jeunesse ! Nous n'avons pas besoin de croire à la résurrection, car elle est le fait le plus vrai, le plus concret, le plus vérifiable de notre société. » Et aux jeunes il disait : « Priez beaucoup pour les vieux, parce qu'ils ont plus de mal à se convertir. » Les vieux, dans son esprit, c'étaient les gens de plus de soixante ans. « Ce qui exprime le mieux la vitalité de la génération nouvelle, disait-il encore, c'est cette soif du christianisme, ce retour à lui. »

J'ai pu visiter ce père Doudko après que, renversé par une auto, il avait eu les deux jambes brisées. Il était encore immobilisé au lit. L'ami italien qui m'accompagnait commença par lui demander comment la chose lui était arrivée. « Ne perdons pas de temps en futilités, répondit-il ; parlons plutôt de choses sérieuses. Dites-moi comment les chrétiens vivent leur foi en Italie. Edifiez-moi de cette manière, car, pour qui a la foi, tout devient occasion de salut. Je n'ai jamais baptisé autant de gens que depuis ces dix jours où je suis contraint de rester au lit. Du matin au soir, on accourt pour se faire baptiser (1). »

(1) Depuis lors, le curé Doudko a, dans un premier temps, été exilé à 50 km de Moscou. Malgré cet éloignement, les fidèles continuaient d'affluer. Aussi vient-on de lui notifier l'interdiction de prêcher le samedi et le dimanche. Un recueil d'entretiens du père Doudko vient de paraître en France sous le titre *l'Espérance qui est en nous* (N.D.L.R.).



Le père Dimitri Doudko : ses conversations du samedi soir attiraient la grande foule.

Le rapport du père Scalfi évoque ensuite la situation des diverses confessions chrétiennes autres que l'Eglise orthodoxe, en commençant par les pentecôtistes et les baptistes (2).

Est sorti récemment d'U.R.S.S. le premier pentecôtiste russe (Bresendemi). Il y a quelques années, les pentecôtistes n'étaient que quelques dizaines ; ils sont aujourd'hui plus de deux cent mille. Animés d'une grande foi en Dieu, austères, prolifiques, tous sont objecteurs de conscience. Ils savent donc que, parvenus à l'âge de 18 ans, ils auront à subir trois ans de lager. En Russie, en effet, l'objection de conscience est

(2) Le baptême est une confession qui est surtout répandue aux Etats-Unis. Ses adeptes ne baptisent que les adultes. En Union soviétique, les baptistes constituent probablement la secte la plus nombreuse et la mieux organisée. Le pentecôtisme, lui, est issu du baptême, dont il se sépara au début du XX^e siècle. Les pentecôtistes mettent l'accent sur les dons miraculeux qui se manifestaient dans l'Eglise primitive (don de guérison, don des langues) et qui doivent, selon eux, accompagner actuellement encore le « baptême du Saint-Esprit ».

punie de trois à cinq ans de réclusion. Ce sont surtout des jeunes qui se font baptistes et pentecôtistes, et la perspective du lager ne les effraie pas. Les lettres qu'ils envoient de prison sont souvent fort belles : ils remercient Dieu d'avoir été jugés dignes de souffrir et de témoigner pour Lui. Aussi les camps de travail sont-ils en même temps des camps de renouveau chrétien. C'est là que s'est converti Ossipov, devenu aujourd'hui un des chefs de file du courant chrétien. « Les lager, disait-il, sont appelés à juste titre des lieux de rééducation : en effet, on y entre athée et on en sort chrétien. »

Il existe aussi en Union soviétique un nombre assez important de catholiques, regroupés essentiellement en Lituanie.

Chez les catholiques, il ne s'agit pas à proprement parler d'une renaissance, car il n'y a jamais eu, en Lituanie surtout, de déclin de la spiritualité. Grâce à des facteurs favorables, les communautés catholiques ont toujours été un exemple pour toute l'Union soviétique. Aussi, nombreux sont les orthodoxes qui vont en été passer leurs vacances en Lituanie pour comparer leurs communautés aux communautés catholiques.

Un épisode récent a mis en relief la vigueur de leur spiritualité. Il y a quelques mois, une Lituanienne de 38 ans, Denyse Dunaiter, a été condamnée à trois ans de lager simplement parce qu'elle avait été surprise à recopier la Chronique de l'Eglise catholique en Lituanie. Cette Chronique est une revue qui circule clandestinement parmi les chrétiens, non seulement en Lituanie, mais dans toute l'Union soviétique.

A son procès, elle a commencé par renoncer à prendre un avocat, affirmant que la vérité se défend par elle-même. Puis elle a dit : « Je dois déclarer avant tout que j'aime tous les hommes, même chacun de vous, mes juges. C'est justement ce qui m'autorise à vous dire la vérité en face. Et la vérité, c'est que les animateurs de la Chronique aiment leur peuple et savent se sacrifier pour lui. Je remercie le Seigneur de me donner la possibilité de travailler pour l'Eglise catholique, mais aussi de souffrir pour elle. Ce jour est le plus beau de ma vie. Il est vraiment pour moi un triomphe, parce que j'ai été jugée digne de souffrir pour le Seigneur et pour mon peuple. Mon seul regret est de ne pas avoir assez fait pour mon

peuple. Aujourd'hui me viennent à l'esprit ces paroles des Béatitudes : « Heureux les affamés et assoiffés de justice, car ils seront rassasiés ! »

Elle a terminé par ces mots : « Je demande au tribunal de remettre en liberté tous ceux qui luttent pour les droits de l'homme et la justice, et sont actuellement enfermés dans les camps et les hôpitaux psychiatriques. Vous montrerez ainsi votre bonne volonté et vous contribuerez d'une manière appréciable à ce qu'il règne plus d'harmonie et plus d'amour dans la société. »

Quand on lui eut fait la lecture de la sentence qui la condamnait à trois ans de bagne, elle a eu ce mot : « Vous m'avez donné bien peu ! »

L'ampleur de cette renaissance chrétienne revêt inévitablement un caractère politique. C'est la raison pour laquelle le père Scalfi considère que les communautés chrétiennes constituent « les minisstructures qui préparent la grande structure du renouveau prévu pour la Russie ».

Il n'est pas nécessaire de renverser les communistes pour faire naître une Russie nouvelle. Celle-ci naîtra de ces minisstructures. « Aujourd'hui, nous disait encore Agusti, ce n'est pas tant la prédication qui convainc le peuple que les nouvelles communautés chrétiennes. » Dans un monde apathique, désillusionné, méfiant, les communautés chrétiennes représentent une nouveauté, un espoir. Les non-croyants eux-mêmes, les athées, les propagandistes antireligieux doivent reconnaître qu'elles apportent quelque chose de nouveau.

.....

Chaque fois qu'un prêtre vient d'être condamné, c'est toute la communauté paroissiale qui se lève, proteste, intervient. Et quand les prêtres reviennent du lager, ils sont accueillis comme des héros. En raison de quoi, l'autorité elle-même, qui n'est pas tendre pour ces gens-là, est obligée de tenir compte de toutes ces manifestations du réveil de la foi. Elle comprend que toute condamnation portée contre un prêtre est l'occasion d'un raffermissement des sentiments religieux et suscite dans la population une solidarité toujours plus grande.



Dans une église catholique d'U.R.S.S., cette femme manifeste une ferveur que n'a pas entamée le matérialisme, fût-il dialectique.

Chapitre VII

LA GRANDE ÉVASION

Las des brimades dont ils sont sans cesse accablés, les Juifs soviétiques ne songent plus qu'à une chose : quitter l'U.R.S.S.

LE 3 mars 1977, Yossif Begun, quarante-cinq ans, docteur ès sciences, privé de son emploi de professeur de mathématiques depuis qu'il a demandé à émigrer pour Israël, est arrêté par la police soviétique sous l'accusation de « parasitisme ». Au matin du 5 mars, soit quarante-huit heures plus tard, des pneumatiques adressés aux principaux journaux parisiens les informent de cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme commise en Union soviétique.

Le 25 mars, une perquisition est effectuée à Istra, dans la banlieue de Moscou, au domicile des parents du mathématicien Anatoli Sharansky, arrêté la semaine précédente. La presse occidentale apprendra dans les mêmes délais que la police a confisqué le permis de conduire et le livret militaire du détenu.

L'information franchit même les enceintes des prisons. On sait ainsi que, derrière les murs de Vladimir, Mikhaïl Kornblit souffre de réactions allergiques à la nourriture et même au tissu avec lequel il doit fabriquer des gants. Ses jambes et son corps sont couverts de cloques ; ses mains et son visage sont enflés ; il est physiquement et moralement épuisé. Les geôliers qui lui refusent l'assistance d'un médecin ne se doutent pas que leur comportement à l'égard du prisonnier est connu.

Chaque jour désormais, arrivent des nouvelles de la résistance juive au régime soviétique. Quand, à Moscou, devant le Soviet suprême, et dans quinze autres villes d'U.R.S.S., des Juifs participent à des *sit-in* pour protester contre le refus opposé par l'administration aux demandes de visas pour Israël, l'Occident est prévenu. Lorsque Mikhaïl Mager, de Vinnitsa, qui attend son visa depuis quatre ans, décide d'entamer une grève de la faim, sa femme, sa mère et ses frères, qui se trouvent déjà en Israël, en sont immédiatement informés et peuvent commencer une grève de solidarité.

Il a fallu des années pour que l'on sache au-delà des frontières comment avait été traitée l'opposition menchevique, comment avaient été massacrés les trotskistes, comment avaient été réprimés les mouvements des minorités nationales. Il suffit maintenant de quelques heures ou de quelques jours pour que soient connus les tourments infligés aux Juifs par le pouvoir soviétique.

Par des liaisons directes et permanentes entre Moscou et

Londres, entre Londres et Paris, l'opposition juive réussit à déjouer tous les pièges du K.G.B. Les nouvelles arrivent à Paris au quatrième étage d'un immeuble discret de la rue de Cléry, dans le quartier des journaux. C'est là que le personnel de la Bibliothèque juive contemporaine se charge d'en assurer la diffusion.

Ilya Goldenfeld, professeur de physique émigré en 1975, explique : « L'information et la publicité donnée aux nouvelles sont les meilleures armes pour contrer les autorités soviétiques. Grâce à l'information, on peut espérer que le courage manifesté par certaines personnes isolées s'affirmera et s'étendra, au lieu de se transformer en un martyr dont la Russie a déjà fourni trop d'exemples. »

Cette information permet d'ailleurs souvent de placer le Kremlin devant ses responsabilités. Quand, par exemple, on apprend à Paris que Leib Knokh, condamné à dix ans d'internement, souffre d'hémorragies à la prison de Vladimir, la Ligue des droits de l'homme et la Cimade (service œcuménique d'entraide), ainsi que l'Association des juristes catholiques, adressent immédiatement un télégramme commun aux autorités soviétiques pour demander son hospitalisation.

Qu'on imagine également quelle peut être la réaction d'un Telitsyne, collaborateur du K.G.B. à Tbilissi, quand il apprend qu'un bulletin d'information publié à Paris vient de rapporter les propos qu'il a tenus dans son bureau à Isaac Kofman : « Si tu ne te tiens pas tranquille, je ferai avec toi ce que j'ai fait avec Levinson. Je lui avais promis la prison ; eh bien, il y est. »

Dans les cas extrêmes, c'est par le téléphone que les correspondants résidant en Union soviétique font passer les nouvelles. En prenant des risques énormes. Cyril Henkin, qui fut rédacteur à *Radio-Moscou*, raconte aujourd'hui : « J'ai beaucoup parlé au téléphone. Je suis parfois resté près de mon appareil à attendre une communication pendant des journées entières, et même pendant la nuit. Pourquoi ? Parce que je voulais tout dire. Parce que je pensais que c'était peut-être la dernière conversation que j'allais avoir. Je me disais : « Si demain on me coffre, ou si on me coupe la « ligne, je ne pourrai plus parler. Si je ne dis pas tout maintenant, je n'aurai plus d'autre occasion de le faire. » C'est pour cela qu'avant chaque entretien j'avais sur ma table tous les renseignements à communiquer. Les appels arri-



En arborant l'étoile de David, ces Juifs russes veulent rappeler au K.G.B. comment naguère les traita la Gestapo

vaient à des heures plus ou moins régulières. Il y avait des coups de téléphone en provenance de la côte ouest des Etats-Unis qui survenaient à quatre heures du matin. Alors il fallait avoir tout sous la main. D'une voix un peu pâteuse, je donnais les nouvelles...

Devant ces « fuites », les autorités soviétiques ont réagi. La police intervient de plus en plus souvent, intercepte le courrier ou coupe les lignes de téléphone. Certains des « informateurs » ont été identifiés. Ainsi, à Chakhrisab, dans l'Ouzbékistan, Ilya Natanov a été longuement interrogé par le K.G.B. à propos de ses conversations téléphoniques et des lettres qu'il expédiait à l'étranger. Relâché, il est parvenu à prévenir ses correspondants de ne plus l'appeler.

Cette chaîne d'information a beaucoup fait en Occident pour convaincre les milieux les plus divers, et surtout certains milieux de gauche, que les libertés élémentaires et les droits fondamentaux n'existaient pas en Union soviétique.

Ouvrant en décembre 1973 une table ronde organisée par le Conseil national français pour la protection des droits des Juifs d'U.R.S.S., le professeur Laurent Schwartz déclarait : « S'il est vrai que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient du temps de Staline, il n'y a pourtant aucune liberté d'expression réelle et aucune liberté d'opposition. »

Pour sa part, le professeur Alexandre Voronel, qui organisa à Moscou le premier séminaire des exclus de la science, pouvait dire à Paris en juin 1975 : « Je me rends très bien compte que notre libération est due en grande partie aux actions que vous avez entreprises et aux pressions que vous avez exercées. » Il s'adressait aux scientifiques et aux intellectuels qui, comme Laurent Schwartz, François Feijto, Annie Kriegel, Alfred Kastler, Jean-Pierre Faye ou Jean Vercors, s'étaient mobilisés pour la défense des Juifs soviétiques.

Les protestations occidentales sont désormais si nombreuses que le Kremlin est bien obligé d'en tenir compte. Lorsque le docteur Stern fut condamné pour n'avoir pas su empêcher ses fils d'émigrer, cinquante prix Nobel et des milliers de médecins intervinrent. Cent cinquante écrivains s'entremirent de la même façon pour Edouard Kouznetsov, l'auteur du *Journal d'un condamné à mort*.

Il n'y a plus d'avenir pour leurs enfants

Les activistes ne représentent qu'une infime minorité de la communauté juive. Cependant la politique de répression systématique pratiquée par les autorités soviétiques font de cette communauté tout entière une réserve de complicités plus ou moins agissantes.

Il y a actuellement en U.R.S.S. 2 200 000 personnes qui portent la mention « juif » sur leur carte d'identité. Il n'y a pourtant aucune revue officielle consacrée à l'histoire juive, aucune école juive (alors qu'en 1940 il en existait encore plus de neuf cents), aucun musée juif, aucun théâtre juif.

L'accès des meilleures universités, notamment de l'université d'Etat de Moscou, est interdit aux étudiants juifs. Les rares Juifs occupant encore un poste important dans l'administration demandent à émigrer pour Israël — avec tous les risques que cela comporte pour eux — parce que, selon la formule d'Alexandre Lerner, « il n'y a plus d'avenir en Union soviétique pour leurs enfants ».

Pour la période allant de 1968 à 1975, 110 500 Juifs ont quitté l'Union soviétique ; sur ce nombre, 102 500 ont immigré en Israël, d'où beaucoup ont réémigré ailleurs.



A l'aéroport de Tel-Aviv, trois cents Juifs russes viennent d'arriver et sont soumis aux formalités de l'immigration.

L'Etat soviétique a déclaré la guerre à l'ensemble de la communauté juive. « La grande majorité des Juifs soviétiques, explique Anatoli Abragam, se sont passionnément voulus russes. Ils ne demandaient pas mieux que d'être des citoyens loyaux et dévoués, et de se fondre dans la culture du pays. Aujourd'hui encore, beaucoup de Juifs soviétiques parlent la langue russe à la perfection, connaissent à fond la littérature russe ; ils n'ont jamais entendu parler du yiddish et ne savent pas l'hébreu. Mais les Juifs ont été victimes d'un phénomène de rejet. On leur a collé un tampon sur leur passeport, et ce tampon permet, partout et toujours, de les repérer immédiatement, de les coincer éventuellement. »

Pour dissuader la population juive de soutenir les réseaux activistes, le K.G.B. mène en permanence une guerre de harcèlement. Il s'agit de faire peur aux Juifs, de les persuader qu'à tout moment la police a sur eux tous les droits. En juin 1974, âgé de dix-neuf ans, Anatoli Malkin était admis

après examen dans la classe supérieure de l'institut de métallurgie de Moscou. Il demanda un peu plus tard les papiers nécessaires pour émigrer en Israël. Il fut immédiatement renvoyé de l'institut, « pour attitude indigne de la part d'un étudiant soviétique ». Il fut alors convoqué à l'armée, mais, considérant que la nationalité israélienne venait de lui être accordée, il refusa de servir. Il fut condamné à trois ans de travaux de rééducation sous prétexte d'avoir cherché à émigrer pour échapper au service militaire.

Le cas de Yakov Vinarov est identique. Exclu en mai 1974 de l'institut polytechnique de Voronej parce qu'il avait demandé un visa pour Israël, il fut condamné à trois ans de travaux forcés pour avoir refusé de faire son service militaire.

Le Juif sait que, à partir du moment où il aura demandé son visa, il sera chassé de partout, traqué et persécuté, et que cette situation durera des années.

Ancien capitaine de la marine marchande, Moshe Eidelman attend son visa depuis 1971. Il écrit : « *Au début, le K.G.B. imposait une période d'attente de trois ans. Ensuite, cette période a été portée à cinq, puis à sept ans. Aujourd'hui, elle est de nouveau de cinq ans. Pendant toutes ces années, j'ai dû, en tant que « personne menant une vie antisociale et parasitaire », travailler comme porteur, et maintenant je suis de nouveau sans emploi... J'ai travaillé dur toute ma vie, mais aujourd'hui je me demande si je vivrai jusqu'au jour où je pourrai voir ma fille et mes petits-enfants... Chaque journée supplémentaire passée en U.R.S.S. m'enlève un peu de force, de santé et d'espoir.* »

Le juif Roitburd, lui, fut condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir tenté de se rendre d'Odessa à Moscou afin d'y rencontrer une délégation de sénateurs américains. Lors du voyage à Moscou du président Nixon, plusieurs Juifs firent l'objet d'une arrestation préventive.

Ce harcèlement continu prend parfois des formes plus graves. De 1974 à 1976, six Juifs ont été assassinés à Minsk, et la police n'a retrouvé aucun des coupables. Ceux qui ont demandé un visa pour Israël et qui ne l'ont pas obtenu sont appelés des *otkazniki* ; leur ligne téléphonique est coupée, et s'ils tentent de téléphoner à l'étranger à partir d'un bureau de poste ou d'une cabine publique, ils sont rossés et ensuite arrêtés.

Enfermé dans un camp avec d'anciens nazis

Si les intellectuels juifs ont réussi à se regrouper, à organiser leur défense et à faire entendre leur voix en Occident, il n'en est pas de même des milliers d'artisans et d'ouvriers qui vivent loin des grands centres urbains, et que les policiers du K.G.B. frappent impitoyablement. Le 18 octobre 1973, Alexandre Feldman fut heurté dans une rue de Kiev par une femme qui portait un gâteau dans un carton. Le gâteau tomba à terre. Deux hommes en civil se précipitèrent et poussèrent Feldman vers un car dans lequel se trouvait Kriapa, le chef adjoint de la police locale. Feldman fut accusé de « hooliganisme cynique » et, le 27 décembre 1973, condamné à trois années d'emprisonnement.

Dans les camps et dans les prisons, les détenus juifs sont l'objet de persécutions quotidiennes. Le physicien Lev Kornblit en porte témoignage : « Les autorités soviétiques m'ont mis dans un camp avec des collaborateurs nazis qui avaient commis des crimes non seulement contre les Juifs en général, mais aussi peut-être contre des membres de ma propre famille. Ce n'était pas là un fait du hasard, mais une brimade supplémentaire. Les autorités des camps favorisent toujours les collaborateurs, qui bénéficient de situations privilégiées. Ils sont employés aux travaux les moins rudes et occupent des postes administratifs qui leur donnent même un droit de commandement sur les autres détenus. En revanche, la situation des Juifs est d'autant plus pénible qu'ils refusent de coopérer avec les autorités des camps. On imagine l'épreuve que représente pour eux le fait d'être dirigés par d'anciens collaborateurs nazis. »

Le professeur Kornblit ajoute : « Les conditions de vie dans les camps de concentration, l'alimentation, l'hygiène sont telles qu'il est presque impossible de survivre à une peine de cinq ans. »

L'obtention d'un visa de sortie n'est d'ailleurs pas une garantie de tranquillité. Petya Pinkhasov, menuisier à Der-

bent, avait obtenu un visa pour lui, sa femme et ses six enfants. La femme et les enfants purent s'en aller, mais lui fut arrêté au dernier moment et condamné à cinq ans de détention pour avoir vendu neuf ans plus tôt le cadre d'une fenêtre au-dessus du prix légal.

Yavor, qui lui aussi avait obtenu la permission d'émigrer, fut arrêté peu avant son départ : accusé d'avoir uriné dans la rue, il fut condamné à un an de prison.

Les intellectuels juifs ont moins de chances que les autres d'obtenir leur visa. Lev Kornblit est formel sur ce point : « La majorité de ceux auxquels on accorde la permission de partir ne sont pas des intellectuels. La discrimination est nette. »

Il est vrai que la résistance active a d'abord été le fait des intellectuels.

Tous les motifs sont bons pour refuser un visa

La résistance juive en Union soviétique s'est surtout manifestée jusqu'ici par des actes isolés. « Il faut dire, explique Lev Kornblit, qu'en U.R.S.S. il n'y a pas une opposition démocratique structurée, mais des individus contestataires, qui ont chacun leurs idées et leurs méthodes. On ne peut donc parler d'une attitude générale de la communauté formée par tous ces individus. »

Le fait que de nombreux Juifs n'ont pu légalement émigrer en Israël a tout naturellement provoqué la naissance en Union soviétique et dans tous les pays communistes de réseaux d'évasion.

Voici quelques mois, dans un appartement moderne du XII^e arrondissement, à Paris, on découvrait le corps d'un homme de quarante ans, brillant intellectuel roumain, fils d'un avocat juif de Bucarest. Il avait choisi la liberté depuis peu. Il repose aujourd'hui au cimetière juif de Bagneux. Officiellement, il est mort d'une crise cardiaque. En fait, sa fin demeure mystérieuse. Il a été établi qu'il était à Paris le correspondant d'un réseau d'évasion de Juifs à travers le rideau de fer. Prenant beaucoup de risques, il avait acheté des fonctionnaires communistes grâce à des fonds mis à sa disposition dans une banque de Genève par des organisations juives internationales.

Le principal souci de ces organisations est d'aider à vivre ceux qui, en Union soviétique, ont demandé un visa et qui, de ce fait, se trouvent privés de toutes ressources. Comment font-ils alors pour subsister et entretenir leur famille ? Certains vendent leurs biens et leurs effets personnels. D'autres ont recours à toutes sortes d'expédients. Il y a les leçons particulières, mais elles ne sont possibles que pour ceux auxquels le K.G.B. ne s'intéresse pas. Il y a aussi les aides monétaires venant de l'étranger, mais elles sont incertaines et souvent insuffisantes. De plus, cet argent arrive en devises étrangères, et, en Union soviétique, on ne peut écouler les devises que dans les magasins d'habillement. Or ces gens n'ont pas besoin de vêtements, mais de nourriture. Le troc — acheter un chapeau, par exemple, et l'échanger contre des carottes — n'est guère apprécié. Finalement, reste l'en-taide.

A ce sujet, Alexandre Voronel observe : « On peut dire qu'il y a en Russie plus de gens généreux que de gens courageux. Beaucoup parmi ceux qui sont venus me voir craignaient d'ouvrir la bouche mais n'hésitaient pas à sortir un billet de cent roubles. »

Pour empêcher les intellectuels de quitter l'Union soviétique, les autorités invoquent souvent les secrets d'Etat dont ils auraient eu connaissance.

Ainsi, en 1973, le biophysicien Vladimir Raiz s'est heurté à un refus pour « détention de secrets militaires ». Or il n'avait pas été un seul jour à l'armée !

Au physicien Nahum Salansky on a opposé le fait qu'il avait eu des activités secrètes à l'institut d'électrographie. Or il n'avait jamais mis les pieds dans cet institut !

Tout scientifique qui veut travailler, ne serait-ce qu'un seul jour, dans un établissement de recherches doit posséder un laissez-passer permettant d'avoir accès aux documents scientifiques secrets. Dès lors, en application du principe évoqué plus haut, la police soviétique peut s'opposer à l'émigration de tous les scientifiques.

Depuis qu'il a demandé, en avril 1971, son visa de sortie, Yossif Kirmann a travaillé comme simple ouvrier dans un centre de communications téléphoniques, puis comme veilleur de nuit. Or on lui objecte aujourd'hui qu'il a occupé de 1967 à 1969 un emploi d'ingénieur dans un institut de recherches.

Les informaticiens sont particulièrement visés. C'est le cas, par exemple, de Pavel Abramovitch, qui attend son visa depuis 1971.

Corollaire du précédent, un autre argument souvent utilisé est celui de la lutte contre l'espionnage. Tout Soviétique qui veut quitter définitivement le territoire est un espion en puissance. Même s'il n'est pas un scientifique.

Isaac Shkolnik était ouvrier ajusteur à Vinnitsa lorsqu'il demanda son visa, en juin 1972. Peu après, il fut arrêté et condamné pour espionnage à dix ans d'internement.

« Shkolnik, expliqua l'accusation, grâce à sa mémoire phénoménale, a appris des informations secrètes, qu'il entend divulguer une fois arrivé en Israël. » En appel, sa peine fut ramenée à sept ans.

En fait, tous les motifs sont bons pour justifier les refus de l'Administration : absence de famille proche en Israël, parents restant en Union soviétique et détenant des secrets d'Etat, émigration inopportune, séjour dans une ville fermée, etc.

Voici d'ailleurs quelques exemples de prétextes invoqués :

Maï Semenovitch Bytckov, médecin à Leningrad : « A eu accès jusqu'en 1967 à des documents secrets. »

Igor Iakovlevitch Levine, ingénieur à Moscou : « A eu accès jusqu'en 1966 à des documents. »

Boris Semenovitch Rabbot, sociologue à Moscou : « A eu accès aux archives de l'agence Tass. »

Arkady Rapoport, invalide de la dernière guerre : « Raison d'Etat. »

Yossif Khorochanski, de Leningrad : « A dirigé pendant deux ans un orchestre dans la ville fermée de Severomorsk. »

Meyer Zaretski, instituteur à Perm : « N'a rien à faire en Israël. »

Quant aux Juifs soviétiques démobilisés de l'armée, ils doivent... s'armer de patience... Yossif Turbovski, démobilisé en 1971 d'un bataillon sportif, attend toujours son visa. En revanche, il arrive que celui qu'une demande de visa a plongé dans une totale misère se voie offrir la réinstallation immédiate dans son emploi perdu à condition qu'il renonce à son visa.



Ils ont obtenu leur visa de sortie. Ils quittent leur pays pour toujours. Malgré la déchirure, ils ne peuvent dissimuler un certain sourire...

Les exclus se regroupent et narguent la police

Les scientifiques et les intellectuels chassés de leur emploi ont constitué entre eux des séminaires d'exclus, dans lesquels ils essaient de poursuivre leurs travaux et leurs recherches en dehors du circuit officiel.

Le premier de ces séminaires naquit en 1972 et prit l'habitude de se réunir au domicile du professeur Voronel. Des opposants non juifs, comme Sakharov, Orlov ou Pliouch, y participèrent ; mais la police soviétique vint à plusieurs reprises interrompre les colloques.

Cette initiative ayant trouvé dans les milieux scientifiques occidentaux de larges échos et d'actifs soutiens, Voronel fut autorisé à émigrer en Israël en 1975. La responsabilité du séminaire passa alors à Mark Azbel.

Tous les dimanches à midi, narguant la surveillance policière, les membres du séminaire se réunissent dans l'appartement de Mark Azbel, spécialiste éminent de la physique théorique. Le secrétaire du séminaire, chargé de régler les questions pratiques, est le cybernéticien Victor Brailowski. Le groupe compte actuellement cinquante-six membres, dont une dizaine n'habitent pas Moscou, mais se déplacent régulièrement pour assister aux réunions hebdomadaires.

Plusieurs de ces membres sont périodiquement convoqués par la police, qui essaie de les intimider. On leur lit les articles du Code criminel au nom desquels ils pourraient être arrêtés et jugés — il s'agit des articles concernant l'appel à la dissension, l'espionnage et la trahison.

Des scientifiques occidentaux invités officiellement par l'Union soviétique à assister à des congrès n'hésitent pas à se rendre chez Mark Azbel et à participer aux réunions du dimanche.

Si les autorités n'ont pas encore interdit ce foyer d'opposition, c'est uniquement parce que les savants les plus réputés du monde libre ont fait savoir qu'aucun scientifique soviétique ne serait plus invité à une manifestation internationale si le K.G.B. touchait au séminaire de Moscou.

Agé de quarante-trois ans, cheveux roux et front dégarni, Mark Azbel est un homme dynamique, au caractère autoritaire. Chaque fois qu'il ouvre les travaux du séminaire, il lance à l'assistance : « *Yehoudim, chekhet !* (Juifs, silence !) »

Les réseaux juifs ont donné à l'ensemble de la communauté le sens de la combativité. De nombreux Juifs russes ont rompu avec leur passivité ancestrale. Dans les prisons, ils menacent leurs geôliers de leur demander un jour des comptes sur les violations de la loi soviétique. A Paris, le bulletin de la Bibliothèque juive contemporaine publie une lettre de Sulya Rovovna Okun, emballer à l'atelier n° 9 de l'usine de matériel radioélectrique de Minsk, titulaire de sept médailles militaires, dans laquelle il donne les noms des hommes et des femmes de son atelier qui accablent les ouvriers juifs d'injures, de railleries et d'humiliations.

L'opposition juive a elle aussi ses publications clandestines. La plus importante s'intitule *Les Juifs en U.R.S.S.* Son rédacteur en chef, Ilya Rubin, a subi en juin 1975 une perquisition, premier acte d'une grande enquête ordonnée par le parquet de Moscou pour « diffusion de propagande antisoviétique ». Parmi les personnes qui ont été jusqu'ici interrogées, figurent un certain nombre d'activistes juifs, et notamment Mark Azbel. Les policiers ne cherchent pas seulement à identifier tous les collaborateurs de la revue *Les Juifs en U.R.S.S.* et de son supplément *Tarbout* (la

Culture), ils s'intéressent également à l'aide matérielle reçue de l'étranger. Ainsi pourront-ils arrêter les « coupables » sous l'inculpation très grave d'avoir reçu de l'argent étranger pour faire de la propagande antisoviétique.

Pour réduire la résistance juive, les autorités multiplient les tracasseries, les intimidations et les arrestations. Posséder chez soi des manuels d'hébreu, des revues étrangères ou une machine à écrire est suspect. Avoir des contacts avec les touristes étrangers peut être interprété comme un fait d'espionnage. Organiser ou participer à une manifestation publique vaut d'être déféré devant la justice. Le chirurgien-dentiste Mark Nashpits et l'ouvrier métallurgiste Boris Tsitlionok, qui attendaient depuis plus de quatre ans leur visa d'émigration, ont ainsi été arrêtés alors qu'ils participaient à une manifestation silencieuse devant la bibliothèque Lénine. Ils avaient eu à peine le temps de brandir des pancartes proclamant leur droit au départ : la police était immédiatement intervenue. Le 1^{er} avril 1975, ils ont été condamnés tous les deux à cinq ans de résidence surveillée pour « participation active à des manifestations collectives visant à troubler l'ordre public ».

Ce que le K.G.B. voudrait avant tout stopper, c'est le flot des informations qui, par les réseaux juifs, parviennent en Occident. En particulier les informations sur l'univers concentrationnaire. Que diraient en effet les Américains s'ils savaient que les détenus de la prison de Vladimir travaillent sur des fraiseuses fournies par la Cincinnati Milling Machine Company ? Et que diraient les Anglais s'ils apprenaient que les boîtiers de montres qu'ils achètent à l'usine d'horlogerie de Serdobski sont fabriqués par des prisonniers politiques ?



Aujourd'hui la résistance juive est limitée dans ses objectifs. Elle ne cherche pas — elle ne cherche plus — à amender le régime soviétique. Les Juifs russes sont d'abord des candidats au départ. La Russie n'est pour eux que l'ancienne patrie. Ils luttent pour avoir le droit d'en choisir une nouvelle.

Leur objectif porte un nom précis : Cheremetievo, l'aéroport de Moscou. Le scénariste Félix Kandel Kamov, auteur de quinze films, qui attend son visa depuis octobre 1973, en a fait un poème :

Cheremetievo, c'est comme si l'on donnait un bal dans un crématoire.

On se dit adieu à jamais, pour l'éternité, sans retour, dans le tournoisement exotique des étrangers, l'affairement des employés de l'Intourist, l'indifférence des voyageurs, parmi les hôtes pimpantes, les miliciens camouflés en civil et les civils camouflés en miliciens...

Et, au centre de tout cela, il y a Cheremetievo. Le spacieux Cheremetievo, le gai Cheremetievo, ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Et c'est à Cheremetievo que se creuse devant les Juifs la crevasse ultime, douloureuse.

On gémit à Cheremetievo...

On maudit à Cheremetievo...

On s'évanouit aussi à Cheremetievo...

C'est peut-être lui, ce Félix Kandel Kamov, qui aura eu le mot le plus juste en lançant aux Russes d'aujourd'hui : « Vous pouvez rire ou vous fâcher, nous brocarder ou nous maudire, nous n'en avons pas moins ouvert votre fenêtre ! »

Jean-André FAUCHER

Chapitre VIII

APRÈS BREJNEV QUI ?

Un “kremlinologue” très averti, ancien officier des services spéciaux français, analyse le passé pour supputer l’avenir



Dieu vivant du communisme mondial, Staline avait créé un système à son entière dévotion.

LE 5 mars 1953, Joseph Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline, décédait dans sa résidence de Kountsevo, près de Moscou, dans des conditions non élucidées. Naturelle ou quelque peu sollicitée par ses fidèles lieutenants, sa mort n'en revêtait pas moins une importance exceptionnelle. Dieu vivant du communisme mondial, grand pontife du matérialisme scientifique et empereur du

camp socialiste, le défunt était parvenu à concrétiser, en plein vingtième siècle, le mystère de la trinité lénino-marxiste. Son culte s'étendait bien au-delà des limites de son empire, grâce à la fois au zèle de ses missionnaires et à la mauvaise conscience des élites des pays dits bourgeois.

De la Corée du Nord à l'Allemagne de l'Est, on parlait la même langue, le jargon lénino-marxiste, pour prier le

même dieu, Staline, et invoquer les mêmes prophètes, Marx, Engels et Lénine. Il y avait eu, il est vrai, le pénible épisode de l'hérésie titiste, mais cette épreuve avait permis de mobiliser une fois de plus les fidèles et de procéder à une salutaire épuration.

Bien sûr, derrière la façade imposante de l'édifice, tout n'allait pas pour le mieux au sein de l'empire. Sans parler des effets dévastateurs de la guerre — dont, soit dit en passant, les grands vaincus, l'Allemagne et le Japon, s'étaient déjà relevés —, il y avait les conséquences de trente-cinq années d'un système démentiel. Une partie considérable de la population crouissait dans les prisons et les camps, cependant que la terreur paralysait toute initiative créatrice au sein des masses dites « libres ». En dehors de l'industrie lourde et de la fabrication des armements, l'économie périlait. L'agriculture était même tombée en 1952 à un niveau plus bas que celui de la Russie tsariste de 1913, pour une population de près de 50 % plus nombreuse. Pourtant, confiant dans son infailibilité, Staline continuait de prédire des succès dans tous les domaines et, pour en hâter l'avènement, immolait sur son propre autel tous les responsables supposés de la non-exécution de ses prophéties. Il pouvait le faire d'autant plus facilement que son pouvoir « charismatique » s'appuyait sur une organisation unique en son genre.

Les subtils rouages de l'idolocratie stalinienne

Religieuse dans son essence — et s'apparentant de ce fait à toutes les théocraties du passé — l'idolocratie stalinienne se concrétisait dans une organisation ultra-centralisée, fortement hiérarchisée et inextricablement emmêlée, afin de pouvoir faire face à la situation conflictuelle globale professée par le marxisme-léninisme.

Cette organisation se présentait sous deux aspects complémentaires : le fonctionnel et le structurel.

L'aspect fonctionnel était celui d'une pyramide à trois étages, dont chacun correspondait à un niveau de responsabilités.

1^o Au sommet, se trouvait « la divinité en son conseil » (le Præsidium du Comité central du parti), autrement dit l'échelon de décision.

2^o Au niveau intermédiaire, un imposant organisme comptant près de trois mille fonctionnaires de l'appareil du parti et s'articulant en dix-sept sections — la dix-septième étant la Direction politique principale des forces armées — représentait l'échelon de conception. C'est à ce niveau que s'élaborait la stratégie totale communiste, cet « art d'imposer la vérité lénino-marxiste aux adversaires capitalistes par tous les moyens existants : politiques, psychologiques, diplomatiques, financiers, économiques et essentiellement militaires, en empêchant lesdits adversaires de recourir les premiers à la force ». Etat-major unique en son genre, ce Secrétariat s'occupait aussi bien des problèmes intérieurs que des opérations extérieures, préparant des éléments de décision à l'intention de l'échelon suprême, rédigeant et acheminant sur l'échelon d'exécution les ordres de la divinité.

3^o Le troisième échelon était représenté par les ministères et les comités d'Etat, ainsi que par les instances dirigeantes des partis communistes des diverses républiques soviétiques, des pays capitalistes et des pays en voie de développement. Notons au passage que le ministère de la

Sécurité d'Etat (M.G.B.) court-circuitait le Secrétariat et se trouvait par l'intermédiaire de Beria directement dans la main de Staline.

Cet aspect fonctionnel avait évidemment une importance primordiale, mais l'originalité et la solidité de l'idolocratie résidaient dans l'aspect structurel de l'organisation.

L'épine dorsale de celle-ci était constituée par l'appareil du parti — le clergé de l'idole —, qui se ramifiait à travers l'ensemble du pays, animait l'appareil gouvernemental, pénétrait les forces armées et se raccordait aux organismes dirigeants des grands partis communistes « frères » (P.C. chinois, P.C. des pays satellites, etc.). Courroies de transmission du système, les Jeunesses communistes, les syndicats et autres organisations de masse constituaient des toiles d'araignée supplémentaires, dont les mailles ténues recoupaient et complétaient celles du parti et de l'Administration.

Inexorablement prisonnière de cet enchevêtrement, la population se trouvait de plus soumise au contrôle permanent de la Sécurité d'Etat (M.G.B.), cette Sainte Inquisition de l'idolocratie, omniprésente et omnisciente grâce à ses innombrables réseaux de mouchards. Organisme à la fois policier, judiciaire, pénitentiaire et économique, cet extraordinaire outil disposait en outre de ses propres forces armées : troupes spéciales et unités de gardes-frontières. Dépendant directement de l'échelon de décision, le M.G.B. épaulait d'une part l'action de l'appareil du parti (tout en veillant au maintien rigoureux de l'orthodoxie en son sein) et, d'autre part, présent par le biais du contre-espionnage dans les forces armées, il était à même de neutraliser dans l'œuf toute velléité de révolte militaire.

Ainsi le troisième pilier du régime — l'armée — se trouvait-il réduit au rôle d'un outil de l'idolocratie, ne représentant aucun danger pour celle-ci. Ce fait a été amplement illustré par l'absence de toute réaction dans l'armée lors des purges de 1931-1938 ou bien lors de la reprise en main des années d'après-guerre. Il faut préciser à ce propos que lesdites années n'avaient « d'après-guerre » que le nom, car, succédant on peut dire sans interruption au deuxième conflit mondial, un nouvel affrontement était en cours.

L'idolocratie face à l'ennemi capitaliste

Cet affrontement auquel on a donné le nom discutable de guerre froide découlait tout simplement de la mise en œuvre de la stratégie totale communiste que nous avons définie plus haut. La vérité étant une, l'idolocratie stalinienne s'efforçait de l'imposer par tous les moyens — à l'exclusion d'un recours direct à la force — aux pays du camp capitaliste, dirigé par les Etats-Unis. Ainsi se trouvait-on en quelque sorte dans un troisième (et officieux) conflit mondial, dont une des caractéristiques majeures résidait dans le fait que, de part et d'autre, on cherchait à dissuader un adversaire qui n'avait pas l'intention d'attaquer. A l'origine de ce malentendu, il y avait, il faut le dire, deux dogmes de la religion lénino-marxiste : celui du « caractère belliciste de l'impérialisme » et celui de « l'inévitabilité de la guerre ». Persuadé que, tôt ou tard, l'ennemi impérialiste attaquerait son empire, Staline mettait tout en œuvre pour affaiblir et diviser cet ennemi, afin que son agression débouchât sur la défaite et la révolution mondiale. De leur côté, les démocraties occidentales, dont les dirigeants ignoraient lesdits

dogmes, allaient finir par s'émouvoir devant l'attitude curieuse de l'U.R.S.S., interprétée comme la préparation à une éventuelle agression militaire.

De ce fait, la géniale manœuvre stalinienne visant à diviser les adversaires allait au contraire les inciter à s'unir.

Certaines des initiatives de la « divinité », telles que la participation de l'U.R.S.S. à la création de l'Etat d'Israël, le blocus de Berlin ou bien l'agression de la Corée du Nord contre celle du Sud, devaient même aboutir à de sérieux échecs. Enfin, dans le domaine militaire, son infaillibilité fut à l'origine d'une situation paradoxale, caractérisée par le fait qu'en mars 1953 l'armée soviétique était totalement inadaptée à une éventuelle guerre nucléaire, alors que l'U.R.S.S. possédait la bombe A depuis 1948 et qu'elle s'appêtait à faire exploser une bombe H dans un proche avenir.

Certes, le bilan territorial des huit années d'affrontement était dans l'ensemble positif. La perte de la Yougoslavie et l'échec des communistes grecs avaient été largement compensés par l'entrée dans l'empire de l'immense Chine et la consolidation de l'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est. Toutefois, au moment de la disparition de Staline, ses lieutenants étaient loin de partager le triomphalisme de leur propre propagande. On avait évité le pire en Corée — c'est-à-dire une guerre générale à la suite de l'attaque nucléaire préconisée par le général MacArthur —, mais la hantise de voir les Américains profiter de leur supériorité dans le domaine atomique n'était pas feinte au Kremlin.

La double mort de la divinité

En conférant à Staline tous les attributs de Dieu, les « chamans » de l'Agit-prop avaient malencontreusement omis de le proclamer immortel. Cet oubli sera à l'origine du processus qui, en trois ans, transformera sa mort physique en mort spirituelle et se muera dès lors en un mal inexorable : la laïcisation du système idocratique.

Le scénario de cette double mort de l'idole est riche en rebondissements. Dès le début, cinq candidats à la divinisation (1) briguent la succession du dieu défunt. Il en résulte une implacable lutte pour le pouvoir, dont les Chinois deviennent les arbitres. Pour de multiples raisons, Pékin soutient en coulisse l'*outsider* Khrouchtchev. Ce dernier manœuvre adroitement pour s'emparer du Secrétariat du Comité central — cet état-major général du système —, à la tête duquel Malenkov aurait dû succéder à Staline. Devenu uniquement président du Conseil, Malenkov n'est plus dans la course. Beria paraît alors le mieux placé, mais, le 25 juin 1953, une semaine après les émeutes de Berlin-Est, le Grand Inquisiteur est arrêté grâce au concours de la garnison de Moscou et inculpé de haute trahison (2).

La direction collégiale en profite pour dissoudre le ministère de la Sécurité d'Etat et créer à sa place un comité d'Etat — K.G.B. — aux prérogatives restreintes. Les militaires, qui ont permis à l'appareil de reprendre en main la police, prennent de l'importance. On décide de moderniser les forces armées après qu'en août 1953 eut explosé la première bombe H soviétique. Dans la foulée, le dogme de

« l'inévitabilité de la guerre » va être revu, ce qui signifie que la « victoire finale » peut être obtenue par des moyens pacifiques.

Cependant Khrouchtchev poursuit sa manœuvre. Prenant la parole à Pékin le 1^{er} octobre 1954, il promet aux Chinois, au nom de l'U.R.S.S., une aide militaire pour la reconquête de Formose et la livraison des secrets nucléaires soviétiques. Les dirigeants de Pékin exultent, mais, au Kremlin, c'est la consternation. L'agence *Tass* censure les promesses inconsidérées du camarade Khrouchtchev. Le mal est fait pourtant, et l'U.R.S.S. doit s'exécuter. En attendant la reconquête de Formose, des spécialistes sont expédiés en Chine pour participer à la création des installations nucléaires que, de nos jours, le Kremlin voudrait tant détruire.

A la même époque, face à l'Occident, on cède en apparence du terrain en reconnaissant l'Allemagne de l'Ouest et en signant le traité de paix avec l'Autriche. Ce dernier Etat proclame une neutralité qui arrange bien Moscou, mais le chancelier Adenauer, lui, ne succombe pas au charme des dirigeants soviétiques et, après avoir obtenu la libération de millions de prisonniers allemands, il fait admettre son pays dans l'Alliance atlantique. La riposte soviétique se traduit par la création du Pacte de Varsovie, dont l'Allemagne de l'Est devient un membre particulièrement hargneux.

Cependant, en U.R.S.S., où le nom de Staline est de moins en moins évoqué, on se prépare en vue du XX^e Congrès du parti, qui doit se tenir en février 1956. On s'attend au rituel classique de l'idocratie, lorsque l'éternel trublion Khrouchtchev lance sa bombe, remettant en cause dans un discours secret l'infaillibilité et même les qualités morales de Staline. Ce déicide à titre posthume ébranle les colonnes du temple du matérialisme scientifique. Dans les partis communistes occidentaux — le P.C. français en particulier —, on s'efforce d'atténuer le choc, mais au sein de l'empire, c'est la catastrophe. Un vent de révolte souffle en Europe de l'Est ; en U.R.S.S. même, on décapite les statues de Staline, et les jeunes générations découvrent l'ampleur des mensonges officiels. Désormais la vraie foi est morte dans la patrie du socialisme lénino-marxiste.

A Pékin, on perçoit le danger. Toutefois le soutien à Khrouchtchev est maintenu. Il en a bien besoin d'ailleurs, car les explosions successives de la Pologne et de la Hongrie lui font courir le risque de l'élimination totale. Ses collègues envisagent sérieusement de se débarrasser de cet apprenti sorcier, lorsque les Chinois interviennent non seulement pour le sauver, mais même pour prendre en quelque sorte la direction des opérations. Sur leurs conseils, l'U.R.S.S. n'intervient pas militairement en Pologne, desserre son étau sur ce pays et reconnaît le « déviationniste » Gomulka. En revanche, c'est également sur l'injonction de Pékin que Moscou brise par la force en novembre 1956 les velléités d'indépendance de la Hongrie et montre les dents à Suez (3).

A la fin de 1956, l'empire stalinien, en plein désarroi, est en fait dirigé par Mao, cependant qu'à Moscou les héritiers de l'idole morte en sont toujours à la lutte pour le pouvoir. Au début de 1957, on assiste même à une véritable tournée d'inspection de Chou En-lai en Europe de l'Est, et, dans la presse communiste, la Chine se trouve associée à l'U.R.S.S. à la tête du camp socialiste.

Le dernier round de la succession de Staline se joue au Kremlin les 10 et 11 juin 1957. Mis en minorité au sein du Præsidium et menacé d'exclusion, Khrouchtchev trahit.

(1) Par ordre de préséance : Malenkov, Beria, Molotov, Kaganovitch et Khrouchtchev.

(2) Le plus curieux est que cette accusation, en apparence aberrante, aurait été fondée. Selon certaines sources, Beria aurait envisagé à l'époque de s'emparer du pouvoir et de retourner sa veste en effectuant un spectaculaire rapprochement soviéto-américain.

(3) Il ne faut pas oublier que c'est sur les conseils de Chou En-lai que l'U.R.S.S. a commencé à aider l'Egypte de Nasser, à partir de 1955.



Malgré son sourire et son air (faussement) bonhomme, Khrouchtchev a accumulé les échecs.

l'éthique de l'idolocratie. A l'insu de ses collègues et profitant de la complicité du maréchal Joukov, qui met à la disposition du Secrétariat les moyens de transport aérien du ministère de la Défense, il fait amener à Moscou tous les membres du Comité central. Dûment chapitré, cet organisme sort de son rôle habituel de Parlement croupion et somme le Præsidium de comparaître devant lui. Les majoritaires deviennent minoritaires et se voient flétris à jamais du nom d'« anti-parti ». Khrouchtchev est acclamé et, reconnu par Pékin, devient le nouveau chef de l'empire. D'ailleurs Mao en personne viendra en octobre 1957 à Moscou introniser son candidat.

Le règne manqué du déicide (1957-1964)

En accédant au pouvoir, Nikita Khrouchtchev n'envisage certainement pas de jouer les divinités. Il méprise trop Staline, qu'il a connu de près, pour imiter sa démence. En revanche, il est persuadé d'avoir les qualités requises pour être le nouveau « pape-empereur » du système, en se recommandant au besoin du cadavre embaumé de Lénine.

Certes, il peut faire illusion quelque temps — à l'instar du roi nu du conte —, mais il n'en est pas moins un pape sans tiare et un empereur sans couronne assis sur un trône bancal. Ce trône va d'ailleurs s'effondrer sous lui sept ans plus tard, grâce au concours actif de ses fidèles lieutenants.

Cela dit, le bilan de son règne, si souvent déformé par les observateurs occidentaux charmés par ce « bon monsieur K », apparaît, vu de Moscou, franchement négatif.

La série de réformes entreprises en U.R.S.S. même (décentralisation de l'économie, réorganisation du système kolkhozien, justice, enseignement, maintien de l'ordre, etc.) nécessitaient une poigne de fer. Or, prisonnier de son rôle de champion de la déstalinisation et en même temps soucieux de maintenir le K.G.B. dans une stricte légalité, Khrouchtchev ne fera qu'encourager sans le vouloir un relâchement général dû à la fin de la terreur et à la mort de la foi. Finalement, il en sera réduit à instituer la peine de mort pour délit économique et, faute de pouvoir resacraliser le marxisme-léninisme, à patronner une campagne d'envergure contre les religions révélées.

Pour le reste, toutes ses entreprises allaient se solder par des échecs.

S'érigeant en champion de la prospérité, du développement des biens de consommation et, par voie de conséquence, du désarmement, il allait aboutir à un accroissement prodigieux de la puissance militaire soviétique sans parvenir à améliorer dans les mêmes proportions le niveau de vie des citoyens. Grâce à lui, l'U.R.S.S. faisait peur, mais n'inspirait pas l'envie.

Tenté par les avantages du libéralisme, il ne pouvait, bien entendu, renoncer au dirigisme. Après avoir prôné la nécessité d'encourager le profit et favorisé la mise en pratique limitée des thèses de Libermann, il a été amené à consolider l'emprise du parti sur la production, mécontentant à la fois

les apparatchiks et les techniciens par une réforme aberrante des structures économico-administratives, à la fin de 1962.

S'acharnant à obtenir une aide économique accrue de la part des capitalistes tout en maintenant l'autarcie, il a abouti à une situation hybride. Peu de prêts à long terme seront accordés à l'U.R.S.S., dont l'économie n'était d'ailleurs pas adaptée à un véritable apport de sang nouveau. D'autre part, les livraisons accrues de biens d'équipement s'enliseront dans la vase de la bureaucratie soviétique.

Enfin et surtout, c'est dans le domaine de l'agriculture que la faillite devait être la plus évidente. Les quelques progrès enregistrés par rapport à l'époque stalinienne n'ont pu être obtenus que par une augmentation considérable des surfaces cultivées. Pour le reste, aucune des initiatives spectaculaires de Khrouchtchev (réforme des kolkhozes, défrichement des terres vierges par des volontaires, etc.) n'a pu atteindre son but. En 1963, l'U.R.S.S. en était réduite à importer des céréales pour éviter un début de famine.

A ce tableau désolant devaient s'ajouter les conséquences au sein de l'empire du différend Moscou-Pékin. Dès l'été 1958, Khrouchtchev avait cru possible de revenir aux saines traditions en rappelant à Mao la primauté du Kremlin et en refusant de cautionner un projet de reconquête de Formose. Ainsi les Chinois avaient-ils découvert avec dépit qu'ils s'étaient trompés de candidat. En 1959, le malentendu devait se muer en épreuve de force, à la suite des sanctions prises par Moscou contre l'allié récalcitrant, et aboutir d'abord au schisme albanais de 1961, puis à une véritable guerre froide sino-soviétique à partir d'avril 1963.

Enfin, face à l'adversaire capitaliste, les grands desseins de Khrouchtchev — un « super-Yalta » visant à arracher aux chefs d'Etat occidentaux le maximum de concessions, et une grande opération sur les pays du tiers monde — allaient également se solder par des échecs. Après avoir, entre 1958 et 1960, utilisé Berlin comme moyen de pression pour obtenir une conférence au sommet, ce « bon monsieur K » avait manqué à Paris la dernière phase de sa manœuvre. Un an plus tard, au cours de l'été 1961, la nouvelle épreuve de force suscitée par lui à Berlin devait aboutir à l'érection du « mur » sans pour autant déboucher sur une conférence au sommet. Enfin, en octobre 1962, la crise de Cuba allait non seulement s'achever sur une grave défaite morale pour l'U.R.S.S., mais également précipiter le schisme chinois. Quant au tiers monde, passé les moments d'euphorie de l'exploitation du processus de décolonisation, de 1958 à 1960, la concurrence chinoise et le bouillonnement anarchique des pays sous-développés allaient poser aux stratèges du Kremlin des problèmes de plus en plus difficiles.

De la monocratie à l'oligarchie (1964-1969)

Le mauvais exemple donné par Khrouchtchev en juin 1957 a été retenu. C'est en le faisant comparaître devant le Comité central, convoqué à son insu, que ses « fidèles lieutenants » se débarrassent de l'empereur déicide comme d'un vulgaire Premier ministre bourgeois, le 14 octobre 1964. Le bilan esquissé plus haut y était pour quelque chose ; de plus, les Chinois, sondés discrètement par les lieutenants, en avaient fait un préalable à toute normalisation des relations entre les deux partis. Cependant l'opération avait eu pour détonateur une ultime initiative de Khrouchtchev, visant, par des contacts secrets dont il avait



La célèbre troïka : Podgorniy, Brejnev, Kossyguine (de g. à dr.). En ce temps-là, ils étaient trois à porter le chapeau.

chargé son gendre Adjoubei, à obtenir un véritable rapprochement soviéto-occidental (4).

A Pékin, on salue la chute du « révisionniste » en faisant exploser le 15 octobre la première bombe A chinoise — une bombe, soit dit en passant, quelque peu due à Khrouchtchev —, et Chou En-lai accepte de se rendre à Moscou le 6 novembre 1964 pour honorer de sa présence le quarante-septième anniversaire de la révolution. Les contacts avec la nouvelle direction collégiale — coiffée par la troïka Brejnev-Kossyguine-Podgorniy — sont décevants. « Ils sont pires que l'autre, aurait dit le Premier chinois en repartant pour Pékin. Ils font du khrouchtchevisme sans Khrouchtchev. »

Le fait est que la douzaine d'apparatchiks qui se partagent le pouvoir ne peut pas faire grand-chose. Le système a été

(4) Adjoubei avait d'abord sondé le Saint-Siège, puis, s'étant rendu à Bonn, avait fait des propositions concrètes aux Allemands de l'Ouest. Ces propositions ont été connues à Moscou grâce aux services de renseignements de l'Allemagne de l'Est. Il y a une certaine similitude, en l'occurrence, entre le cas de Khrouchtchev et celui de Beria.

créé pour une monocratie et non pour un directoire. Or il ne s'agit pas uniquement de tenter de redresser le bilan légué par le monarque déchu ; la situation mondiale est mouvante, et l'antagonisme sino-soviétique menace l'unité de l'empire et complique terriblement la manœuvre de l'U.R.S.S. face au camp capitaliste.

Cependant, au cours de l'année 1965, la Chine voit son prestige décliner parmi les mouvements révolutionnaires du tiers monde, en particulier du fait de l'impuissance de Pékin à faire cesser les bombardements américains au Nord Vietnam — alors que d'aucuns s'attendaient à une intervention chinoise, comme en Corée — et surtout à cause du massacre des communistes prochiñois par les militaires indonésiens à la suite du putsch manqué du colonel Un Tung, le 30 septembre 1965.

La crise intérieure qui couvait à Pékin depuis quelques années va aboutir en 1966 à la guerre civile larvée de la révolution culturelle. Il en résulte une sérieuse éclipse de la Chine, dont le Kremlin profite pour tenter de reconquérir les positions perdues dans le tiers monde et au Moyen-Orient. Cuba, qui avait failli naguère basculer dans le camp chinois, opte démonstrativement pour l'U.R.S.S.

Toutefois c'est sur l'empire, et plus spécialement sur l'U.R.S.S. elle-même, que se concentrent les efforts de la direction collégiale soviétique. Dès 1965, il ne reste plus grand-chose des réformes du règne précédent. En même temps s'amorce une patiente reprise en main de la population, qui va provoquer en retour le phénomène de la contestation. C'est que le pouvoir a franchi avec l'élimination pitoyable de Khroutchev un nouveau pas dans la voie de la désacralisation. Les hiérarques du Kremlin ont beau se raccrocher à la momie de Lénine, ils ne font plus illusion. En marge de leur propagande et de son succédané, la littérature officielle, apparaissent les écrits libres du *samizdat*. Désormais la lutte en apparence inégale ne pourra qu'évoluer à l'avantage des héros de la liberté.

De la fin mars au début d'avril 1966, se tient le XXIII^e Congrès du parti. En apparence, Leonid Brejnev, premier secrétaire général, émerge du lot. La réalité est néanmoins plus complexe, car l'échelon de décision — qui s'appelle désormais Politburo — compte onze membres influents de l'appareil, possédant chacun une importante clientèle dans les structures du système. Insensiblement, on va s'acheminer vers un élargissement de cette tête du parti, avec la participation pour les grandes décisions des hauts fonctionnaires du Secrétariat du Comité central. Rappelons à ce propos que cet organisme comprend dix-sept sections, avec à la tête de chacune d'elles un chef, un premier suppléant et trois suppléants, ce qui donne un total de quarante-cinq personnalités venant éventuellement s'ajouter aux onze membres en titre et aux six suppléants du Politburo. Ainsi le pouvoir évolue-t-il vers une oligarchie de plus de cent membres.

On mesure aisément le chemin franchi depuis la mort de Staline, surtout lorsqu'on réfléchit sur les caractéristiques de cette oligarchie à la fois pléthorique, gérontocratique, anachronique et de qualité discutable. Pléthorique, elle l'est par définition, dans la mesure où le système a été créé pour une monocratie ; sa moyenne d'âge est de soixante ans en 1966 (5) ; son anachronisme découle du fait qu'elle réunit des grands prêtres d'une religion morte ; enfin, sa qualité est discutable parce que tous ses membres sont le produit de la sélection à rebours de l'époque stalinienne. Le décalage entre cette caste dirigeante et les véritables élites scientifi-

ques, techniques et intellectuelles du pays va s'accroître d'année en année. Cela sera particulièrement sensible en 1967, par exemple, l'année du cinquantième anniversaire de la révolution. Par un curieux concours de circonstances, cette année exceptionnelle sera marquée par une série d'échecs. Pour commencer, la Roumanie décide, contre l'avis du Kremlin, de nouer des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale. Sommé de venir s'expliquer devant ses pairs réunis à Varsovie, M. Ceaucescu n'obtempère pas. On assiste alors à un véritable carrousel des dirigeants communistes, qui se termine par la conférence de Karlovy-Vary, en avril 1967. Au cours de cette conférence, on évite de peu une crise grave grâce aux bons offices des Polonais, qui persuadent les Roumains et même les Hongrois de ne pas pousser à bout les Soviétiques. Cette conférence coïncide avec la mort tragique du cosmonaute Komarov, qui devait atterrir le jour du quatre-vingt-dix-septième anniversaire de la naissance de Lénine. Cette catastrophe affecte une population dans l'ensemble très superstitieuse.

Une « géniale » provocation qui finit en déconfiture

Au mois de mai, les services spéciaux soviétiques montent une « géniale » provocation en fournissant à Damas de faux renseignements sur l'imminence d'une agression israélienne. Le but de l'opération est de créer une très forte tension au Moyen-Orient et de permettre ainsi à l'U.R.S.S. de réclamer une conférence au sommet à propos du problème israélo-arabe. La tension monte effectivement, jusqu'au moment où Israël lance une fulgurante attaque préventive et, en dix jours, inflige une écrasante défaite à l'Egypte, à la Jordanie et à la Syrie — et indirectement à l'U.R.S.S. Moscou tente alors de remporter la deuxième manche sur le tapis vert, mais sa motion est repoussée à l'O.N.U. C'est finalement en position de faiblesse que M. Kossyguine rencontre le président Johnson à Glassboro. Pendant ce temps, M. Podgorny se rend au Caire pour en quelque sorte faire pardonner son pays coupable de ne pas avoir volé au secours de ses amis arabes agressés. Pour cela, il promet une nouvelle aide militaire à l'Egypte et à la Syrie.

À l'automne de cette même année 1967, l'atmosphère est lourde en U.R.S.S. À la veille des cérémonies du cinquantième anniversaire, on assiste à une curieuse campagne de faux bruits sur l'imminence d'une guerre avec la Chine. Enfin, l'année se termine sur un coup d'audace des jeunes apparatchiks tchécoslovaques, qui mettent le Kremlin devant le fait accompli en se débarrassant de Novotny.

L'année 1968 s'annonce encore plus difficile. En Tchécoslovaquie, s'amorce une véritable révolution pacifique, libérant toutes les forces vives du pays. En Pologne, les intellectuels et les étudiants s'agitent dangereusement. Enfin, en U.R.S.S. même, la contestation gagne du terrain et se mue progressivement en une véritable opposition. La reprise en main devient le souci principal de l'oligarchie. Les cadres supérieurs du K.G.B. en profitent pour récupérer progressivement les positions perdues par les services de sécurité depuis 1953. En juin 1967, ces services ont été placés sous les ordres d'un nouveau chef, Youri Andropov, un apparatchik qui, à l'inverse de ses prédécesseurs Chelepine et Semitchasny, s'est intégré dans la famille « tchekiste » (6). En décembre 1967, ladite famille a pu, avec la

(5) A peu de chose près, nous trouvons les mêmes oligarques de nos jours, mais avec onze ans de plus !

(6) Tchekiste : nom usuel provenant du sigle V. Tch. K. (Commission extraordinaire panrusse), première version, créée en décembre 1917, des services de sécurité soviétiques.

bénédiction de l'oligarchie, fêter avec éclat son cinquantième anniversaire. Dès le début de 1968, c'est à elle que revient la tâche de noyauter la contestation en U.R.S.S., d'aider les Polonais à mater leurs intellectuels, et d'étudier en Tchécoslovaquie les moyens de remédier aux effets inquiétants de la libéralisation en cours. Ainsi qu'on le sait, le P.C. polonais, bénéficiant en sous main de l'aide du K.G.B., parvient en mars à liquider la révolte estudiantine. En revanche, en Tchécoslovaquie, le putsch militaire pro-soviétique combiné par les tchekistes et le général Senia échoue, car, à Moscou, l'oligarchie est divisée sur les suites à donner à cette opération. Finalement, il faudra attendre le mois d'août pour voir régler par une intervention militaire le problème tchécoslovaque.

La laborieuse création d'une idole (1969-1972)

Pour redevenir une véritable « Sainte Inquisition », les services de sécurité ont évidemment besoin d'une nouvelle idole, grâce à laquelle on pourra restaurer l'idolocratie. Le culte de Lénine ne suffit pas : pour que le système soit viable, il faut un dieu vivant. Cette nécessité s'impose également aux fonctionnaires de l'Agit-prop et à la faction probrejevienne de l'oligarchie. Le secrétaire général devient *nolens volens* candidat à la divinisation.

Le 22 janvier 1969, il subit en ce sens une épreuve initiatique sous la forme d'un attentat perpétré à l'entrée du Kremlin contre sa voiture par le lieutenant Illyine. Celui-ci, en service dans une unité du génie à Leningrad, est venu sans permission à Moscou, où il a pu se procurer chez un sien cousin un uniforme de la milice (7) et ensuite s'incorporer sans éveiller l'attention dans le service d'ordre mis en place devant la porte de Borovitsky pour accueillir Leonid Brejnev et une équipe de cosmonautes. Au moment où le cortège des véhicules officiels parvient à sa hauteur, Illyine fait feu sur la voiture du secrétaire général. Celui-ci est sauvé par sa vitre pare-balles, mais un des motards de son escorte est tué. On s'empare du lieutenant, et le premier réflexe des autorités est de faire le black-out sur cet événement. Cependant, peu de temps après, Victor Louis, agent patenté du K.G.B. déguisé en journaliste, prévient un certain nombre de correspondants de presse occidentaux. Ceux-ci assaillent les services d'information soviétiques de questions indiscrètes. Il en résulte d'abord un démenti officiel, puis un communiqué non moins officiel relatant brièvement l'attentat. Près d'un an plus tard, Illyine sera déclaré fou et interné dans un asile psychiatrique.

Certes, nous ignorons tous les tenants et aboutissants de cet attentat. Deux choses sont néanmoins sûres : M. Brejnev en sort grandi, et la nécessité de renforcer les services de sécurité s'impose. Le K.G.B. peut arguer du laisser-aller dont ont fait preuve en l'occurrence les autorités militaires et la milice, pour s'introduire plus profondément au sein des forces armées et du ministère de l'Intérieur.

Au lendemain de cet attentat, on s'attend à des chambardements dans l'oligarchie, mais il ne se passe rien. L'ère des holocaustes est bien terminée, ce qui ne facilite pas le processus de resacralisation !

Cependant la guerre froide sino-soviétique s'aggrave. De part et d'autre, on en vient à se demander si le fameux dogme de l'inévitabilité de la guerre — abandonné par les Soviétiques — n'est pas en passe de se vérifier. Au début de

mars 1969, des combats sanglants ont lieu sur l'Oussouri ; d'autres éclateront plus tard à la frontière du Kazakhstan. A Moscou, on envisage sérieusement une attaque préventive contre les installations nucléaires chinoises. La plus élémentaire des prudences incite toutefois l'oligarchie à sonder à ce propos Washington, où la nouvelle administration du président Nixon paraît vouloir inaugurer une politique étrangère originale. Sèchement, les Américains répondent qu'ils sont opposés à toute explosion dangereuse. Finalement, les obsèques du président Ho Chi Minh donnent l'occasion d'une rencontre Kossyguine-Chou En-lai en septembre 1969 à Hanoï. D'interminables négociations vont s'engager ensuite à Pékin, au cours desquelles les Chinois appliqueront aux Soviétiques le traitement dialectique que ces derniers avaient jusqu'ici l'habitude d'appliquer à leurs interlocuteurs bourgeois.

Abandonnant l'idée de régler son différend avec Pékin par la force, l'oligarchie entame alors une grande opération de stratégie indirecte visant, d'une part, à neutraliser le théâtre européen et, d'autre part, à isoler totalement la Chine. Pour y parvenir, les Soviétiques comptent réunir une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, puis une conférence analogue en Asie.

Au Kremlin, cependant, la primauté de Leonid Brejnev continue de s'affirmer, mais on ne peut pas encore parler de monocratie. Le « candidat souverain » se lance en attendant dans une œuvre quasi surhumaine : la révision de l'économie soviétique. Les découvertes qu'il fait à cette occasion sont, semble-t-il, consternantes. En dehors du secteur prioritaire (l'industrie lourde, les fabrications d'armements, les transports et le domaine spatial), tout périclité. Pour sortir de l'impasse, deux solutions s'offrent à l'oligarchie : soit recréer un état de mobilisation et, en utilisant des méthodes coercitives, rattraper le retard dans les secteurs des biens d'équipement, des biens de consommation et de l'agriculture ; soit amadouer les pays capitalistes par des promesses d'échanges avantageux et obtenir d'eux les crédits, le matériel et la technologie nécessaires aux secteurs retardataires. Il y avait, bien sûr, une troisième solution, consistant à restreindre un peu le secteur prioritaire, mais un tel sacrilège ne pouvait venir à l'esprit des oligarques.

Comme il fallait s'y attendre, l'alternative économique va diviser l'oligarchie en deux clans. Si la majorité se rallie à Leonid Brejnev pour la solution « capitaliste », une minorité de purs estime avec Michel Souslov dangereuse cette nouvelle version de la « révolution de Pierre le Grand ». Finalement, le plan Brejnev sera entériné par le XXIV^e Congrès du parti, en avril 1971.

Mais, avant cela, en décembre 1970, Moscou connaît une chaude alerte du fait des événements de Pologne. Gomulka est forcé de démissionner ; le pays est en état de révolte semi-ouverte. Sans l'adresse et le sens politique d'Edouard Gierek, les Soviétiques auraient été obligés d'intervenir et probablement de noyer dans le sang une insurrection générale.

D'autre part, la contestation progresse en U.R.S.S. Certes, le nombre des dissidents arrêtés s'accroît, mais les martyrs font école, et, de plus, on en parle beaucoup dans les pays capitalistes à un moment où l'oligarchie envisage justement de « taper » lesdits pays. De leur côté, les tchekistes commencent à investir les organes du pouvoir des républiques allogènes (républiques baltes, caucasiennes et asiatiques), en attendant de s'attaquer aux bastions russe, ukrainien et biélorusse. C'est ainsi que, dans la république d'Azerbaïdjan, où le général du K.G.B. Aliev avait rem-

(7) Milice : police en tenue relevant du ministère de l'Intérieur (M.V.D.).

placé en 1969 le chef local du parti, Akhoudov, on constatait deux ans après qu'une bonne partie des apparatchiks et des fonctionnaires gouvernementaux avaient été relevés dans leurs fonctions par des tchekistes. Or toutes ces nominations avaient reçu l'aval de Moscou, et plus précisément de Brejnev.

La prééminence de ce dernier est largement confirmée par le XXIV^e Congrès. Mais la nouvelle politique américaine inquiète le Kremlin. Au cours de l'été 1971, survient comme un coup de tonnerre l'annonce du voyage de M. Kissinger en Chine et d'une ultérieure visite officielle du président Nixon à Pékin. Pour contrecarrer quelque peu cette manœuvre, l'U.R.S.S. prend en marche le « train des événements » sur le sous-continent indien en signant un véritable traité d'alliance avec New Delhi. L'année se termine par la victoire éclair de l'Inde sur le Pakistan, victoire qui rehausse à peu de frais le prestige de l'U.R.S.S. en Asie, face à une Chine secouée par les séquelles de l'affaire Lin Biao.

Mais le sort est changeant. En février, la visite du président Nixon à Pékin redore le blason chinois, et l'échec au Vietnam de l'offensive communiste soutenue par Moscou, avec à l'arrière-plan la reprise des bombardements massifs américains au Nord Vietnam, place l'U.R.S.S. dans une position délicate. Des remous ont lieu au sein de l'oligarchie, et quelques excités, dont l'Ukrainien Chelest, sont éliminés. Finalement, c'est en situation de faiblesse que Brejnev reçoit Nixon à la fin de mai 1972 à Moscou. La propagande et le K.G.B. ont beau faire, on ne fabrique pas si facilement des divinités.

La montée des militaires et des policiers (1972-1975)

A l'époque pure et dure de l'idolocratie stalinienne, l'épine dorsale du système était, ainsi que nous l'avons vu, l'appareil du parti, ce clergé bivalent chargé à la fois du spirituel et du temporel. Au fil des années, ledit clergé, qui a successivement acclamé le déicide commis par Khrouchtchev, la victoire truquée du même Khrouchtchev sur ses collègues majoritaires, l'amitié éternelle soviéto-chinoise, la condamnation du maoïsme, l'éviction de Khrouchtchev par ses fidèles lieutenants, la nécessité d'une direction collégiale, l'émergence de Brejnev, etc., s'est mué en une caste de profiteurs veules et jouisseurs. Avec le déclin de la foi, le

marxisme-léninisme est devenu une langue morte. Si naguère cette foi conférait aux apparatchiks une certaine autorité morale auprès des exécutants, désormais le processus de laïcisation les réduit au rôle de bruyantes mouches du coche. Vingt ans après la mort physique de Staline, son fameux appareil n'est plus qu'un énorme organisme parasitaire, dont la seule fonction sérieuse est de fournir des hiérarques à l'idolocratie laïcisée.

Cependant, par une sorte de loi de compensation, les deux autres piliers du système, les forces armées et les services de sécurité, gagnent en puissance, en qualité et en autorité, assurant la survie de l'ensemble au nom d'un patriotisme russe de plus en plus en contradiction avec les sentiments nationalistes des autres composants de l'empire.

Le développement des forces armées s'est effectué à un rythme soutenu, et, à part quelques heurts avec Khrouchtchev (limogeage de Joukov, réductions massives d'effectifs, démission de Sokolovsky), les grands chefs militaires n'ont pas eu à se plaindre de l'orientation du système. Toutefois, au début des années 70, plus sensibles par formation que d'autres aux signes de relâchement, il semble que des hauts dignitaires des forces armées aient commencé à manifester leur irritation. Du moins il est certain que la visite en position de force à Moscou du président Nixon, en mai 1972, coïncidant avec le minage et les bombardements du Nord Vietnam, a dû être ressentie comme une injure par les militaires soviétiques. Toujours est-il qu'un an plus tard, en avril 1973, le maréchal Gretchko, ministre de la Défense, est admis au sein du Politburo en même temps que le chef du K.G.B., Youri Andropov, et le ministre des Affaires étrangères, Andréï Gromyko. Si la promotion politique du dernier nommé sanctionne sa parfaite connaissance du monde anglo-saxon et le place en quelque sorte au niveau de son homologue Henry Kissinger, l'accession à l'échelon de décision d'Andropov et surtout de Gretchko constitue une véritable révolution dans les structures du système.

Comme au temps de Staline, les services de sécurité dépendent de nouveau directement de l'échelon suprême, mais avec une différence majeure, à savoir qu'à la tête de cet échelon se trouve un homme et non plus un dieu, ce qui confère au K.G.B. une importance accrue. Cette importance tient aussi aux positions acquises par les tchekistes au détriment de l'appareil dans l'ensemble du système, y compris dans le Secrétariat du Comité central (8).

(8) C'est ainsi que le K.G.B. contrôle tous les instituts d'études politiques, du genre IMEMO, qui travaillent au profit du Secrétariat.



L'immeuble du K.G.B. à Moscou. C'est également là que se trouve la célèbre prison de la Lioubianka.

De leur côté, les militaires n'ont plus vis-à-vis des apparatchiks le respect craintif de naguère. Installé au sommet du système dans le sillage immédiat de Leonid Brejnev, le maréchal Gretchko maintient le contact direct avec son ministère en court-circuitant le Secrétariat du Comité central. Ainsi l'état-major des Forces armées échappe-t-il au contrôle du Secrétariat, c'est-à-dire de l'état-major de stratégie totale de l'empire. Notons en passant que c'est pour avoir tenté de réaliser une situation analogue que le maréchal Joukov a été limogé par Khrouchtchev à la fin de 1957. Mais quinze années de laïcisation ont profondément modifié le système. Désormais les militaires n'ont plus rien à redouter d'un « clergé » déliquéscent. Ce sont leurs spécialistes qui assurent le maintien ou l'extension de l'influence soviétique en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique. Ce sont les unités ultra-modernes des forces armées soviétiques et non plus l'aura révolutionnaire de Moscou qui garantissent l'unité et la sécurité de l'empire, et impressionnent les dirigeants des pays capitalistes.

Cependant les événements se précipitent sur la scène internationale. Au moment où en U.R.S.S. le système évolue vers une dictature militaro-policière, aux Etats-Unis se développe la crise du Watergate. Au Kremlin on est d'ailleurs totalement abasourdi de voir le président américain menacé de perdre son pouvoir pour une simple affaire d'écoutes. Puis c'est en octobre 1973 la guerre du Kippour, avec pour conséquence la crise de l'énergie. La montée soudaine de la puissance arabe bouleverse les données de la constellation mondiale, mais l'U.R.S.S. ne parvient pas à l'exploiter à son profit. Entre-temps, malgré les points marqués par le K.G.B. contre la dissidence, Soljenitsyne et Sakharov défient le pouvoir et accordent des interviews à des journalistes occidentaux. Soljenitsyne va même jusqu'à insinuer que, dans les rangs de la Sécurité d'Etat, il y aurait des sympathisants de la contestation. Puis, en décembre 1973, le grand écrivain russe fait paraître en Europe *l'Archipel du Goulag*, un livre qui porte un coup sérieux au mythe du communisme soviétique. Après avoir envisagé une solution plus radicale, l'oligarchie décide finalement d'expulser Soljenitsyne.

Entre 1974 et 1975, il y aura bien de par le monde quelques surprises agréables pour Moscou, telles la crise gréco-turque, la révolution portugaise ou bien la victoire communisme au Vietnam (9), mais le Kremlin ne sera pas en mesure de profiter de l'affaiblissement des Etats-Unis pour tirer de ces événements de réels avantages. La seule « grande victoire » remportée par le Kremlin au cours de cette période sera, à la fin de juillet 1975, la signature des accords d'Helsinki. Mais à peine les chœurs de l'Agit-prop auront-ils achevé d'en vanter la signification historique que l'on s'apercevra en haut lieu des inconvénients graves de la libre circulation des personnes et des informations.

L'homme qui monte : Youri Andropov

Depuis leur accession aux responsabilités réelles, les militaires soviétiques se sont beaucoup manifestés. En Occident,

où la presse aime le sensationnel, les maréchaux Gretchko et Iakoubovsky, le général Koulibov et surtout l'amiral Gortchkov, qualifié de créateur de la flotte soviétique, ont eu droit à une publicité flatteuse. Au début de 1975, au moment où l'on s'interrogeait une fois de plus sur l'état de santé de Leonid Brejnev, certains n'ont pas écarté l'hypothèse de l'accession d'un militaire au poste de secrétaire général. Puis on est revenu au *statu quo*, après toutefois l'élimination en mars 1975 du Politburo d'Alexandre Chelepine, l'ancien homme fort du système, qui avait été avant Semitchasny le prédécesseur d'Andropov à la tête du K.G.B. Les militaires ont marqué leur soutien à Brejnev en le faisant nommer général d'armée (dans la réserve) et ils se sont ensuite penchés avec sollicitude sur l'évolution de la situation en Afrique noire. Déjà solidement implantée en Somalie, l'U.R.S.S. ne pouvait manquer de s'intéresser au sort des anciennes colonies portugaises accédant à l'indépendance. Et c'est au moment où, grâce au corps expéditionnaire cubain, l'Union soviétique s'apprête à conquérir l'Angola et à s'implanter au Mozambique qu'un événement fâcheux survient dans la Baltique au lendemain des festivités annuelles en l'honneur de la révolution. Faisant en quelque sorte écho à la légende dorée de l'amiral Gortchkov, le destroyer *Storojevoï* tente sur les ordres de son officier politique, le capitaine de corvette Sabline, de gagner les eaux suédoises après que son commandant et quelques rares marins loyaux eurent été mis aux arrêts. Cette mutinerie est infiniment plus grave que celle du *Potemkine*, survenue avec le concours occulte des services japonais au moment des événements révolutionnaires de 1905. Heureusement pour le Kremlin, le *Storojevoï* sera intercepté avant de parvenir en Suède. Le K.G.B. profitera de l'occasion pour renforcer son emprise occulte sur les forces armées, sous prétexte de lutte contre la trahison.

Retardé d'un an, le XXV^e Congrès du parti se tient vingt ans après le décès de Khrouchtchev et dix ans après la nomination de Brejnev au poste de secrétaire général. Ce congrès au cours duquel on insiste beaucoup du côté soviétique sur « l'internationalisme prolétarien » — ce qui en bon français veut dire « alignement sur Moscou » — est avant tout celui des fausses notes. Parmi ces couacs surprenants, on peut citer le ton inhabituellement modeste de certains comptes rendus, l'aspect provocant du discours d'Enrico Berlinguer, l'absence de Georges Marchais et l'uniforme de généralissime de Fidel Castro. La modestie de ton, choquante pour des oreilles soviétiques, dans les comptes rendus relatifs à l'agriculture et aux biens de consommation trahit l'ampleur de l'échec du programme entériné par le congrès précédent. Les incartades verbales de Berlinguer et l'absence de Marchais font ressortir le mal qui mine « l'internationalisme prolétarien ». Enfin, en venant parader en uniforme à Moscou, Fidel Castro paraît vouloir s'attribuer tout le mérite de la pénétration communiste en Angola.

Un mois après, les « kremlinologues » ont la surprise de voir le chef du K.G.B., Youri Andropov, investi de l'honneur de prononcer le traditionnel discours à l'occasion du cent sixième anniversaire de la naissance de Lénine. C'est en quelque sorte un retour à Beria... avec Staline en moins.

Puis c'est la nouvelle subite du décès du maréchal Gretchko, remplacé à la tête du ministère de la Défense par un civil, Dimitri Oustinov, qui sera nommé par la suite maréchal. Toutefois, avant que l'oligarchie procède à cette promotion, il lui faut honorer un candidat beaucoup plus digne : c'est ainsi que le général d'armée Leonid Brejnev se voit conférer la plus haute dignité militaire !

(9) Nous ne mentionnons pas le Cambodge, d'où les diplomates soviétiques ont été expulsés sans ménagement en août 1975.

Brejnev fait le vide autour de lui

Un an après l'hommage rendu à Lénine par le chef du K.G.B., c'est au tour de l'oligarchie de célébrer avec faste le souvenir du créateur de la tcheka, Felix Dzerjinski. Les citoyens soviétiques sont même conviés à visiter une exposition consacrée à ce « chevalier de la révolution ». Naguère simple outil du système, la police secrète règne désormais — par oligarchie interposée — au nom d'une idéologie à laquelle ses chefs ne croient plus, mais qui constitue la seule justification de leur pouvoir.

Toutefois, au cours des premiers mois de cette année du sixième anniversaire du régime, le K.G.B. ne peut empêcher certains faits regrettables : des attentats à l'explosif secouent la capitale ; ensuite, un grand hôtel brûle mystérieusement ; enfin, à Leningrad, le feu ravage l'école d'artillerie, située justement en face des bureaux de la police secrète.

Pendant ce temps, la plupart des problèmes en instance depuis des années demeurent sans solution. Le déséquilibre de l'économie persiste malgré l'aide des pays capitalistes. Le vide créé par la mort de la foi officielle est comblé aussi bien par un réveil irrésistible des religions révélées — et en premier lieu du christianisme — que par un retour aux sources nationalistes. L'opposition des intellectuels ne désarme pas en dépit des mesures policières. Dans les républiques allogènes, les courants autonomistes se renforcent. L'unité de l'empire peut à tout moment se trouver menacée par une explosion — en particulier en Pologne. Enfin, à l'extérieur, l'U.R.S.S. s'est embarquée dans une aventure périlleuse sur le continent africain, où certains de ses succès initiaux pourraient fort bien être des victoires à la Pyrrhus, tandis qu'il lui faut faire face à un nouveau président américain assez déroutant et à une équipe dirigeante chinoise franchement hostile.

Or cette situation globale peu encourageante coïncide avec la nécessité d'une vaste relève au sein de l'oligarchie, relève dont on peut certes retarder encore l'échéance, mais à laquelle il faudra bien tôt ou tard procéder. Car ce n'est pas le limogeage d'un Podgorny qui a rajeuni les cadres. En effet, Brejnev a beau s'employer à faire le vide autour de lui pour cumuler les honneurs et essayer de recréer le mythe de l'idole, il n'en est pas moins dans sa soixante et onzième année !

Un chapelet de sept « zones explosives »

Il y a douze ans, nous estimions que la chute sans gloire de Nikita Khrouchtchev marquait le début de l'agonie du régime en Russie soviétique (10). Cette agonie s'est prolongée bien au-delà des délais que nous avions envisagés, sans que pour autant nous renoncions à notre diagnostic. L'idolocratie est définitivement morte, et tous les efforts des successeurs de Khrouchtchev pour la faire renaître se sont révélés vains. A part le prodigieux développement des forces armées soviétiques — dont le mérite ne leur revient que dans la mesure où ils ne l'ont pas freiné —, on voit mal ce que les

historiens futurs pourront retenir à leur crédit. Ils n'ont ni fait avancer d'un pas la mythique construction du socialisme, ni recréé l'unité du camp communiste, ni démontré dans la pratique la supériorité de leur système. Ce système n'a d'ailleurs pu survivre que grâce à l'aide massive du « capitalisme moribond » et à la vigilance d'une police secrète prenant la relève d'une caste clérico-politique déliquescence.

Pour tout homme de bon sens, il est clair que cela ne peut pas durer, et que la gigantesque et sanglante duperie de notre siècle approche de la fin.

La seule question sérieuse qui se pose est de savoir si cette fin sera indolore, ou si, compte tenu de l'extraordinaire arsenal soviétique, le dernier stade de l'agonie ne prendra pas un caractère apocalyptique.

Bien que l'éventualité d'une oligarchie soviétique aux abois cherchant le salut dans une fuite en avant suicidaire — sous la forme d'une agression délibérée contre l'Occident — nous paraisse hautement improbable, nous ne pouvons évidemment pas l'exclure à priori.

Cependant, en dehors de cette hypothèse extrême, il existe actuellement un certain nombre de risques d'explosion à l'échelle mondiale qu'il convient d'avoir présents à la mémoire avant d'envisager les modalités d'une ultime crise du régime en U.R.S.S.

Ces risques se matérialisent sur la carte sous la forme d'un véritable chapelet de « zones explosives », comprenant d'est en ouest : la Corée, la frontière sino-soviétique, le sous-continent indien, le golfe Persique, le Proche-Orient, les Balkans et la Pologne.

Toute explosion affectant une de ces sept régions pourrait s'étendre aux autres et déboucher sur une guerre totale aux conséquences imprévisibles. Pour s'en convaincre il suffit de passer le chapelet en revue.

Une nouvelle guerre en Corée ne ressemblerait pas à celle de 1950 et, loin d'unir l'U.R.S.S. à la Chine, elle ne ferait que renforcer le différend sino-soviétique, chacun des deux frères ennemis accusant l'autre de « trahir la cause ».

A la frontière sino-soviétique, tout demeure possible, soit en tant que contrecoup d'hostilités en Europe, soit à la suite d'une répétition des accrochages sur l'Oussouri, soit enfin sous la forme d'une intervention soviétique suscitée par la crainte de voir l'arsenal nucléaire chinois tomber entre des mains irresponsables à l'occasion d'une guerre civile en Chine.

Le sous-continent indien, avec ses trois protagonistes (l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan), a déjà failli en 1971 être à l'origine d'une épreuve de force entre la Chine et l'U.R.S.S. Tout y reste possible, aussi bien une guerre indo-pakistanaise que des révolutions sanglantes attirant des interventions étrangères.

Un peu oublié depuis l'atténuation de l'antagonisme irako-iranien, le golfe Persique peut néanmoins s'embraser à n'importe quel moment et incendier tout le Proche-Orient. Même si actuellement la poudrière israélo-arabe paraît quelque peu désamorcée, rien n'y est réglé, et, de plus, le nouvel antagonisme gréco-turc crée un dangereux relais supplémentaire entre le Proche-Orient et les Balkans.

Depuis des années, on suppute ici et là les conséquences d'une disparition du maréchal Tito, l'éventualité d'une intervention des forces du Pacte de Varsovie dans les Balkans et les répercussions de cette opération sur l'aile sud de l'Alliance atlantique. Il est certain que, là aussi, l'antagonisme gréco-turc pose un problème supplémentaire.

(10) Michel GARDER, l'Agonie du régime en Russie soviétique, *la Table Ronde*, 1965.

Enfin, une explosion en Pologne pourrait difficilement être localisée, car la quasi inévitable intervention soviétique ne se limiterait pas au territoire polonais. Il ne faut pas oublier qu'à deux reprises Moscou a su s'arrêter à temps : en 1956, sur le conseil des Chinois et, en 1970, grâce à l'habileté politique d'Edouard Gierek. Une troisième crise pourrait être fatale, car, pour mater l'insurrection générale d'un peuple connu pour son courage et son sens de l'honneur, l'oligarchie soviétique serait contrainte d'étendre son intervention aux Balkans, dont les pays ont déjà soutenu moralement les Polonais en 1970.

L'avenir : évolution révolution ou chaos ?

Ces possibilités de conflagration rappelées, nous laissons aux Chinois la responsabilité de l'affirmation selon laquelle une guerre éventuelle signifierait inévitablement la « fin des nouveaux tsars ». Cette fin, selon nous, est non moins inévitable sans le préalable d'une guerre. Elle devrait survenir, soit à l'issue d'un processus d'évolution, soit du fait d'une révolution brève et contrôlée, soit d'une explosion débouchant sur le chaos.

Dans la première de ces hypothèses, on assisterait à la poursuite du pourrissement actuel, avec une difficile relève du personnel dirigeant et de petites crises périodiques modifiant progressivement les structures du système. Au bout du compte, la technocratie ayant définitivement pris le pas sur l'appareil du parti, on aboutirait à un Etat d'un type nouveau, assez proche de la démocratie sociale des pays développés. C'est la fameuse hypothèse évolutionniste, souhaitée par certains dirigeants occidentaux. Intellectuellement séduisante, elle nous paraît néanmoins peu probable, car on ne voit pas pourquoi l'appareil céderait ses positions sans combattre.

Partant du principe qu'il n'y a jamais eu de révolution par le bas, et que le système soviétique en particulier est équipé pour noyer dans le sang toute rébellion, c'est dans la forme d'une « révolution de palais » que nous envisageons la deuxième hypothèse. Celle-ci peut survenir à n'importe quel moment. Pour réussir, elle devrait être menée par une équipe de jeunes apparatchiks bénéficiant de la complicité d'au moins une partie des services de sécurité et éventuellement des forces armées. Logiquement, elle devrait dé-

boucher sur un processus analogue à celui du printemps de Prague, c'est-à-dire sur la libération des forces vives du pays et la transformation radicale du système.

La troisième hypothèse est celle d'une crise grave au sein de l'oligarchie, soit au cours, soit à l'issue de la relève des dirigeants actuels par de nouvelles générations comportant des éléments plus turbulents et plus audacieux. Il en résulterait une cassure en deux du système — y compris des forces armées — aboutissant à une guerre civile à l'échelle de l'empire. Cette éventualité pourrait fort bien déboucher sur un cataclysme mondial, car l'extraordinaire arsenal nucléaire soviétique serait alors livré aux vicissitudes d'une guerre civile.

Bien entendu, chacune de ces hypothèses comporte de nombreuses variantes. Cependant on peut estimer à priori hautement improbables celles d'une dictature militaire ou d'une nouvelle idocratie. En effet, si l'armée peut jouer un rôle de précieux auxiliaire dans la deuxième hypothèse, en apportant son concours actif à la « révolution de palais », ou de protagoniste essentiel dans la troisième, ses structures spécifiques — politiques et policières — ne lui permettent pas, comme dans d'autres pays, d'agir à sa guise. D'autre part, l'éventualité d'un néo-stalinisme, dont le spectre est parfois agité, nécessiterait la résurrection de l'idole. Or cela fait plus de dix ans que les successeurs de Khrouchtchev s'y emploient sans succès, et il n'y a aucune raison que d'autres y parviennent.

Cela dit, on ne peut que souhaiter la réalisation de la deuxième hypothèse, la seule qui pourrait permettre à une Russie nouvelle — après avoir évité le pire à l'intérieur du pays — de trouver des solutions constructives tant pour le règlement de l'avenir de l'ancien empire que pour la révision de ses rapports avec le reste du monde. C'est là, malheureusement, une chance assez mince, compte tenu des risques de déviation que recèle cette hypothèse optimiste. Une révolte dans certaines républiques allogènes, des réactions brutales de la part des démocraties populaires, etc. pourraient remettre en question l'acquis positif d'une « révolution de palais ».

Ainsi l'avenir apparaît-il à la fois prometteur et inquiétant. Au moment même où l'on voit enfin poindre à l'horizon les signes annonciateurs de la fin de l'imposture idocratique, des nuages angoissants font craindre une version catastrophique de cet épilogue tant attendu.

Michel GARDER



Fusées soviétiques et église russe, voici réunies les deux faces de l'U.R.S.S. Laquelle l'emportera ?

LE CRAPOUILLOT

Liste des numéros disponibles	
N° 23	LES GARÇONNES
N° 24	MARCHAIS A MATIGNON
N° 25	LE PETIT PICASSO ILLUSTRÉ
N° 26	L'ANTHOLOGIE DU PAMPHLET
N° 27	LES TRUANDS
N° 28	LES ÉGÉRIES
N° 29	LES ROIS NÈGRES
N° 30	COMMENT ON DEVIENT PRÉSIDENT
N° 31	LE PETIT HITLER ILLUSTRÉ
N° 32	LA LIBÉRATION SANS BOBARDS
N° 33	LES SEXPLOITEURS
N° 34	LE DÉFI ARABE
N° 35	LE PETIT GISCARD ILLUSTRÉ
N° 36	LES COURSES
N° 37	LES ESCROCS
N° 38	LE SHOW-BUSINESS
N° 39	LES VOYANTES
N° 40	LES SECRETS DU VATICAN

N° 41	LES FRANCS-MAÇONS
N° 42	LA PETITE HISTOIRE DES MAISONS CLOSES
12 F chaque numéro (frais d'expédition compris)	

Albums Crapouillot	
I	LES PORNOCRATES LES PÉDÉRASTES
II	PARIS DÉFENDU LES ROIS DU BIDON LES GRANDS DESSINS DU GÉNÉRAL
III	LES SCANDALES DE LA T.V. S.D.E.C.E., BARBOUZES, ESPIONS ET CIE... A BAS LES VOLEURS
IV	LES GARÇONNES LES LÈCHE-BOTTES L'HISTOIRE CONTESTÉE
V	LES ROIS NÈGRES LES ÉGÉRIES LES TRUANDS
VI	LES SEXPLOITEURS LE PETIT HITLER ILLUSTRÉ LE DÉFI ARABE
VII	LE SHOW-BUSINESS LES COURSES LES ESCROCS
24 F chaque album (frais d'expédition compris)	

**BULLETIN DE COMMANDE À DÉCOUPER ET À RETOURNER AU SERVICE
DES VENTES DU « CRAPOUILLOT » - 49, avenue Marceau - 75116 PARIS**

NOM PRÉNOM

ADRESSE

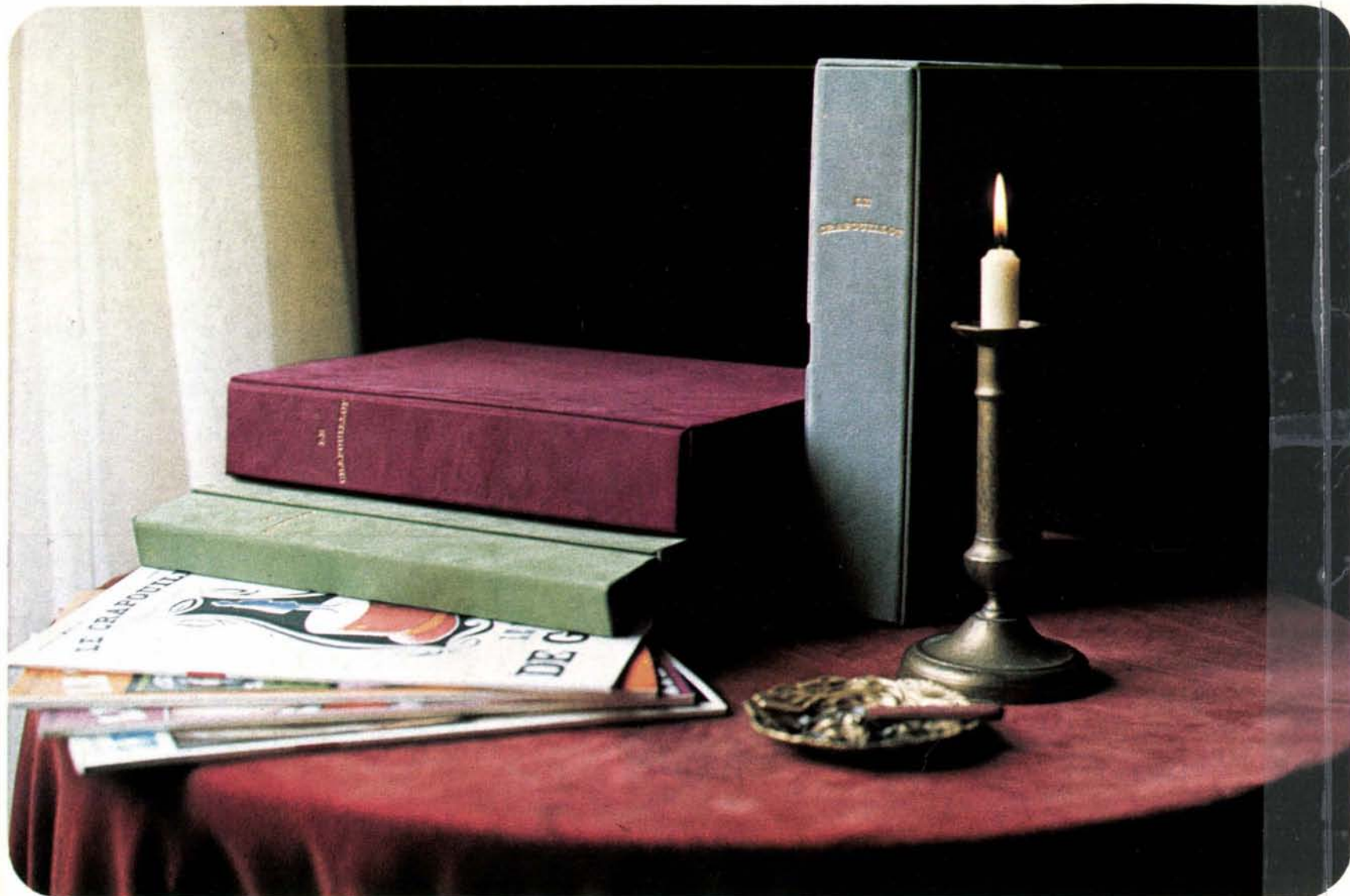
Je désire recevoir les numéros

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ☐

chèque postal ☐

mandat lettre ☐

CCP 25 391 74 PARIS



UNE BONNE SOLUTION POUR CONSERVER VOS NUMÉROS DU

CRAPOUILLOT

L'écrin reliure de bibliothèque

Au fur et à mesure des années, votre collection du « Crapouillot » prendra de plus en plus de valeur. Chaque numéro constitue une mine de références auxquelles le lecteur soucieux d'informations piquantes a toujours besoin de faire appel. C'est dans ce but que nous avons mis au point ces luxueux écrins-reliures où vous pourrez ranger vos exemplaires et les consulter aisément. Vendus au prix de 23 F, plus 6 F pour frais d'expédition, (*) ils se présentent comme des boîtes cartonnées, richement réhaussées d'un tissu qui leur donne l'apparence d'un beau livre ayant sa place dans votre bibliothèque. Notre écrin-reliure existe en rouge grenat, gris et vert jade. Il peut contenir 8 numéros.

(*) 10 F pour l'étranger.

Pour les recevoir, il vous suffit de remplir ce bon de commande et de le retourner à nos bureaux : 49, avenue Marceau 75 016 PARIS



NOM PRENOM

ADRESSE

désire recevoir Écrin-reliure « Le Crapouillot » au prix de 23 F + 6 F

que je règle (1) ☐ chèque bancaire ☐ mandat-lettre

☐ versement au CCP : SEPA Paris 25.391.74

(1) Mettre une croix dans le carré choisi.

N.B. Si vous préférez ne pas découper votre revue, envoyez-nous simplement une carte de visite ou une feuille comportant vos nom et adresse avec la mention « ECRIN-RELIURE LE CRAPOUILLOT » accompagnée de votre règlement.